

LOIS, DECRETS, ORDONNANCES ET REGLEMENTS WETTEN, DECRETEN, ORDONNANTIES EN VERORDENINGEN

COUR CONSTITUTIONNELLE

[2015/204976]

Extrait de l'arrêt n° 139/2015 du 15 octobre 2015

Numéros du rôle : 5913, 5922 et 5924

En cause : les recours en annulation totale ou partielle de la loi du 1^{er} décembre 2013 portant réforme des arrondissements judiciaires et modifiant le Code judiciaire en vue de renforcer la mobilité des membres de l'ordre judiciaire, introduits par André Monhonval, par Fabian Lefebvre et par l'ASBL « Union professionnelle de la magistrature » et autres.

La Cour constitutionnelle,

composée des présidents J. Spreutels et A. Alen, et des juges E. De Groot, L. Lavrysen, J.-P. Snappe, J.-P. Moerman, E. Derycke, T. Merckx-Van Goeij, P. Nihoul, F. Daoût, T. Giet et R. Leysen, assistée du greffier F. Meersschart, présidée par le président J. Spreutels,

après en avoir délibéré, rend l'arrêt suivant :

I. *Objet des recours et procédure*

a. Par requête adressée à la Cour par lettre recommandée à la poste le 2 juin 2014 et parvenue au greffe le 3 juin 2014, André Monhonval, assisté et représenté par Me G. Generet, avocat au barreau de Bruxelles, a introduit un recours en annulation des articles 26 et 147 de la loi du 1^{er} décembre 2013 portant réforme des arrondissements judiciaires et modifiant le Code judiciaire en vue de renforcer la mobilité des membres de l'ordre judiciaire (publiée au *Moniteur belge* du 10 décembre 2013, deuxième édition).

b. Par requête adressée à la Cour par lettre recommandée à la poste le 10 juin 2014 et parvenue au greffe le 11 juin 2014, Fabian Lefebvre, assisté et représenté par Me F. Gavroy et Me F. Jongen, avocats au barreau d'Arlon, a introduit un recours en annulation des articles 26 et 147, alinéa 2, de la même loi.

c. Par requête adressée à la Cour par lettre recommandée à la poste le 10 juin 2014 et parvenue au greffe le 11 juin 2014, un recours en annulation totale ou partielle (les articles 3, 4, 6, 16, 26, 28, 30, 32, 37, 40, 41, 63, 107, 108, 136, alinéa 2, 147, 149, 150 et 152) de la même loi a été introduit par l'ASBL « Union professionnelle de la magistrature », Jacques Baron, Simon Claisse, Axel Delannay, Thomas Dessoy, Valérie Hansenne, Jules Malaise, Hugues Marchal, Jean-François Marot, Marc-Antoine Poncelet, Véronique Tordeur et Luc Van Malcot, assistés et représentés par Me X. Close, avocat au barreau de Bruxelles.

Ces affaires, inscrites sous les numéros 5913, 5922 et 5924 du rôle de la Cour, ont été jointes.

(...)

II. *En droit*

(...)

Quant aux dispositions attaquées

B.1. La loi du 1^{er} décembre 2013 réforme les arrondissements judiciaires et modifie le Code judiciaire en vue de renforcer la mobilité des membres de l'ordre judiciaire.

Les parties requérantes dans les affaires n^{os} 5913 et 5922 demandent l'annulation de l'article 26 de cette loi; la partie requérante dans la première de ces affaires demande, en outre, l'annulation de l'article 147 de la même loi.

Les parties requérantes dans l'affaire n^o 5924 demandent l'annulation de la loi du 1^{er} décembre 2013 dans son ensemble. Il ressort toutefois de la requête, comme des moyens soulevés à l'appui du recours, que celui-ci porte sur les dispositions de cette loi qui « concernent directement le principe de la mobilité des magistrats ». Seraient ainsi visés, selon les parties requérantes, les articles 3 à 6, 16, 28, 30, 32, 37, 40 et 41, 63, 107 et 108, 136, alinéa 2, 147, 149, 150 et 152 de la loi du 1^{er} décembre 2013.

L'objet des dispositions attaquées peut, en substance, être décrit comme suit :

- l'article 3 concerne la mobilité des juges de paix dans les différents cantons de l'arrondissement judiciaire étendu (et complète l'article 59 du Code judiciaire);

- l'article 4 concerne l'organisation des tribunaux de police en divisions et leurs limites territoriales (et remplace l'article 60 du Code judiciaire);

- l'article 6 régit notamment la mobilité des juges de paix et de police dans les cantons de l'arrondissement et éventuellement du ressort de la cour d'appel (et remplace l'article 65 du Code judiciaire);

- l'article 16 concerne les différents tribunaux et leurs limites territoriales (et remplace l'article 73 du Code judiciaire);

- l'article 26, entre autres objets, confie au président du tribunal la charge de répartir les juges parmi ses divisions, après avoir entendu le juge désigné dans une autre division, et en motivant sa décision (et remplace l'article 90 du Code judiciaire);

- l'article 28 régit les délégations, par le premier président de la cour d'appel, d'un juge à un autre tribunal du ressort (et remplace à cette fin les alinéas 1^{er} à 5 de l'article 98 du Code judiciaire);

- l'article 30 régit la délégation, par le premier président de la cour d'appel, d'un juge de l'un des tribunaux du ressort à la cour d'appel ou à la cour du travail (et insère à cette fin un article 99^{ter} dans le Code judiciaire);

- l'article 32 prévoit, notamment, la nomination des juges à titre principal dans un tribunal et, à titre subsidiaire, dans les autres tribunaux du ressort de la cour d'appel (et remplace à cette fin l'article 100 du Code judiciaire, tel qu'il a été modifié par les lois des 15 juillet 1970 et 22 décembre 1998);

- l'article 37 concerne la mobilité des conseillers des cours d'appel et des cours du travail (et complète l'article 113^{bis} du Code judiciaire);

- l'article 40 régit la répartition, par le procureur du Roi, des substituts dans les différentes divisions du parquet (et modifie à cette fin l'article 151 du Code judiciaire, tel qu'il a été modifié en dernier lieu par la loi du 17 mai 2006);

- l'article 41 régit la répartition, par l'auditeur du travail, des substituts dans les différentes divisions de l'auditorat du travail (et modifie à cette fin l'article 153 du Code judiciaire, tel qu'il a été modifié en dernier lieu par la loi du 12 avril 2004);

- l'article 63 prévoit la désignation simultanée, en fonction des besoins du service, d'un juge d'instruction, d'un juge des saisies, ou d'un juge « au tribunal de la famille et de la jeunesse » dans un autre tribunal du ressort (et complète à cette fin l'article 259^{septies} du Code judiciaire, lequel a également été modifié, ultérieurement, par la loi du 8 mai 2014 en ce qui concerne la dénomination de ce tribunal);

- l'article 107 détermine les limites territoriales des nouveaux tribunaux de police (et remplace à cette fin l'article 3 de l'annexe au Code judiciaire);

- l'article 108 détermine les limites territoriales des nouveaux arrondissements judiciaires (et remplace à cette fin l'article 4 de la même annexe);

- l'article 136, alinéa 2, supprime le supplément de traitement auparavant accordé aux juges de complément (et abroge à cette fin l'article 357, 6°, du Code judiciaire);

- l'article 147 prévoit la nomination des magistrats existants dans un tribunal ou parquet d'un arrondissement étendu;

- l'article 149 prévoit la délégation des juges de paix et des juges de police de complément pour exercer leurs fonctions cumulativement dans un autre canton;

- l'article 150 prévoit : la nomination des juges et substituts de complément à titre subsidiaire dans les différents tribunaux et parquets du ressort de la cour d'appel; la nomination des juges de complément auparavant délégués à un tribunal de commerce ou du travail, au tribunal de commerce ou au tribunal du travail du ressort de la cour d'appel; la nomination des substituts de l'auditeur du travail de complément à l'auditorat du travail du ressort de la cour du travail;

- l'article 152 prévoit que les magistrats nommés en application de l'article 100 (ancien) du Code judiciaire à ou près de différents tribunaux de première instance du ressort de la cour d'appel sont nommés de plein droit aux nouveaux tribunaux ou parquets.

Quant à la recevabilité des recours et à l'étendue de la saisine de la Cour

B.2.1. Lors de l'examen de plusieurs dispositions, le Conseil des ministres conteste l'intérêt à agir de certains requérants personnes physiques et de l'association sans but lucratif « Union professionnelle de la magistrature » (ci-après l'« UPM »), première partie requérante dans l'affaire n° 5924.

B.2.2. L'article 142, alinéa 3, de la Constitution et l'article 2, 2°, de la loi spéciale du 6 janvier 1989 sur la Cour constitutionnelle imposent à une personne morale qui introduit un recours en annulation de justifier d'un intérêt. Ne justifient de l'intérêt requis que les personnes dont la situation pourrait être affectée directement et défavorablement par la norme attaquée. L'action populaire n'est pas admissible.

Lorsqu'une association sans but lucratif qui n'invoque pas son intérêt personnel agit devant la Cour, il est requis que son objet social soit d'une nature particulière et, dès lors, distinct de l'intérêt général; qu'elle défende un intérêt collectif; que la norme attaquée soit susceptible d'affecter son objet social; qu'il n'apparaisse pas, enfin, que cet objet social n'est pas ou n'est plus réellement poursuivi.

B.2.3. Aux termes de l'article 3 de ses statuts, l'UPM a pour objet social « la promotion et l'application de mesures à mettre en oeuvre en vue d'assurer un fonctionnement optimal de la Justice, garante des droits et des libertés des citoyens » et « la défense des intérêts individuels de ses membres au regard de leurs intérêts collectifs »; cet objet vise à la défense d'un intérêt collectif et celui-ci est de nature particulière, distinct de l'intérêt général. Par ailleurs, il n'est pas contesté que cet objet soit réellement poursuivi.

La loi du 1^{er} décembre 2013 a en particulier pour objet de réformer les arrondissements judiciaires et de renforcer la mobilité des membres de l'ordre judiciaire. Ce faisant, elle est susceptible d'affecter l'objet social de l'UPM et les intérêts collectifs que cette partie requérante défend.

Celle-ci dispose donc de l'intérêt requis.

B.2.4. Dès lors que, d'une part, l'intérêt à agir de l'UPM est établi, et que, d'autre part, les autres parties requérantes dont l'intérêt à agir est contesté n'attaquent pas d'autres dispositions que celles attaquées par l'UPM, et n'invoquent pas d'autres moyens que ceux allégués par celle-ci, il n'y a pas lieu d'examiner si ces parties requérantes justifient, elles aussi, de l'intérêt requis.

B.3.1. Les principes essentiels de la réforme opérée par la loi du 1^{er} décembre 2013, s'agissant des aspects pertinents en l'espèce, peuvent être exposés comme suit.

B.3.2. En ce qui concerne le ressort territorial des tribunaux, le nombre d'arrondissements judiciaires, qui constituent l'assise territoriale des tribunaux de première instance, est réduit à 12 (article 73 du Code judiciaire, tel qu'il est remplacé par l'article 16 attaqué, et article 108 attaqué, qui remplace l'article 4 de l'annexe au Code judiciaire). En vertu de ces mêmes dispositions, les tribunaux du travail et de commerce ont désormais en principe pour ressort territorial celui de la cour d'appel, sans préjudice des exceptions prévues par le législateur. En ce qui concerne les justices de paix, il y en a une par canton judiciaire mais, désormais, le juge de paix titulaire dans un canton est nommé à titre subsidiaire dans chaque canton judiciaire de l'arrondissement judiciaire (article 59 du Code judiciaire, tel qu'il est modifié par l'article 3 attaqué). Les tribunaux de police sont, pour leur part, désormais organisés à l'échelon de l'arrondissement judiciaire (article 60 du Code judiciaire, tel qu'il est remplacé par l'article 4 attaqué, et l'article 107 attaqué, remplaçant l'article 3 de l'annexe audit Code).

B.3.3. En ce qui concerne la répartition des magistrats entre ces tribunaux et en leur sein, les dispositions attaquées confient aux chefs de corps et autorités qu'elles indiquent le soin de régler respectivement : la mobilité des juges de paix et de police dans les cantons de l'arrondissement et éventuellement du ressort de la cour d'appel (article 6); la délégation des juges de paix et des juges de paix de complément pour exercer éventuellement leurs fonctions cumulativement dans un autre canton (article 149); la répartition des juges entre les divisions (article 26) et des substituts au sein du parquet (article 40); la répartition des substituts dans les différentes divisions de l'auditorat du travail (article 41); la délégation d'un juge à un autre tribunal du même ressort de la cour d'appel (article 28); la désignation simultanée, en fonction des besoins du service, de certains juges spécialisés dans un autre arrondissement du ressort (article 63); la délégation d'un juge de l'un des tribunaux du ressort à la cour d'appel ou à la cour du travail (article 30); la délégation des conseillers des cours d'appel et des cours du travail (article 37).

B.3.4. En ce qui concerne les modalités de désignation des magistrats dans le cadre de la réforme en cause, la loi du 1^{er} décembre 2013 distingue la situation des magistrats déjà nommés lors de l'entrée en vigueur de cette loi de celle des magistrats nommés après cette entrée en vigueur.

S'agissant des nouveaux magistrats à nommer, l'article 32 attaqué, qui remplace l'article 100 du Code judiciaire, prévoit, en son paragraphe 1^{er}, d'une part, que les juges nommés dans un tribunal de première instance sont nommés à titre subsidiaire dans les autres tribunaux de première instance du ressort de la cour d'appel et, d'autre part, que les substituts nommés dans un parquet du procureur du Roi sont nommés à titre subsidiaire dans les autres parquets du procureur du Roi du ressort. Le deuxième paragraphe du même article 32 prévoit que la désignation d'un magistrat

en dehors de la juridiction ou du parquet dans le cadre du personnel duquel il est nommé à titre principal, est réglée de commun accord entre les chefs de corps concernés, après avoir entendu l'intéressé; la décision commune précise les modalités de désignation, doit être motivée et vaut pour une période maximale d'un an renouvelable; il est précisé que le consentement du magistrat n'est pas requis. En cas de désaccord, la décision est prise par le premier président de la cour d'appel ou le procureur général près celle-ci.

S'agissant des magistrats qui étaient déjà nommés lors de l'entrée en vigueur de la loi attaquée, l'article 147 attaqué prévoit, en son alinéa 1^{er}, que ceux nommés à un tribunal ou à un parquet d'un arrondissement qui fait partie d'un nouvel arrondissement étendu sont de plein droit nommés au nouveau tribunal ou parquet; en ce qui concerne les magistrats nommés au tribunal du travail, au tribunal de commerce ou à l'auditorat du travail, fusionnés au niveau du ressort de la cour d'appel, lesdits magistrats sont de plein droit nommés au tribunal du travail, au tribunal de commerce ou à l'auditorat du ressort de la cour d'appel (article 147, alinéa 2). L'article 152 attaqué prévoit par ailleurs que les magistrats qui, au moment de l'entrée en vigueur de la loi, sont nommés, en application de l'ancien article 100 du Code judiciaire, à ou près de différents tribunaux de première instance du ressort de la cour d'appel et qui, en vertu de cette loi, font partie de différents tribunaux de première instance de ce ressort, sont de plein droit nommés aux nouveaux tribunaux ou parquets, moyennant les dispenses précitées. Dans chacun de ces cas, la loi mentionne qu'il n'est pas fait application de l'article 287^{sexies} du Code judiciaire, qui règle les modalités des candidatures pour l'ordre judiciaire, et qu'une nouvelle prestation de serment n'est pas requise.

B.3.5. La loi du 1^{er} décembre 2013 règle également le statut des magistrats de complément nommés avant l'entrée en vigueur de la loi et supprime cette fonction pour l'avenir (article 23).

L'article 150, § 1^{er}, prévoit que les juges de complément délégués dans un tribunal de première instance nommés avant l'entrée en vigueur de la loi sont nommés d'office – donc sans nouvelle candidature et sans nouvelle prestation de serment – dans un tribunal de première instance auquel ils ont été désignés au moment de l'entrée en vigueur de cette loi et, à titre subsidiaire, dans tous les autres tribunaux de première instance du ressort de la cour d'appel.

Le paragraphe 2 de ce même article prévoit que les substituts du procureur du Roi de complément sont nommés dans un parquet du procureur du Roi près le tribunal de première instance auquel ils ont été délégués et, à titre subsidiaire, dans tous les autres parquets du procureur du Roi du ressort.

Le paragraphe 3 prévoit que les juges de complément délégués au tribunal de commerce sont nommés d'office au tribunal de commerce du ressort de la cour d'appel.

Le paragraphe 4 prévoit que les juges de complément délégués au tribunal du travail (hormis ceux visés par l'article 63 de la loi du 19 juillet 2012 portant réforme de l'arrondissement judiciaire de Bruxelles) sont nommés d'office au tribunal du travail du ressort de la cour du travail.

Enfin, le paragraphe 5 du même article 150 prévoit que les substituts de l'auditeur du travail de complément sont nommés d'office à l'auditorat du travail du ressort de la cour du travail.

L'article 136, alinéa 2, de la loi attaquée prévoit que les juges de complément et substituts de complément visés à l'article 150 précité ne conservent pas leur supplément de traitement.

B.3.6. Dans l'examen de la constitutionnalité du régime relatif à la mobilité renforcée des magistrats, il y a lieu de tenir compte de deux autres lois prévoyant de nouvelles voies de recours.

B.3.7. La loi du 15 juillet 2013 « modifiant les dispositions du Code judiciaire relatives à la discipline », qui institue des tribunaux disciplinaires et des tribunaux disciplinaires d'appel, prévoit en son article 23, qui remplace l'article 413 du Code judiciaire, que le tribunal disciplinaire peut être saisi des recours introduits par les magistrats contre les sanctions disciplinaires déguisées dont ils s'estiment victimes (nouvel article 413, § 5). Parmi les dispositions qui organisent la procédure devant ces tribunaux, l'article 30 de la loi précitée, qui remplace l'article 418 du Code judiciaire, prévoit notamment que le magistrat qui conteste une mesure disciplinaire déguisée en mesure d'ordre prise à son égard par un chef de corps, peut introduire un recours, non suspensif, contre cette mesure auprès du tribunal disciplinaire, selon les modalités définies par le nouvel article 418, § 4. Si le tribunal disciplinaire annule une mesure disciplinaire déguisée en mesure d'ordre, le chef de corps du magistrat concerné peut interjeter appel de ce jugement (paragraphe 2 du nouvel article 420 du Code judiciaire, remplacé par l'article 32 de la loi précitée).

B.3.8. L'article 37 de la loi du 18 février 2014 « relative à l'introduction d'une gestion autonome pour l'organisation judiciaire » insère dans le Code judiciaire un article 330^{quinquies}, qui permet à un magistrat, chargé d'exercer ses fonctions dans un autre arrondissement que celui dans lequel il a été nommé ou désigné à titre principal, d'introduire un recours en annulation, non suspensif, contre cette délégation, désignation ou mission, devant le comité de direction – selon le cas – de la cour d'appel, de la cour du travail ou du parquet général.

B.3.9. Par son arrêt n° 138/2015 du 15 octobre 2015, la Cour a annulé l'article 37 précité : d'une part, parce que cette disposition prévoit un recours contre les décisions prises sur la base de l'article 100 du Code judiciaire, mais pas contre les décisions prises sur la base des articles 90, 151 et 153 du même Code; d'autre part, parce que la manière dont le recours est actuellement organisé par l'article 37 précité ne satisfait pas aux exigences requises pour que ce recours puisse être qualifié de recours juridictionnel.

B.3.10. Par son arrêt n° 138/2015 précité, la Cour a toutefois maintenu les effets de l'article 37 annulé de la loi du 18 février 2014 jusqu'à l'entrée en vigueur des nouvelles dispositions à adopter par le législateur, et au plus tard jusqu'au 31 août 2016.

Il en résulte que, jusqu'à cette date, les magistrats qui font l'objet d'une mesure de mobilité à laquelle s'applique l'article 37 précité, peuvent introduire le recours organisé par cette disposition.

Après cette date, ils doivent pouvoir bénéficier du recours juridictionnel qu'il appartient au législateur d'organiser, conformément à l'arrêt n° 138/2015.

B.4. Il ressort de l'examen des moyens et des dispositions attaquées, considérés dans leur ensemble, que les parties requérantes contestent la constitutionnalité des aspects suivants de la nouvelle réglementation en matière de mobilité :

1. l'absence de consentement requis du magistrat soumis à une mesure de mobilité et les modalités entourant celle-ci;

2. la compatibilité de la mobilité renforcée imposée aux magistrats avec le droit à des conditions de travail et de rémunération équitables, ainsi qu'avec le droit au respect de la vie privée;

3. le régime de mobilité des magistrats des tribunaux du travail et de commerce par rapport aux autres magistrats, dont ceux des tribunaux de première instance;

4. les différences et identités de traitement dans le régime de mobilité applicable aux magistrats, selon leur date de nomination;

5. la suppression du supplément de traitement des anciens magistrats de complément et leur régime de mobilité par rapport aux autres magistrats;

6. les autres différences et identités de traitement attaquées.

B.5.1. Certaines parties requérantes soumettent à la Cour des dispositions de la loi du 1^{er} décembre 2013 qui, d'une part, ne sont pas pertinentes au regard des moyens soulevés et pour lesquelles, d'autre part, il n'est pas satisfait au prescrit de l'article 6 de la loi spéciale du 6 janvier 1989. Pour satisfaire aux exigences de cette disposition, les moyens de la requête doivent en effet faire connaître, parmi les règles dont la Cour garantit le respect, celles qui seraient violées ainsi que les dispositions qui violeraient ces règles mais aussi exposer en quoi ces règles auraient été transgressées par ces dispositions.

Tel est le cas des articles 4, 16, 107 et 108, qui ne réglementent pas, en eux-mêmes, le régime de mobilité des magistrats mais concernent respectivement le ressort territorial des tribunaux et la répartition des magistrats entre ces tribunaux et en leur sein, telles que ces matières sont réglées par la loi attaquée.

En outre, en ce qui concerne les articles 6, 28, 30, 37, 63 et 149 précités, le législateur a expressément prévu que le magistrat concerné par une mesure de mobilité doit consentir à la désignation ou délégation concernée, de sorte que les parties requérantes ne justifient pas de l'intérêt requis à leur annulation.

B.5.2. Il résulte de ce qui précède que la Cour doit uniquement statuer sur les dispositions suivantes de la loi du 1^{er} décembre 2013 : l'article 3; l'article 26 (en ce qui concerne l'article 90, alinéa 5, du Code judiciaire qu'il remplace); l'article 32; les articles 40 et 41 (en ce qui concerne l'alinéa qu'ajoutent ces dispositions, respectivement, à l'article 151 et à l'article 153 du même Code); l'article 136; l'article 147; l'article 150 et l'article 152. Pour le surplus, les recours ne sont pas recevables.

Ces dispositions énoncent :

« Art. 3. L'article 59 du même Code est complété par trois alinéas rédigés comme suit :

' Le juge de paix titulaire nommé dans un canton est nommé à titre subsidiaire dans chaque canton de l'arrondissement judiciaire où il peut être nommé en vertu de la loi du 15 juin 1935 concernant l'emploi des langues en matière judiciaire.

En fonction des nécessités du service le président des juges de paix et des juges au tribunal de police désigne, dans le respect de la loi du 15 juin 1935 concernant l'emploi des langues en matière judiciaire et après avoir entendu le magistrat concerné, un ou plusieurs juges de paix pour exercer simultanément cette fonction dans un ou plusieurs cantons situés dans l'arrondissement judiciaire.

L'ordonnance de désignation indique les motifs de la désignation et en précise les modalités. ' ».

« Art. 26. L'article 90 du même Code, remplacé par la loi du 25 avril 2007, est remplacé par ce qui suit :

' Art. 90. Le président est chargé de la direction générale et de l'organisation du tribunal.

Dans les cas déterminés par la loi établissant le cadre du personnel des cours et tribunaux, un président de division assiste le président dans la direction du tribunal et de ses divisions.

Le président répartit les affaires conformément au règlement de répartition des affaires et au règlement particulier du tribunal. Lorsque les nécessités du service le justifient, il peut répartir une partie des affaires attribuées à une chambre, entre les autres chambres de la division.

Par nécessité du service, il y a lieu d'entendre, la répartition de la charge de travail, l'indisponibilité d'un juge, une exigence d'expertise, la bonne administration de la justice ou d'autres raisons objectives comparables.

Le président répartit les juges parmi les divisions. S'il désigne un juge dans une autre division, il entend le juge concerné et motive sa décision. ' ».

« Art. 32. L'article 100 du même Code, modifié par les lois du 15 juillet 1970 et 22 décembre 1998, est remplacé par ce qui suit :

' Art. 100. § 1^{er}. Les juges nommés dans un tribunal de première instance sont, dans le respect de la loi du 15 juin 1935 concernant l'emploi des langues en matière judiciaire, nommés à titre subsidiaire dans les autres tribunaux de première instance du ressort de la cour d'appel.

Les substituts nommés dans un parquet du procureur du Roi sont, dans le respect de la loi du 15 juin 1935 concernant l'emploi des langues en matière judiciaire, nommés à titre subsidiaire dans les autres parquets du procureur du Roi du ressort.

§ 2. La désignation d'un magistrat en dehors de la juridiction ou du parquet dans le cadre du personnel duquel il est nommé à titre principal, est réglée de commun accord entre les chefs de corps concernés, après avoir entendu l'intéressé. La décision commune précise les modalités de la désignation.

L'ordonnance de désignation indique les motifs pour lesquels il est nécessaire de faire appel à un magistrat nommé à titre principal dans le cadre du personnel d'un autre tribunal ou parquet et précise les modalités de la désignation. La désignation vaut pour une période maximale d'un an renouvelable.

Le consentement du magistrat désigné n'est pas requis.

En cas de refus des chefs de corps ou en l'absence d'accord sur les modalités de la désignation, le premier président de la cour d'appel ou le procureur général près la cour d'appel, selon le cas, décide sur avis motivé des chefs de corps du ressort concernés par la désignation.

§ 3. Un magistrat nommé conformément au § 1^{er} n'est pas nommé dans le cadre du personnel des juridictions ou des parquets dans lesquels il est nommé à titre subsidiaire.

§ 4. Les juges nommés au tribunal de première instance francophone de Bruxelles sont nommés à titre subsidiaire au tribunal de première instance du Brabant wallon et les juges nommés au tribunal de première instance du Brabant wallon sont nommés à titre subsidiaire au tribunal de première instance francophone de Bruxelles. Les juges nommés au tribunal de première instance néerlandophone de Bruxelles sont nommés à titre subsidiaire au tribunal de première instance de Louvain et les juges nommés au tribunal de première instance de Louvain sont nommés à titre subsidiaire au tribunal de première instance néerlandophone de Bruxelles.

Les substituts nommés au parquet du procureur du Roi de Bruxelles, y compris les substituts visés à l'article 150, § 3, sont, dans le respect de la loi du 15 juin 1935 concernant l'emploi des langues en matière judiciaire, nommés à titre subsidiaire, soit au parquet du procureur du Roi du Brabant wallon, soit aux parquets du procureur du Roi de Louvain et de Hal-Vilvorde. Les substituts du procureur du Roi nommés dans le Brabant wallon sont nommés à titre subsidiaire au parquet du procureur du Roi de Bruxelles et les substituts nommés au parquet du procureur du Roi de Louvain ou au parquet du procureur du Roi de Hal-Vilvorde sont nommés à titre subsidiaire au parquet du procureur du Roi de Bruxelles.

Les juges nommés au tribunal de commerce francophone de Bruxelles sont nommés à titre subsidiaire au tribunal de commerce du Brabant wallon et les juges nommés au tribunal de commerce du Brabant wallon sont nommés à titre subsidiaire au tribunal de commerce francophone de Bruxelles. Les juges nommés au tribunal de commerce néerlandophone de Bruxelles sont nommés à titre subsidiaire au tribunal de commerce de Louvain et les juges nommés au tribunal de commerce de Louvain sont nommés à titre subsidiaire au tribunal de commerce néerlandophone de Bruxelles.

Les juges nommés au tribunal du travail francophone de Bruxelles sont nommés à titre subsidiaire au tribunal du travail du Brabant wallon et les juges nommés au tribunal du travail du Brabant wallon sont nommés à titre subsidiaire au tribunal du travail francophone de Bruxelles. Les juges nommés au tribunal du travail néerlandophone de Bruxelles sont nommés à titre subsidiaire au tribunal du travail de Louvain et les juges nommés au tribunal du travail de Louvain sont nommés à titre subsidiaire au tribunal du travail néerlandophone de Bruxelles.

Les substituts de l'auditeur du travail nommés à Bruxelles sont nommés, dans le respect de la loi du 15 juin 1935 concernant l'emploi des langues en matière judiciaire à titre subsidiaire près l'auditorat du travail du Brabant wallon ou près les auditorats du travail de Louvain et Hal-Vilvorde.

§ 5. La désignation d'un magistrat visé au paragraphe 4 en dehors de la juridiction ou du parquet dans le cadre du personnel duquel il est nommé à titre principal est réglée conformément au paragraphe 2.

§ 6. Un magistrat nommé conformément au paragraphe 4 n'est pas nommé dans le cadre du personnel de la juridiction ou du parquet dans lequel il est nommé à titre subsidiaire. ' ».

« Art. 40. A l'article 151 du même Code, modifié en dernier lieu par la loi du 17 mai 2006, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans l'alinéa 1^{er} les mots ' et par un ou plusieurs substituts de complément délégués conformément à l'article 326, alinéa 1^{er} ' sont abrogés;

2° l'alinéa 3 est complété par la phrase suivante : ' Dans les cas déterminés par la loi établissant le cadre du personnel des cours et tribunaux, un procureur de division assiste le procureur du Roi dans la direction du parquet et de ses divisions. ' ;

3° l'article est complété par un alinéa rédigé comme suit :

' Le procureur du Roi répartit les substituts parmi les divisions. Si le procureur du Roi désigne un substitut dans une autre division, il entend le substitut concerné et motive sa décision. ' ».

« Art. 41. A l'article 153 du même Code, modifié en dernier lieu par la loi du 12 avril 2004, les modifications suivantes sont apportées :

1° l'alinéa 1^{er}, deuxième phrase, est abrogé;

2° l'alinéa 2 est complété par la phrase suivante : ' Dans les cas déterminés par la loi établissant le cadre du personnel des cours et tribunaux, un auditeur de division assiste l'auditeur de travail dans la direction du parquet et de ses divisions. ' ;

3° l'article est complété par un alinéa, rédigé comme suit :

' L'auditeur du travail répartit les substituts parmi les divisions. Si l'auditeur de travail désigne un substitut dans une autre division, il entend le substitut concerné et motive sa décision. ' ».

« Art. 136. L'application de la présente loi ne peut porter atteinte aux traitements, augmentations de traitement, suppléments de traitement et pensions des magistrats, des greffiers en chef et des secrétaires en chef, des greffiers et des secrétaires ainsi que des membres du personnel des greffes et secrétariats de parquet qui sont en fonction au moment de son entrée en vigueur.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er} les juges de complément et substituts de complément visés à l'article 150 ne conservent pas le supplément de traitement ».

« Art. 147. Les magistrats qui, au moment de l'entrée en vigueur de la présente loi, sont nommés à un tribunal ou un parquet d'un arrondissement qui fait partie, conformément à la présente loi, d'un nouvel arrondissement étendu, sont de plein droit nommés au nouveau tribunal ou au nouveau parquet, sans qu'il soit fait application de l'article 287*sexies* du Code judiciaire et sans nouvelle prestation de serment.

Les magistrats nommés au tribunal du travail, au tribunal de commerce ou à l'auditorat du travail qui, conformément à la présente loi, sont fusionnés jusqu'au niveau du ressort de la cour d'appel, sont de plein droit nommés au tribunal du travail ou de commerce ou à l'auditorat du ressort de la cour d'appel, sans qu'il soit fait application de l'article 287*sexies* du Code judiciaire et sans nouvelle prestation de serment.

Les magistrats nommés au tribunal de première instance d'Eupen sont nommés, à titre subsidiaire, au tribunal de commerce et au tribunal du travail d'Eupen. Les magistrats nommés au tribunal de commerce ou au tribunal du travail d'Eupen-Verviers qui satisfont à la condition de connaissance de la langue allemande sont respectivement nommés au tribunal de commerce ou au tribunal du travail d'Eupen, et à titre subsidiaire, au tribunal de première instance et, selon le cas, au tribunal du travail ou de commerce ».

« Art. 150. § 1^{er}. Les juges de complément délégués dans un tribunal de première instance visés aux articles 80, 86*bis* et 259*sexies* du Code judiciaire, nommés juges de complément avant l'entrée en vigueur de la présente loi dont la situation n'est pas réglée par l'article 63 de la loi du 19 juillet 2012 portant réforme de l'arrondissement judiciaire de Bruxelles, sont nommés d'office sans qu'il soit fait application de l'article 287*sexies* du Code judiciaire et sans nouvelle prestation de serment dans un tribunal de première instance auquel ils ont été désignés au moment de l'entrée en vigueur de la présente loi et, à titre subsidiaire, à tous les autres tribunaux de première instance du ressort de la cour d'appel.

§ 2. Les substituts du procureur du Roi de complément visés aux articles 326, § 1^{er}, et 259*sexies* du Code judiciaire, nommés avant l'entrée en vigueur de la présente loi dont la situation n'est pas réglée par l'article 63 de la loi du 19 juillet 2012 portant réforme de l'arrondissement judiciaire de Bruxelles, sont nommés d'office, dans le respect de la loi du 15 juin 1935 concernant l'emploi des langues en matière judiciaire, et sans qu'il soit fait application de l'article 287*sexies* du Code judiciaire et sans nouvelle prestation de serment, dans un parquet du procureur du Roi près le tribunal de première instance auquel ils ont été délégués et, à titre subsidiaire, à tous les autres parquets du procureur du Roi du ressort.

§ 3. Les juges de complément délégués au tribunal de commerce, nommés juge de complément avant l'entrée en vigueur de la présente loi, sont nommés d'office et sans qu'il soit fait application de l'article 287*sexies* du Code judiciaire et sans nouvelle prestation de serment au tribunal de commerce du ressort de la cour d'appel.

§ 4. Les juges de complément délégués au tribunal du travail, nommés juges de complément avant l'entrée en vigueur de la présente loi et dont la situation n'est pas réglée par l'article 63 de la loi du 19 juillet 2012 portant réforme de l'arrondissement judiciaire de Bruxelles, sont nommés d'office et sans qu'il soit fait application de l'article 287*sexies* du Code judiciaire et sans nouvelle prestation de serment au tribunal du travail du ressort de la cour du travail.

§ 5. Les substituts de l'auditeur du travail de complément nommés avant l'entrée en vigueur de la présente loi, sont nommés d'office et sans qu'il soit fait application de l'article 287*sexies* du Code judiciaire et sans nouvelle prestation de serment à l'auditorat du travail du ressort de la cour du travail ».

« Art. 152. Les magistrats qui, au moment de l'entrée en vigueur de la présente loi, sont nommés, en application de l'article 100 du Code judiciaire, à ou près de différents tribunaux de première instance du ressort de la cour d'appel et qui, conformément à la présente loi, font partie de différents tribunaux de première instance de ce ressort, sont de plein droit nommés aux nouveaux tribunaux ou parquets, sans qu'il soit fait application de l'article 287*sexies* du même Code et sans nouvelle prestation de serment ».

Quant aux objectifs poursuivis par la loi du 1^{er} décembre 2013

B.6.1. Les objectifs généraux poursuivis par le législateur en adoptant la loi du 1^{er} décembre 2013, et les méthodes auxquelles il estimait devoir recourir pour atteindre ces objectifs, ont été précisés comme suit dans l'exposé des motifs :

« [...] Cette réforme poursuit les objectifs suivants :

- Une meilleure gestion et une plus grande efficacité :

Les tâches et les moyens du siège et du ministère public sont dispersés entre un nombre trop élevé de tribunaux et d'arrondissements. Les moyens et les effectifs sont dirigés au niveau central au départ de Bruxelles et requièrent souvent des dispositions légales ou des arrêtés royaux, ce qui donne lieu à des procédures particulièrement compliquées. C'est la raison pour laquelle la structure organisationnelle et la gestion matérielle au quotidien dans les différents ressorts sont souvent problématiques.

- L'élimination de l'arriéré et une justice rendue plus rapidement :

[...]

- Jurisprudence de qualité, meilleurs services et proximité suffisante du citoyen :

Le citoyen a également droit à une jurisprudence de qualité. L'expertise dans des branches du droit est de plus en plus une nécessité pour un traitement efficient correct des affaires. L'expertise demande une offre d'affaires suffisante pour pouvoir développer et entretenir une expérience ainsi qu'un cadre suffisamment étendu pour pouvoir mettre en œuvre une spécialisation.

Afin d'atteindre ces objectifs, un consensus assez large s'est dégagé des discussions des dernières décennies concernant les méthodes à employer :

1. *Elargissement d'échelle*

Dans les grandes lignes, la structure territoriale des tribunaux est toujours la même que celle qui était en place à la naissance de la Belgique en 1830, la philosophie étant que le chef-lieu devait pouvoir être accessible de partout en un jour (35 à 50 km). Il existe donc une marge très large pour un élargissement d'échelle. Cet élargissement d'échelle offre l'opportunité de transférer les moyens et les compétences stratégiques du niveau central (décentralisation) et doit contribuer à mettre un terme à la dispersion des ressources humaines et des moyens.

De nombreux tribunaux ont une taille limitée. Certains tribunaux sont même extrêmement réduits. La moitié de tous les tribunaux du travail et de commerce compte moins de 5 magistrats. Cela les rend vulnérables dans leur organisation en ce sens que l'indisponibilité d'un ou de deux magistrats a un impact énorme sur le traitement des affaires judiciaires et sur la prestation de service au justiciable. En outre, il est impossible de créer une spécialisation suffisante pour chaque matière dans les petits tribunaux parce que tant le cadre que l'offre d'affaires dans certaines matières y sont trop réduits.

2. *Mobilité et spécialisation*

Grâce à la création d'arrondissements judiciaires plus vastes et au développement des possibilités existantes de mobilité horizontale, les magistrats et le personnel judiciaire peuvent être mieux affectés en fonction de la charge de travail et la spécialisation. De cette manière, le personnel d'un endroit où il y a relativement moins d'activité peut temporairement être affecté ailleurs, là où les besoins sont grands. En outre, l'élargissement d'échelle permet dans certains domaines très techniques, tant au siège qu'au ministère public, de développer davantage des centres de compétences spécialisés. Cette mobilité sera développée en fonction d'une meilleure gestion des ressources humaines, sans pour autant porter préjudice aux services locaux fournis au public.

3. *Plus grande autonomie de gestion et de management*

[...]

4. *Simplification administrative et ICT*

[...]

5. *Culture organisationnelle*

[...] » (*Doc. parl.*, Chambre, 2012-2013, DOC 53-2858/001, pp. 6 à 9).

B.6.2. Par ailleurs, ces mêmes travaux préparatoires décrivent en ces termes les modifications, en projet, apportées à la compétence territoriale des tribunaux :

« Le présent projet de loi crée 12 arrondissements au travers d'une fusion des 27 arrondissements existants. Les nouveaux arrondissements coïncideront avec les provinces, avec, compte tenu de notre structure étatique, un arrondissement séparé pour Bruxelles et Eupen. De ce fait, les arrondissements de Louvain et Nivelles resteront également séparés. Nivelles sera renommé Brabant wallon ».

« Les tribunaux et parquets reçoivent au niveau provincial une capacité suffisante en termes de ressources humaines, ce qui laisse de la marge pour une plus grande spécialisation ».

« Les tribunaux du travail et les tribunaux de commerce restent également relativement petits au niveau de la province. C'est pourquoi ces tribunaux sont organisés au niveau du ressort de la cour d'appel. Il y aura donc cinq tribunaux du travail et cinq tribunaux de commerce. Les cadres du ressort connaissent ainsi une plus grande homogénéité ».

« Les tribunaux et parquets sont organisés à une échelle provinciale ou à l'échelle du ressort, mais les lieux d'audience existants sont maintenus. Cela garantit au citoyen de toujours avoir un tribunal suffisamment proche pour également préserver l'accessibilité physique. Le tribunal s'organise dans différents lieux d'audience ou divisions. En outre, le tribunal se voit attribuer un plus grand rôle, tant dans la répartition des divisions que dans l'organisation des affaires entre les divisions ».

« Notamment en raison du grand nombre de justices de paix la Belgique compte une des concentrations les plus élevées en termes d'emplacements géographiques de tribunaux pour 100 000 habitants, à savoir 2,7 emplacements pour 100 000 habitants. L'Allemagne dispose de 1,4 locations par 100 000 habitants, France 1, Angleterre et pays de Galles 1,1 et Pays-Bas 0,4 ».

« Les tribunaux de police seront organisés géographiquement dans le nouvel arrondissement. Les justices de paix continueront d'être organisées par canton. La gestion des tribunaux de police et des justices de paix se fera toutefois au niveau de l'arrondissement par, à terme, un propre comité de direction pour les justices de paix et le tribunal de police. Siègeront dans ce comité de direction le président, un vice-président ayant toujours une autre qualité que le président et le greffier en chef ».

« Ce projet de loi ne prévoit au contraire pas de nouvelles divisions pour les cours d'appel. Précédemment une demande de création d'une division de la cour d'appel d'Anvers à Hasselt a démontré que le coût était disproportionné par rapport à l'utilité de cette création » (*ibid.*, pp. 9-11 et 15).

B.6.3. Enfin, s'agissant de la mobilité renforcée des magistrats, il a été exposé :

« La diminution du nombre des arrondissements judiciaires découlant du projet de loi entraîne déjà un renforcement de la mobilité dès lors que les magistrats seront désormais généralement compétents sur le territoire d'arrondissements fusionnés.

Il appartiendra au chef de corps de répartir de la manière la plus adéquate son nouveau cadre entre les différentes chambres, sections/divisions ou juridictions de sorte que l'ensemble des compétences du tribunal ou des tribunaux puissent être exercées par un nombre suffisant de personnes.

Cette plus grande mobilité interne n'appelle en principe pas d'autre intervention législative que des dispositions transitoires qui, s'agissant de régler la situation des magistrats nommés avant la réforme, figurent pour partie dans le projet de loi modifiant les arrondissements judiciaires.

Les juges de paix seront nommés à titre principal juge de paix dans un canton et seront nommés à titre subsidiaire dans les autres cantons de l'arrondissement judiciaire à l'intérieur duquel le président des juges de paix et juges au tribunal de police, ou dans les arrondissements de Bruxelles et d'Eupen le président du tribunal de première instance, pourra les désigner en renfort dans un ou plusieurs cantons en fonction de l'évolution des besoins des justices de paix.

Outre que ce système est le même que celui prévu à l'article 100 du Code judiciaire pour les tribunaux de première instance, cette formule affecte en priorité un juge de paix dans un canton dans lequel il a postulé et a été nommé à titre principal.

Pour le surplus, le président des juges de paix et des juges au tribunal de police, ou dans les arrondissements de Bruxelles et d'Eupen le président du tribunal de première instance, pourra soit désigner ce juge de paix en renfort dans une autre justice de paix soit désigner temporairement un voire plusieurs autres juges de paix pour venir prêter main forte au juge de paix nommé dans le canton.

Les juges au tribunal de police seront nommés dans les limites territoriales prévues par la nouvelle annexe au Code judiciaire. Une plus grande mobilité interne résultera de cette augmentation du ressort territorial.

Là où ces limites ne correspondent pas aux limites de l'arrondissement judiciaire une nomination à titre subsidiaire est prévue dans les différents tribunaux de police de l'arrondissement judiciaire.

L'article 100 du Code judiciaire est remanié. La nomination simultanée prévue à l'article 100 du Code judiciaire est renforcée dans les tribunaux de première instance et les parquets du Procureur du Roi.

Le présent projet prévoit d'office, dans le respect des lois sur l'emploi des langues, une nomination à titre subsidiaire des magistrats nommés dans un tribunal de première instance dans tous les autres tribunaux de première instance du ressort de la cour d'appel. La même règle vaut pour les magistrats nommés dans les parquets du procureur du Roi.

Le texte et la terminologie sont adaptés pour souligner que le magistrat nommé sur base de cet article exerce normalement ses fonctions dans le tribunal sur le cadre duquel il est nommé sauf si un accord est obtenu entre chefs de corps pour qu'il exerce provisoirement ses fonctions là où il est nommé à titre subsidiaire.

Le cadre des tribunaux de commerce et des tribunaux du travail étant, sauf pour Eupen et pour le ressort de la cour d'appel et du travail de Bruxelles, commun au ressort, les juges au tribunal de commerce, les juges au tribunal du travail et les substituts de l'auditeur du travail sont omis de l'article 100 du Code judiciaire.

Le présent projet ne remet toutefois pas en cause la réforme du 19 juillet 2012 portant réforme de l'arrondissement judiciaire de Bruxelles. Des dispositions spécifiques sont adoptées en vue de tenir compte de la scission du parquet et du dédoublement des juridictions dans l'arrondissement de Bruxelles » (*ibid.*, pp. 16-18).

Quant aux griefs

1. *En ce qui concerne l'absence de consentement requis du magistrat soumis à une mesure de mobilité et les modalités entourant celle-ci*

B.7.1. Il est reproché, en particulier, aux articles 3, 26, 32 et 147 de la loi attaquée de ne pas requérir le consentement préalable des magistrats aux mesures de mobilité que lesdites dispositions autorisent : ce faisant, ces dispositions violeraient les articles 10 et 11 de la Constitution, combinés ou non avec l'article 152 de la Constitution et avec diverses dispositions internationales.

B.7.2. L'article 152 de la Constitution dispose :

« Les juges sont nommés à vie. Ils sont mis à la retraite à un âge déterminé par la loi et bénéficient de la pension prévue par la loi.

Aucun juge ne peut être privé de sa place ni suspendu que par un jugement.

Le déplacement d'un juge ne peut avoir lieu que par une nomination nouvelle et de son consentement ».

L'interdiction de déplacement d'un juge, sans son consentement, prévue par l'article 152, alinéa 3, tend, avec les autres dispositions du même article, à protéger l'indépendance du juge à l'égard des autres pouvoirs de l'Etat; le juge, nommé dans une juridiction déterminée, ne doit pas craindre d'être déplacé dans une autre juridiction en raison de la manière dont il rend la justice ou pour quelque autre motif que ce soit.

Cette disposition constitutionnelle ne peut toutefois être considérée, comme le Conseil d'Etat l'a également relevé dans son avis relatif au projet de loi qui a conduit aux dispositions attaquées (*Doc. parl.*, Chambre, 2012-2013, DOC. 53-2858/001, pp. 105-106), comme empêchant le législateur de procéder à des réformes qui visent à assurer une meilleure administration de la justice : la loi attaquée se donne en effet pour objectifs, selon ses travaux préparatoires précités, d'assurer une meilleure gestion et une plus grande efficacité de l'appareil judiciaire, d'éliminer l'arriéré et de rendre la justice plus rapidement et, enfin, de promouvoir une jurisprudence de qualité et de meilleurs services, tout en maintenant une proximité suffisante du citoyen; parmi les mesures visant à atteindre ces objectifs figure notamment une plus grande mobilité des magistrats.

Par ailleurs, le Comité des ministres du Conseil de l'Europe recommande, à titre de tempérament à l'inamovibilité des juges, qu'« un juge ne devrait recevoir une nouvelle affectation ou se voir attribuer d'autres fonctions judiciaires sans y avoir consenti, sauf en cas de sanctions disciplinaires ou de réforme de l'organisation du système judiciaire » (Recommandation CM/Rec (2010)12 aux Etats membres sur les juges : indépendance, efficacité et responsabilités, considérant 52).

B.7.3. Dès lors que l'absence de consentement des magistrats concernés n'est pas, dans le contexte des réformes adoptées par la loi du 1^{er} décembre 2013, incompatible avec l'article 152, alinéa 3, de la Constitution, il ne peut être question de discrimination dans le bénéfice des garanties contenues dans cette disposition constitutionnelle.

Le fait qu'il existe également des règles en matière de mobilité pour les fonctionnaires n'implique pas, contrairement à ce que font valoir les parties requérantes, que le législateur traite dorénavant les magistrats et les fonctionnaires de manière identique.

B.8.1. Bien que le législateur ne requière pas le consentement des magistrats concernés par les mesures contenues dans les articles 3, 26, 32 et 147 de la loi attaquée, il a néanmoins, d'une part, prévu diverses mesures visant à associer au mieux ces magistrats aux mesures de mobilité envisagées, le cas échéant, à leur égard, et a, d'autre part, ouvert de nouvelles voies de recours à l'encontre desdites mesures.

B.8.2. Le législateur a confié à des magistrats eux-mêmes – les chefs de corps – le soin de prendre les éventuelles mesures de mobilité en cause et celles-ci sont destinées à répondre « à des besoins temporaires » (*Doc. parl.*, Chambre, 2012-2013, DOC 53-2858/007, p. 47). Le législateur a prévu que le magistrat concerné doit être préalablement entendu et que la désignation doit être motivée (articles 3, 26 et 32); il a également prévu, selon le cas, que l'ordonnance de désignation précise les modalités de la désignation (articles 3 et 32), ne vaut que pour une période limitée (article 32) et doit être prise de commun accord entre les chefs de corps concernés (article 32).

En ce qui concerne les exigences de motivation et l'audition préalable du magistrat concerné, les travaux préparatoires indiquent – tout en liant ces exigences au recours ouvert par le nouvel article 413, § 5, du Code judiciaire – que ces exigences visent à « préserver les magistrats d'un usage abusif de la mobilité » (*Doc. parl.*, Chambre, 2012-2013, DOC 53-2858/001, p. 30). S'agissant de la motivation, le Conseil des ministres souligne à juste titre que la motivation « permet au destinataire de la mesure de comprendre les motifs de fait et de droit qui la sous-tendent, d'en examiner la justesse et la pertinence et, le cas échéant, d'en contester le fondement », que « le contrôle juridictionnel de la motivation est étendu » et, enfin, que « la décision devra non seulement justifier les nécessités du service, mais également les raisons pour lesquelles il ne peut pas être tenu compte des remarques et contestations éventuellement soulevées par le magistrat concerné ». Le Conseil d'Etat avait déjà souligné, dans son avis précité, que les décisions des chefs de corps relatives à la mobilité de leurs magistrats « ne peuvent être fondées que sur des considérations relatives aux ' besoins du service ' » et qu'elles « ne peuvent pas impliquer de sanctions disciplinaires déguisées ni être entachées d'une autre forme de détournement ou d'excès de pouvoir » (*Doc. parl.*, Chambre, 2012-2013, DOC 53-2858/001, p. 107). De même, lors des travaux préparatoires, il a été précisé que « la motivation doit également répondre aux éléments avancés par le magistrat lors de l'audition » (*Doc. parl.*, Sénat, 2013-2014, n° 5-2212/4, p. 9).

B.8.3. Les voies de recours susceptibles d'être utilisées par un magistrat faisant l'objet d'une mesure de mobilité sont réglées par les lois précitées des 15 juillet 2013 et 18 février 2014.

En substance, la loi du 15 juillet 2013 prévoit que le tribunal disciplinaire peut notamment être saisi des recours introduits par les magistrats contre une mesure disciplinaire déguisée en mesure d'ordre, dont ils s'estiment victimes (nouvel article 413, § 5, du Code judiciaire). Lors des travaux préparatoires, il a été expressément confirmé que figurent parmi les sanctions disciplinaires déguisées dont peut connaître le tribunal disciplinaire « les mesures disciplinaires déguisées relatives à la mobilité des magistrats » (*Doc. parl.*, Chambre, 2012-2013, DOC 53-2858/007, p. 83).

Par ailleurs, la loi du 18 février 2014 permet à un magistrat, chargé d'exercer ses fonctions dans un autre arrondissement que celui dans lequel il a été nommé ou désigné à titre principal, d'introduire un recours en annulation contre cette mesure devant le comité de direction dont il relève (nouvel article 330quinquies du même Code). Lors des travaux préparatoires de cette loi, il a été relevé que, dans le cadre de ce recours, pourrait être évalué le caractère raisonnable de la décision de mobilité (*Doc. parl.*, Chambre, 2013-2014, DOC 53-3068/004, p. 57). Dans le même sens, le Conseil des ministres précise que les motifs pouvant être invoqués à l'appui du recours visé à cet article 330quinquies sont plus larges que ceux susceptibles d'être soulevés dans le cadre de l'article 413, § 5, précité, du Code judiciaire : dans ce cadre « toute critique de légalité et d'excès de pouvoir pourra être soulevée, en ce compris la pertinence et la justesse des motifs mais aussi les principes de bonne administration et la proportionnalité, laquelle implique une mise en balance des intérêts en présence »; par ailleurs, ce recours « devant le comité de direction, instance collégiale, a pour but d'évaluer la validité et le caractère raisonnable de la décision de mobilité »; la même partie souligne également que « ce recours hiérarchique ne sera pas réservé aux seuls magistrats du tribunal de première instance et du parquet [...] mais sera ouvert à tous les magistrats sans distinction ».

Enfin, lors des travaux préparatoires de la même loi du 18 février 2014 (*Doc. parl.*, Chambre, 2013-2014, DOC 53-3068/004, p. 27), il a été expressément précisé que les deux voies de recours précitées ne s'excluaient pas mutuellement.

B.8.4. En conséquence, s'il n'a pas subordonné les mesures de mobilité attaquées au consentement du magistrat concerné, le législateur a néanmoins prévu des mesures et voies de recours visant à s'assurer que lesdites mesures soient justifiées au regard des objectifs poursuivis par la loi attaquée, soient fondées en droit – en particulier au regard des nécessités du service – et, enfin, soient proportionnées.

B.8.5. Compte tenu de l'arrêt de la Cour n° 138/2015 précité, et comme il a été dit en B.3.10, les magistrats qui font l'objet d'une mesure de mobilité à laquelle s'applique l'article 330quinquies du Code judiciaire précité peuvent introduire le recours organisé par cette disposition, jusqu'à l'entrée en vigueur du recours juridictionnel qu'il appartient au législateur d'organiser, conformément à l'arrêt précité. Après cette date, ils devront bénéficier de cette nouvelle voie de recours.

B.9. Il résulte de ce qui précède que, compte tenu des précisions indiquées en B.8.2 et B.8.3, les articles 3, 26, 32 et 147 de la loi attaquée, en ce qu'ils ne requièrent pas le consentement préalable des magistrats aux mesures de mobilité que lesdites dispositions autorisent, ne violent pas les articles 10 et 11, combinés ou non avec l'article 152, de la Constitution.

La lecture combinée des articles 10 et 11 de la Constitution avec les dispositions internationales invoquées ne conduit pas à une autre conclusion.

2. En ce qui concerne le droit à des conditions de travail et de rémunération équitables, et le droit au respect de la vie privée

B.10. Les parties requérantes dans l'affaire 5924 soutiennent que les dispositions attaquées violeraient les articles 10, 11, 22 et 23, alinéa 3, 1°, de la Constitution, lus seuls ou combinés avec les dispositions du chapitre VI du titre III de la Constitution, en particulier l'article 154, avec les articles 2 et 4 de la Charte sociale européenne, avec l'article 7 du Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels, avec les articles 6 et 8 de la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme, avec l'article 14, paragraphe 1, du Pacte international relatif aux droits civils et politiques et avec l'article 47, paragraphe 2, de la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne.

En substance, les dispositions attaquées augmenteraient la mobilité géographique des magistrats sans que des mesures soient prises pour compenser cette charge supplémentaire, alors même que cette mobilité renforcée a un effet sur leurs conditions de travail, sur leur vie privée et familiale et – compte tenu des frais de parcours – sur leur traitement, qui doit être fixé par la loi.

B.11.1. Le droit au respect de la vie privée et familiale, tel qu'il est garanti par l'article 22 de la Constitution et par l'article 8 de la Convention européenne des droits de l'homme, a pour but essentiel de protéger les personnes contre les ingérences dans leur vie privée et leur vie familiale.

Ces dispositions n'excluent pas une ingérence d'une autorité publique dans le droit au respect de la vie privée mais elles exigent que cette ingérence soit prévue par une disposition législative suffisamment précise, qu'elle corresponde à un besoin social impérieux et qu'elle soit proportionnée à l'objectif légitime qu'elle poursuit.

B.11.2.1. L'article 23 de la Constitution dispose que les droits économiques, sociaux et culturels comprennent notamment « le droit à des conditions de travail et à une rémunération équitables », sans préciser ce qu'il faut entendre par ces termes. S'il appartient, selon cette même disposition, au législateur compétent de préciser les conditions d'exercice du droit à des conditions de travail et à une rémunération équitables, celui-ci ne peut cependant imposer des limitations dont les effets seraient manifestement disproportionnés par rapport au but poursuivi, ni, sans nécessité, des restrictions à l'égard de certaines catégories de personnes.

B.11.2.2. Les articles 2 et 4 de la Charte sociale européenne disposent :

« Article 2. En vue d'assurer l'exercice effectif du droit à des conditions de travail équitables, les Parties s'engagent :

1. à fixer une durée raisonnable au travail journalier et hebdomadaire, la semaine de travail devant être progressivement réduite pour autant que l'augmentation de la productivité et les autres facteurs entrant en jeu le permettent;

[...]

Article 4. En vue d'assurer l'exercice effectif du droit à une rémunération équitable, les Parties s'engagent :

1. à reconnaître le droit des travailleurs à une rémunération suffisante pour leur assurer, ainsi qu'à leurs familles, un niveau de vie décent »;

[...] ».

Bien qu'il découle de l'article 2.1 de la Charte sociale européenne et de la Charte sociale européenne révisée que les conditions de travail équitable garanties par cette convention comprennent « une durée raisonnable [du] travail journalier et hebdomadaire », c'est à nouveau au législateur compétent qu'il appartient de préciser le contenu de cette obligation.

L'article 7 du Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels dispose :

« Les Etats parties au présent Pacte reconnaissent le droit qu'à toute personne de jouir de conditions de travail justes et favorables, qui assurent notamment :

a) La rémunération qui procure, au minimum, à tous les travailleurs :

(i) Un salaire équitable et une rémunération égale pour un travail de valeur égale sans distinction aucune; en particulier, les femmes doivent avoir la garantie que les conditions de travail qui leur sont accordées ne sont pas inférieures à celles dont bénéficient les hommes et recevoir la même rémunération qu'eux pour un même travail;

(ii) Une existence décente pour eux et leur famille conformément aux dispositions du présent Pacte;

b) La sécurité et l'hygiène du travail;

c) La même possibilité pour tous d'être promus, dans leur travail, à la catégorie supérieure appropriée, sans autre considération que la durée des services accomplis et les aptitudes;

d) Le repos, les loisirs, la limitation raisonnable de la durée du travail et les congés payés périodiques, ainsi que la rémunération des jours fériés ».

L'article 6.1 de la Convention européenne des droits de l'homme dispose :

« Toute personne a droit à ce que sa cause soit entendue équitablement, publiquement et dans un délai raisonnable, par un tribunal indépendant et impartial, établi par la loi, qui décidera, soit des contestations sur ses droits et obligations de caractère civil, soit du bien-fondé de toute accusation en matière pénale dirigée contre elle. Le jugement doit être rendu publiquement, mais l'accès de la salle d'audience peut être interdit à la presse et au public pendant la totalité ou une partie du procès dans l'intérêt de la moralité, de l'ordre public ou de la sécurité nationale dans une société démocratique, lorsque les intérêts des mineurs ou la protection de la vie privée des parties au procès l'exigent, ou dans la mesure jugée strictement nécessaire par le tribunal, lorsque dans des circonstances spéciales la publicité serait de nature à porter atteinte aux intérêts de la justice ».

L'article 14, paragraphe 1, du Pacte international relatif aux droits civils et politiques dispose :

« Tous sont égaux devant les tribunaux et les cours de justice. Toute personne a droit à ce que sa cause soit entendue équitablement et publiquement par un tribunal compétent, indépendant et impartial, établi par la loi, qui décidera soit du bien-fondé de toute accusation en matière pénale dirigée contre elle, soit des contestations sur ses droits et obligations de caractère civil. Le huis clos peut être prononcé pendant la totalité ou une partie du procès soit dans l'intérêt des bonnes moeurs, de l'ordre public ou de la sécurité nationale dans une société démocratique, soit lorsque l'intérêt de la vie privée des parties en cause l'exige, soit encore dans la mesure où le tribunal l'estimera absolument nécessaire lorsqu'en raison des circonstances particulières de l'affaire la publicité nuirait aux intérêts de la justice; cependant, tout jugement rendu en matière pénale ou civile sera public, sauf si l'intérêt de mineurs exige qu'il en soit autrement ou si le procès porte sur des différends matrimoniaux ou sur la tutelle des enfants ».

L'article 47 de la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne dispose :

« Droit à un recours effectif et à accéder à un tribunal impartial »

Toute personne dont les droits et libertés garantis par le droit de l'Union ont été violés a droit à un recours effectif devant un tribunal dans le respect des conditions prévues au présent article.

Toute personne a droit à ce que sa cause soit entendue équitablement, publiquement et dans un délai raisonnable par un tribunal indépendant et impartial, établi préalablement par la loi. Toute personne a la possibilité de se faire conseiller, défendre et représenter.

[...] ».

B.11.3. L'article 154 de la Constitution exige que les traitements des membres de l'ordre judiciaire soient fixés par la loi.

Cette disposition ainsi que les articles 151, 152 et 155 inscrivent dans la Constitution les caractéristiques principales du statut du pouvoir judiciaire; cette consécration constitutionnelle vise avant tout à garantir l'indépendance du pouvoir judiciaire, dès lors que cette indépendance est essentielle dans un régime de séparation des pouvoirs.

B.12. Il appartient à la Cour d'examiner si la mobilité renforcée des magistrats résultant des dispositions attaquées porte atteinte aux dispositions visées en B.11, dès lors que, selon les parties requérantes, cette mobilité renforcée n'est compensée par un quelconque avantage, ni en nature – telles la valorisation du temps de trajet ou la réduction du nombre de dossiers à traiter –, ni en espèces, sous la forme notamment d'un remboursement des frais occasionnés par cette mobilité renforcée.

B.13.1. La loi du 1^{er} décembre 2013 a pour effet d'augmenter la mobilité géographique, et ce à plusieurs niveaux.

Sans requérir le consentement des magistrats concernés, les articles 3, 26, 40, 41, 147 et 150 attaqués permettent la mobilité des magistrats du siège ou du parquet, selon les cas, au sein des différentes divisions d'un même tribunal (mobilité visée ci-après sous le vocable de « mobilité interne ») ou entre les juridictions relevant, selon le cas, du même arrondissement judiciaire ou du même ressort de cour d'appel (mobilité visée ci-après sous le vocable de « mobilité externe »).

B.13.2. La mobilité renforcée des magistrats s'inscrit dans le cadre des objectifs poursuivis par le législateur. Comme il ressort des travaux préparatoires cités en B.6, la loi attaquée se donne en effet comme objectifs une meilleure gestion et une plus grande efficacité de la justice, l'élimination de l'arriéré judiciaire et une justice rendue plus rapidement ainsi qu'une amélioration de la qualité de la jurisprudence, des services et de la proximité pour le citoyen; afin d'atteindre ces trois objectifs, le législateur recourt à cinq méthodes, parmi lesquelles l'élargissement d'échelle, la mobilité et la spécialisation.

B.13.3. Les mesures de mobilité interne et externe attaquées sont pertinentes par rapport aux objectifs, légitimes, ainsi poursuivis par le législateur.

Il y a lieu toutefois d'examiner si celles-ci sont raisonnablement justifiées, en considération, en particulier, de leurs effets sur les conditions de travail, la rémunération et la vie privée des magistrats qui sont soumis, le cas échéant, à ces mesures de mobilité.

B.14.1. En ce qui concerne le coût financier des mesures de mobilité attaquées, l'article 363 du Code judiciaire renvoie, en ce qui concerne les allocations, indemnités et rétributions complémentaires de traitement des magistrats, à celles attribuées aux fonctionnaires de l'ordre administratif : celles-ci sont en effet conférées « dans la même mesure et dans les mêmes conditions » aux magistrats de l'ordre judiciaire. Parmi les dispositions ainsi déclarées applicables aux magistrats figurent, notamment, l'arrêté royal du 18 janvier 1965 « portant réglementation générale en matière de frais de parcours » ainsi que l'arrêté royal du 3 mai 2007 « portant la prise en charge des frais de déplacement par les transports publics de la résidence au lieu de travail des membres du personnel fédéral par l'Etat et certains organismes publics fédéraux ».

En renvoyant ainsi, par référence, pour les compléments de traitement des magistrats, aux règles applicables aux fonctionnaires – dont celles relatives aux frais de parcours et de déplacement précités –, l'article 363 du Code judiciaire satisfait au prescrit de l'article 154 de la Constitution, en ce que cet article requiert l'intervention du législateur; il ne peut dès lors être question, à cet égard, d'une discrimination dans le bénéfice de la garantie contenue dans cette disposition.

Par ailleurs, en ce que les parties requérantes font état d'un projet de circulaire, applicable notamment aux magistrats, portant des « directives pour la présentation et le remboursement des frais de parcours, frais de déplacement et de séjour », et soulèvent la question de la compatibilité de ce texte avec l'article 154 de la Constitution, cette question échappe à la compétence de la Cour.

B.14.2. Comme il vient d'être relevé, les arrêtés royaux précités du 18 janvier 1965 et du 3 mai 2007 prévoient l'indemnisation des frais de parcours et de déplacement, y compris dès lors de ceux exposés par des magistrats du fait des mesures de mobilité auxquelles ils seraient, le cas échéant, soumis.

L'arrêté royal du 18 janvier 1965 couvre les frais de parcours résultant de « déplacements effectués pour les besoins du service de l'Etat » (article 1^{er}); s'il est prévu que le déplacement doit en principe se faire à l'aide du moyen de transport le moins onéreux (article 3), l'utilisation d'un moyen de transport personnel peut toutefois être autorisée (article 4 et chapitre II, section 3, du même arrêté).

L'arrêté royal du 3 mai 2007 couvre les déplacements du domicile vers le lieu de travail (article 2); il est expressément applicable aux membres du personnel de l'ordre judiciaire (article 1^{er}, 5^o). Pour autant que ces déplacements soient réalisés en transports en commun, l'autorité leur assure la gratuité, dans les conditions précisées par l'article 2. L'utilisation de moyens de transport personnels peut également être autorisée, dans les conditions et selon les modalités déterminées par le chapitre III du même arrêté.

Enfin, dans les conditions et selon les modalités déterminées par le droit fiscal, tout travailleur peut déduire à titre de frais professionnels les frais de déplacement nécessaires pour acquérir ou conserver ses revenus professionnels.

Il résulte de ce qui précède qu'il ne peut être soutenu que le coût des éventuels déplacements supplémentaires nécessités par les mesures de mobilité attaquées – qu'il s'agisse de trajets entre le domicile et le lieu de travail, ou, en cas de pluralité de lieux de travail, entre ceux-ci – doit être supporté par le magistrat concerné lui-même.

B.15. En ce qui concerne la prise en compte de la durée des éventuels déplacements supplémentaires qu'impliquent les mesures de mobilité attaquées, il convient d'observer que le législateur a confié la responsabilité de prendre ces mesures aux chefs de corps.

Bien que le législateur n'exige pas l'accord des magistrats concernés, ceux-ci doivent être entendus, de sorte qu'une concertation préalable avec les chefs de corps est garantie. Dans le cadre de la mise en œuvre concrète des mesures de mobilité, les chefs de corps doivent veiller à ce que la charge de travail et la durée de travail des magistrats concernés restent raisonnables, les déplacements devant également être pris en compte.

B.16. D'autre part, le magistrat soumis à une mesure de mobilité en vertu des dispositions attaquées peut faire valoir ses droits en faisant usage des voies de recours, contenues dans les nouveaux articles 330quinquies et 413 du Code judiciaire, les recours pouvant être portés respectivement devant le comité de direction dont relève le magistrat concerné ou devant le tribunal disciplinaire.

Dans le cadre de ces voies de recours, qui ne sont pas exclusives l'une de l'autre, le magistrat soumis à une mesure de mobilité peut faire valoir, non seulement le non-respect éventuel des modalités obligatoires exposées ci-dessus, mais aussi, en fonction des compétences respectives des instances précitées, l'illégalité de cette mesure – notamment qu'il s'agit d'une mesure disciplinaire déguisée en mesure d'ordre ou qu'elle est entachée de détournement ou d'excès de pouvoir. Le magistrat concerné peut aussi faire valoir le fait que cette décision de mobilité ne présente pas « un caractère raisonnable » (*Doc. parl.*, Chambre, 2013-2014, DOC 53-3068/004, p. 57). Il peut dès lors faire valoir que, compte tenu de l'ampleur des effets de la mesure de mobilité prise à son égard sur ses conditions de travail ou sa vie privée ou familiale, cette mesure ne peut être jugée raisonnable. Il peut également faire valoir le défaut de pertinence ou de proportionnalité de la mesure de mobilité au regard des objectifs poursuivis par la loi attaquée ou de l'intérêt du service, dès lors que, le cas échéant, l'ampleur et la durée des déplacements que requiert ladite mesure, à prendre en compte dans la durée de travail du magistrat concerné, se feraient au détriment de la bonne gestion de son cabinet.

S'il y a lieu, le comité de direction (article 330quinquies, alinéa 1^{er}) ou le tribunal disciplinaire (article 420, § 2, alinéa 4) peut annuler la mesure de mobilité qui lui a été soumise.

Comme il a déjà été relevé, le recours juridictionnel qu'il appartient au législateur d'organiser, conformément à l'arrêt de la Cour n^o 138/2015, doit assurer aux magistrats concernés une protection juridictionnelle adéquate.

B.17. Il résulte de ce qui précède que les dispositions attaquées ne portent pas une atteinte injustifiée au droit à des conditions de travail et de rémunération équitables, ainsi qu'au droit au respect de la vie privée.

Les moyens pris de la violation des articles 10, 11, 22 et 23, alinéa 3, 1^o, de la Constitution combinés ou non avec les dispositions conventionnelles invoquées ne sont pas fondés.

3. En ce qui concerne le régime de mobilité des magistrats des tribunaux du travail et de commerce par rapport aux autres magistrats, dont ceux des tribunaux de première instance

B.18.1. Plusieurs parties requérantes comparent, au regard du régime de mobilité attaqué, la situation des magistrats – selon le cas du siège, du parquet ou de l'auditorat – des tribunaux du travail et des tribunaux de commerce avec la situation d'autres catégories de magistrats.

Les magistrats des tribunaux du travail et de commerce sont ainsi comparés :

- sur la base des articles 26, 32, 41 et 147, alinéas 1^{er} et 2, de la loi attaquée, avec les magistrats du tribunal de première instance;

- sur la base des articles 147, alinéa 2, et 153 de la même loi, avec les juges sociaux, juges consulaires et suppléants.

B.18.2. En outre, la situation des magistrats nommés au tribunal du travail d'Arlon est comparée à celle des magistrats nommés auprès des autres tribunaux du travail, notamment de Nivelles et de Bruxelles.

B.19.1. En ce qui concerne le régime de mobilité des magistrats des tribunaux du travail et de commerce par rapport à celui applicable aux magistrats du tribunal de première instance, les parties requérantes critiquent en substance le fait que, alors que les seconds sont soumis à une mobilité limitée à l'arrondissement judiciaire, éventuellement étendu par la loi attaquée, les premiers sont soumis à une mobilité qui s'étend au ressort de la cour d'appel, au niveau duquel sont désormais organisés, sauf exception, les tribunaux du travail et de commerce.

B.19.2. Comme il a été exposé lors des travaux préparatoires cités en B.6.1 et B.6.2, le législateur a fait le choix d'organiser les tribunaux du travail et de commerce au niveau du ressort de la cour d'appel en considération de la taille, souvent limitée, de ces tribunaux. Cet élargissement d'échelle tend, d'une part, à assurer une meilleure mobilité des magistrats des tribunaux concernés et à tenir compte, notamment, du volume des affaires à traiter et d'éventuelles absences, et, d'autre part, à permettre une éventuelle spécialisation des magistrats concernés. A la lumière de ces objectifs, est pertinente la mesure consistant à tenir compte de la situation spécifique des juridictions du travail et de commerce en organisant la mobilité dans le ressort des cours d'appel.

Par ailleurs, compte tenu de l'exigence de l'audition préalable des magistrats concernés et de la motivation obligatoire des mesures de mobilité projetées, ainsi que des voies de recours ouvertes à leur rencontre, détaillées en B.8, la mobilité plus grande à laquelle sont susceptibles d'être soumis les magistrats des tribunaux du travail et de commerce n'est pas sans justification raisonnable au regard desdits objectifs.

B.19.3. Le recours juridictionnel, actuellement organisé par l'article 330quinquies du Code judiciaire, qu'il appartient au législateur d'organiser, conformément à l'arrêt de la Cour n° 138/2015, doit assurer aux magistrats concernés une protection juridictionnelle adéquate.

B.20.1. Certaines parties requérantes critiquent également le fait que, en vertu de l'article 147, alinéa 2, attaqué, les magistrats déjà nommés dans un tribunal de commerce ou du travail ne bénéficient pas d'un régime transitoire équivalent à celui accordé, en vertu de l'alinéa 1^{er} du même article, aux magistrats déjà nommés dans un tribunal de première instance et au parquet – contrairement à leurs collègues nouvellement nommés du même tribunal – ne sont pas soumis à une éventuelle mobilité à l'échelle du ressort de la cour d'appel, permise par le nouvel article 100 du Code judiciaire (article 32 de la loi en cause attaquée), les magistrats déjà nommés des tribunaux du travail et de commerce sont, en vertu de l'article 147, alinéa 2 attaqué, de droit mobiles au sein des différentes divisions du tribunal ou de l'auditorat dont le ressort est celui de la cour d'appel : ils seraient dès lors, en réalité, selon les parties requérantes, traités par cette disposition transitoire de la même manière que les magistrats nouvellement nommés. Ces différences et identité de traitement ne seraient pas raisonnablement justifiées.

Par ailleurs, les mêmes parties requérantes estiment que, dans l'éventualité où la Cour jugerait discriminatoires les différences et identité de traitement précitées, elle devrait alors également décider que les paragraphes 3 à 5 de l'article 150 de la loi attaquée portent une atteinte excessive et discriminatoire à la sécurité juridique et à la confiance légitime des juges de complément délégués au tribunal du travail ou de commerce et des substituts de complément de l'auditeur du travail.

En vertu des articles 16 et 108 de la loi attaquée, les tribunaux de première instance sont organisés au niveau des arrondissements judiciaires, alors que les tribunaux du travail et de commerce le sont au niveau du ressort de la cour d'appel : s'il est vrai que la mobilité géographique qui en résulte est plus étendue dans le second cas que dans le premier, il n'en reste pas moins qu'elle s'analyse, dans l'un comme dans l'autre cas, comme une mobilité « interne », applicable à l'intérieur du tribunal concerné et de ses divisions, ce dont l'article 147, attaqué, tire de façon raisonnablement justifiée les conséquences pour les deux catégories de magistrats comparées.

B.20.2. L'article 32 de la loi du 1^{er} décembre 2013, qui remplace l'article 100 du Code judiciaire, régit le contre, en son paragraphe 2, la mobilité externe, qui vise la nomination en ordre subsidiaire d'un magistrat d'un tribunal de première instance dans un autre tribunal de première instance du même ressort de la cour d'appel.

Il ne peut être déduit du fait que l'article 147, alinéa 2, et l'article 32 prévoient une mobilité étendue au ressort de la cour d'appel tant pour les magistrats déjà nommés dans les tribunaux du travail dans le premier cas, que pour les magistrats nouvellement nommés au tribunal de première instance dans le second cas, que ce traitement identique violerait les articles 10 et 11 de la Constitution : il s'agit dans un cas d'une mobilité externe, et dans l'autre d'une mobilité interne.

B.20.3. Dès lors que les articles 10 et 11 de la Constitution ne sont pas violés, il n'y a pas lieu d'examiner le moyen subsidiaire.

B.20.4.1. Les critiques des parties requérantes portent également sur les modalités différentes dont seraient assorties les mesures de mobilité, selon qu'elles sont fondées sur l'article 32 de la loi attaquée ou sur les articles 26, 41 et 147 de cette même loi.

Après avoir prévu en son paragraphe 1^{er} que les magistrats nouvellement nommés le sont à titre principal dans un tribunal, mais sont nommés à titre subsidiaire dans les autres tribunaux de première instance du ressort de la cour d'appel, le paragraphe 2 de l'article 100 nouveau du Code judiciaire, tel qu'il a été remplacé par l'article 32 de la loi attaquée, soumet à diverses modalités la désignation de tels magistrats en dehors de la juridiction ou du parquet couvert par leur nomination principale.

B.20.4.2. Parmi ces modalités, certaines répondent à la spécificité de la mesure de mobilité externe projetée, et en particulier au fait que deux tribunaux sont dans ce cas concernés : ainsi la désignation doit être faite « de commun accord » entre les chefs de corps concernés, et le dernier alinéa de l'article 100, § 2, envisage également l'hypothèse d'un désaccord ou d'un refus, en confiant la décision dans ce cas au premier président de la cour d'appel ou au procureur général près celle-ci.

B.20.4.3. D'autres modalités sont, par contre, identiques ou comparables à celles applicables aux mesures de mobilité interne : tel est le cas du fait que le consentement du magistrat concerné n'est pas requis, qu'il doit toutefois être préalablement entendu et, enfin, que l'ordonnance de désignation doit être motivée.

B.20.4.4. L'article 100 nouveau, § 2, du Code judiciaire prévoit enfin que l'ordonnance de désignation « précise les modalités » de celle-ci et que cette désignation vaut « pour une période maximale d'un an, renouvelable ».

En ce qui concerne les modalités de désignation, il ne peut être déduit du fait que l'article 32 attaqué prévoit que celles-ci doivent être précisées alors que les articles 26 et 41 ne le prévoient pas de façon expresse, que le chef de corps du magistrat à l'égard duquel une mesure de mobilité (interne) est projetée serait dispensé d'en préciser les modalités. En effet, l'exigence de motivation – notamment au regard des besoins du service auxquels doit répondre cette

mobilité – a pour corollaire que toute ordonnance de mobilité, interne ou externe, doit en préciser de façon expresse les modalités, sous peine de rendre impossible le contrôle, notamment, de la proportionnalité de la mesure et l'exercice éventuel des voies de recours. Plusieurs autres dispositions de la loi attaquée - tels ses articles 3, 6, 28, 30, 37, 63 et 149 - prévoient cette même exigence, en sorte que les articles 26 et 41 doivent être interprétés en ce sens.

En ce que l'article 100 nouveau, § 2, du Code judiciaire prévoit que la désignation vaut pour une période maximale d'un an, renouvelable, il y a lieu de constater que les articles 26 et 41 ne font pas état de cette modalité, ni d'une quelconque limitation dans le temps de la durée de la désignation. Il y a lieu toutefois de relever que, selon les travaux préparatoires déjà cités (*Doc. parl.*, Chambre, 2012-2013, DOC 53-2858/007, p. 47), les mesures de mobilité autorisées par la loi attaquée visent à répondre à des besoins temporaires.

La limitation temporelle exprime des mesures de mobilité externe, alors que cette limitation n'est pas prévue pour les mesures de mobilité interne, peut être justifiée par le fait que la mobilité externe est une mesure subsidiaire, alors que la mobilité interne est la règle dans le nouveau système.

B.21.1. Comme il est dit en B.18, plusieurs parties requérantes critiquent également la différence de traitement entre les magistrats professionnels des tribunaux du travail et de commerce, d'une part, et les juges sociaux, juges consulaires et suppléants, d'autre part. Alors que les premiers sont « de plein droit nommés au tribunal du travail ou de commerce ou à l'auditorat du ressort de la Cour d'appel » (article 147, alinéa 2), les seconds « nommés à un tribunal d'un arrondissement qui [...] fait partie d'un nouveau ressort étendu, restent nommés dans la division qui constituait l'arrondissement initial » (article 153).

Lors des travaux préparatoires, l'article 153 a été commenté en ces termes :

« Les juges suppléants, les juges sociaux et les juges consulaires ne sont pas des juges professionnels. Il s'agit de juges laïcs qui exercent souvent d'autres activités professionnelles. On ne peut exiger d'eux un même degré de mobilité. C'est pourquoi ils restent nommés dans la division et non dans l'arrondissement étendu » (*Doc. parl.*, Chambre, 2012-2013, DOC 53-2858/001, p. 56).

En considération du fait que les magistrats visés par l'article 147, alinéa 2, sont des juges professionnels et que ceux visés par l'article 153 sont des juges qui exercent cette fonction en complément à d'autres activités professionnelles, le législateur a pu soumettre les premiers à une mobilité plus étendue que celle qu'il pouvait raisonnablement exiger des seconds.

L'article 153 de la loi attaquée ne viole dès lors pas les articles 10 et 11 de la Constitution.

B.21.2. Sous réserve de l'interprétation mentionnée en B.20.4.4, les moyens ne sont pas fondés.

4. *En ce qui concerne le régime de mobilité selon la date de nomination des magistrats*

B.22. Selon les parties requérantes, les articles 26, 32, 41, 147 et 152 de la loi attaquée violeraient à plusieurs égards les articles 10 et 11 de la Constitution. Ainsi, il est soutenu que :

- les magistrats nommés avant l'entrée en vigueur de la loi du 1^{er} décembre 2013 seraient traités de la même façon que ceux nommés après cette entrée en vigueur (article 26);

- les magistrats nommés avant l'entrée en vigueur de l'ancien article 100 du Code judiciaire (c'est-à-dire dans sa version antérieure à son remplacement par l'article 32 de la loi attaquée) seraient traités de la même façon que les magistrats nommés sur la base de l'ancien article 100 précité (articles 26, 41 et 147, alinéa 1^{er});

- les magistrats nommés sur la base de l'ancien article 100 du Code judiciaire précité, visés par l'article 152, seraient traités différemment par cette disposition, d'une part, par rapport à ceux visés par l'article 147 et, d'autre part, par rapport à ceux visés par le nouvel article 100 du Code judiciaire, tel qu'il a été remplacé par l'article 32 attaqué.

B.23.1. Les articles 90, 151 et 153 nouveaux du Code judiciaire, tels qu'ils ont été remplacés respectivement par les articles 26, 40 et 41 de la loi attaquée, confient, en leur dernier alinéa, respectivement au président du tribunal, au procureur du Roi et à l'auditeur du travail le soin de répartir entre les divisions les magistrats relevant de leur autorité. Comme il a déjà été relevé, lorsque le chef de corps souhaite désigner un magistrat dans une autre division, il entend préalablement celui-ci et doit motiver cette désignation. Selon les travaux préparatoires, « il est compris par autre division, un autre lieu d'audience que celui dans lequel le magistrat a été nommé avant l'entrée en vigueur de cette loi ou, pour celui qui est nommé après l'entrée en vigueur de cette loi, un autre lieu d'audience que celui dans lequel il a été désigné par le chef de corps » (*Doc. parl.*, Chambre, 2012-2013, DOC 53-2858/001, p. 30).

Les articles 90, 151 et 153 nouveaux du Code judiciaire règlent dès lors la mobilité interne des magistrats, entendue comme celle visant la mobilité des magistrats au sein d'une juridiction déterminée, même si la compétence territoriale de cette juridiction a été élargie par la réforme attaquée. Pour rencontrer notamment cette hypothèse, l'article 147 attaqué précise, en son alinéa 1^{er}, que les magistrats déjà nommés dans un tribunal ou un parquet dont le ressort a été étendu « sont de plein droit nommés au nouveau tribunal ou au nouveau parquet, sans qu'il soit fait application de l'article 287sexies du Code judiciaire et sans nouvelle prestation de serment »; comme le précisent les travaux préparatoires, « cette nomination s'opère sans publication du lieu et sans prestation de serment » (*ibid.*, p. 54).

B.23.2. Il ne peut être reproché aux articles 26, 40, 41 et 147 précités de la loi attaquée de s'appliquer de façon indifférenciée à l'ensemble des magistrats du siège, du parquet et de l'auditorat des juridictions concernées, indépendamment du moment ou de la base juridique de leur nomination au sein ou près cette juridiction. En décider autrement eût en effet mis en péril les objectifs poursuivis par la réforme attaquée, et notamment ceux d'assurer une plus grande souplesse dans l'affectation des magistrats des tribunaux concernés et de permettre une éventuelle spécialisation de ces magistrats. Par ailleurs, les mesures de mobilité, notamment interne, sont encadrées par des modalités et des voies de recours destinées à assurer la légalité et la proportionnalité de ces mesures.

En ce qu'ils reprochent aux articles 26, 40, 41 et 147 une identité de traitement qui ne serait pas compatible avec les articles 10 et 11 de la Constitution, les moyens exposés en B.22 ne sont pas fondés.

B.24.1. En ce qui concerne le rattachement des magistrats aux différentes juridictions, dans leur configuration résultant de la réforme attaquée, la loi du 1^{er} décembre 2013 porte plusieurs dispositions qui tiennent compte du statut personnel de chacun des magistrats, et plus précisément du moment de leur nomination, ou encore de la base juridique de celle-ci.

Ainsi, l'article 152 attaqué précise que les magistrats déjà nommés, et qui l'ont été en vertu de l'article 100 ancien du Code judiciaire à ou près de différents tribunaux de première instance du ressort de la cour d'appel, qui font partie de différents tribunaux de première instance de ce même ressort, sont de plein droit nommés aux nouveaux tribunaux ou parquets, sans application de l'article 287sexies du même Code et sans nouvelle prestation de serment. L'article 100 ancien du Code judiciaire, précité, prévoyait en effet, avant son remplacement par l'article 32 attaqué, que « les juges aux tribunaux de première instance et les substitués près ces tribunaux peuvent, selon le cas, être nommés simultanément dans ou près différents tribunaux de première instance du ressort de la cour d'appel »; cette disposition était également applicable dans les tribunaux du travail, aux juges et aux substitués de l'auditeur du travail, ainsi que dans les tribunaux de commerce, aux juges.

Par ailleurs, l'article 100 nouveau du Code judiciaire, tel qu'il a été remplacé par l'article 32 attaqué, prévoit pour sa part que les magistrats nouvellement nommés le sont à titre principal dans un tribunal, mais à titre subsidiaire dans les autres tribunaux de première instance du ressort de la cour d'appel. Comme il a également été déjà exposé, le deuxième paragraphe de cet article 100 nouveau soumet à diverses modalités la désignation d'un tel magistrat en dehors de la juridiction ou du parquet couvert par sa nomination principale.

B.24.2. En ce que certaines parties requérantes reprochent à l'article 152 de la loi attaquée de traiter différemment les magistrats déjà nommés sur la base de l'ancien article 100 du Code judiciaire, de ceux visés par l'article 147 de la même loi, cette critique procède d'une lecture erronée de ces dispositions. Alors que l'article 147 vise, notamment en vue de l'application des articles 26, 40 et 41 de la loi attaquée, à rattacher chaque magistrat à un tribunal donné, nonobstant l'élargissement de l'assise territoriale du tribunal dans ou auprès duquel le magistrat a été originairement nommé, l'article 152 maintient le lien entre les magistrats nommés dès l'origine auprès de plusieurs tribunaux (article 100 ancien du Code judiciaire) et les tribunaux qui leur ont succédé à la suite de la réforme attaquée. Ces dispositions ont dès lors un objet distinct, mais peuvent, le cas échéant, être amenées à se combiner : ainsi, de façon hypothétique, un magistrat nommé dès l'origine auprès de deux tribunaux dont, pour les deux, l'assise territoriale a été étendue, est-il soumis à l'application combinée des articles 147 et 152 de la loi attaquée.

B.24.3. En ce que certaines parties requérantes reprochent par ailleurs à l'article 152 de la loi attaquée de traiter différemment les magistrats déjà nommés sur la base de l'ancien article 100 du Code judiciaire, de ceux visés par le nouvel article 100 du Code judiciaire, tel qu'il a été remplacé par l'article 32, attaqué, il ne peut être reproché au législateur, dans le cadre d'une réforme d'une telle ampleur, de modifier les choix antérieurement posés, en vue de la réalisation des objectifs nouveaux qu'il s'est fixés.

B.24.4. Il résulte de ce qui précède que, en ce que les moyens exposés en B.22 imputent aux articles 147 et 152 de la loi attaquée des différences de traitement qui ne seraient pas compatibles avec les articles 10 et 11 de la Constitution, ils ne sont pas fondés.

5. *En ce qui concerne la suppression du supplément de traitement et le régime de mobilité des magistrats de complément nommés avant l'entrée en vigueur de la loi attaquée*

B.25. Plusieurs parties requérantes comparent, au regard du régime de mobilité attaqué, la situation des magistrats de complément nommés avant l'entrée en vigueur de la loi attaquée avec celle d'autres magistrats.

Ces parties critiquent plusieurs identités et différences de traitement, lesquelles ne seraient pas raisonnablement justifiées dès lors que le législateur a supprimé (article 136, alinéa 2, attaqué) le supplément de traitement accordé aux magistrats de complément, tout en maintenant leur régime de mobilité.

Les magistrats de complément en question sont ainsi comparés :

- avec les magistrats nommés sur la base de l'article 100 nouveau du Code judiciaire (article 32 attaqué). En assimilant, sur le plan de la mobilité, les anciens magistrats de complément délégués dans un tribunal de première instance aux magistrats nommés en fonction de l'article 100 nouveau précité, l'article 150, § 1^{er}, de la loi attaquée traiterait de façon identique ces deux catégories de magistrats, sans justification raisonnable;

- avec les magistrats nommés sur la base de l'ancien article 100 du Code judiciaire, visés par l'article 152, attaqué. Le même article 150, § 1^{er}, précité traiterait de façon différente ces deux catégories de magistrats, sans justification raisonnable;

- avec les magistrats nommés avant l'entrée en vigueur de la loi attaquée, visés à l'article 147, alinéa 1^{er}, attaqué. L'article 150, § 1^{er}, précité, traiterait de façon différente ces deux catégories de magistrats, sans justification raisonnable.

S'agissant des magistrats de complément délégués auprès des tribunaux du travail, ces derniers sont enfin comparés avec les magistrats professionnels appartenant à ces mêmes tribunaux, visés par l'article 147, alinéa 2, de la même loi. L'article 150, § 4, de la loi attaquée traiterait de façon identique ces deux catégories de magistrats, sans justification raisonnable, dès lors que seuls les premiers ont accepté lors de leur nomination initiale d'exercer leur fonction sur l'ensemble des arrondissements du ressort de la cour du travail, soit les arrondissements sur lesquels le nouveau tribunal du travail exerce sa juridiction.

B.26.1. Avant son abrogation par l'article 23 de la loi attaquée, l'article 86bis du Code judiciaire habitait le Roi à nommer des juges de complément « par ressort de la cour d'appel ou de la cour du travail », et réglait notamment leur nombre, leur fonction et les modalités de leur intervention. L'alinéa 3 précisait notamment que ces juges de complément étaient désignés pour exercer temporairement leur fonction, selon les nécessités du service, auprès d'un ou de plusieurs tribunaux de première instance, du travail ou de commerce situés dans le ressort, selon le cas, de la cour d'appel ou de la cour du travail. Contrairement aux autres juges, qui, lors de la création de la fonction de juge de complément, exerçaient en principe leur fonction auprès d'un seul tribunal, ceux-ci pouvaient exercer leur fonction auprès de plusieurs tribunaux. L'article 357, § 1^{er}, 6^o, du Code judiciaire allouait à ces juges de complément un supplément de traitement, dont cette disposition fixait le montant.

L'article 86bis du Code judiciaire a été abrogé par l'article 23 de la loi du 1^{er} décembre 2013. L'article 357, § 1^{er}, 6^o, précité a pour sa part été abrogé par l'article 96, 1^o, de la loi attaquée. Enfin, l'article 136, alinéa 2, de celle-ci prévoit que « par dérogation à l'alinéa 1^{er}, les juges de complément et substituts de complément visés à l'article 150 ne conservent pas le supplément de traitement ».

B.26.2. L'article 150, § 1^{er}, de la loi attaquée dispose, notamment, que les juges de complément délégués dans un tribunal de première instance sont nommés, moyennant les mêmes dispenses de formalités précitées, « dans un tribunal de première instance auquel ils ont été désignés [...] et, à titre subsidiaire, à tous les tribunaux de première instance du ressort de la cour d'appel »; l'article 150, § 4, prévoit que les magistrats de complément délégués auprès des tribunaux du travail sont nommés, moyennant les mêmes dispenses précitées, « au tribunal du travail du ressort de la cour du travail ».

B.26.3. Au cours des travaux préparatoires, les articles 23, 136 et 150, précités, ont été commentés comme suit :

« Art. 23 La ministre explique que cet article modifiant l'article 86bis du Code judiciaire vise à abroger la base légale à la nomination de juges de complément dans les tribunaux de première instance, de commerce et du travail. En effet, d'une part, il résulte de l'élargissement territorial des arrondissements que ce qui constitue aujourd'hui des problèmes de mobilité entre arrondissements différents se réduira pour partie à une question d'organisation interne du tribunal de première instance ou du parquet du procureur du Roi.

D'autre part, dès lors que les tribunaux de commerce, les tribunaux du travail et les auditorats du travail seront, en dehors des cas particuliers d'Eupen et du ressort de Bruxelles, respectivement fusionnés en un seul tribunal de commerce ou du travail ou en un seul auditorat du travail par ressort, les magistrats de complément ne se justifieront plus à ce niveau » (*Doc. parl.*, Chambre, 2012-2013, DOC 53-2858/007, pp. 74-75).

« Art. 132 Cette réforme ne peut pas porter atteinte aux droits en matière pécuniaire et de pension des magistrats, des greffiers, des secrétaires et du reste du personnel judiciaire dans les tribunaux et les parquets. Une exception est prévue pour la prime destinée au juge de complément. Compte tenu de ce que cette catégorie cesse d'exister et est reprise dans les cadres, cette prime tombe » (*Doc. parl.*, Chambre, 2012-2013, DOC 53-2858/001, pp. 52-53).

« Art. 144 La ministre explique qu'en vertu de cette disposition, les juges de complément au tribunal de première instance et les substituts du procureur du Roi de complément sont intégrés dans les cadres » (*Doc. parl., Chambre, 2012-2013, DOC 53-2858/007, p. 169*).

B.27.1. Comme il ressort des travaux préparatoires précités, la suppression de la fonction de magistrat de complément trouve sa justification dans le fait que les besoins qui avaient justifié la création de cette fonction – parer à l'absence de magistrats, pour raison de maladie ou de mission, ainsi qu'à des surcharges de travail – étaient désormais pris en charge par la réforme attaquée, et en particulier par l'élargissement du ressort des tribunaux et la mobilité renforcée accompagnant cet élargissement de compétence territoriale.

Dès lors que la fonction de magistrat de complément était ainsi supprimée, il convenait également de supprimer, pour l'avenir, le supplément de traitement qui y était lié.

La Cour doit vérifier si, pour les magistrats de complément déjà nommés, il est raisonnablement justifié de leur supprimer le supplément de traitement auparavant lié à leur fonction, alors même que ces magistrats restent soumis au régime de mobilité étendu, déterminé, notamment, par l'article 150, §§ 1^{er} et 4, attaqué.

B.27.2.1. Comme il ressort des travaux préparatoires cités ci-dessus, la création, par la loi du 28 mars 2000, d'un supplément de traitement pour les magistrats de complément tendait à remédier au manque d'attrait de cette fonction :

« Il ne faut d'ailleurs pas perdre de vue que la tâche du magistrat de complément est passablement ingrate. Il est affecté là où les problèmes résident et ne reçoit jamais l'occasion de s'intégrer quelque part. Par ailleurs, l'entrée en vigueur de la loi sur le Conseil supérieur de la Justice entraîne que les magistrats de complément n'entrent pas en ligne de compte pour une désignation à un mandat adjoint, au contraire des magistrats nommés sur le cadre, y compris ceux en application de l'article 100 du C.J., ce qui constitue une importante perte financière, potentielle il est vrai. Un avantage financier peut bien dès lors compenser cet inconvénient » (*Doc. parl., Chambre, 1999-2000, DOC 50-0307/002, pp. 3-4*).

Le supplément de traitement concerné visait donc à compenser les désavantages de la fonction de magistrat de complément.

B.27.2.2. La loi du 1^{er} décembre 2013, attaquée, modifie en substance le statut des magistrats de complément nommés avant son entrée en vigueur concernant les désavantages auparavant liés à cette fonction.

Ceux-ci bénéficient désormais d'une affectation définitive et sont intégrés au cadre (article 150); du fait de cette nomination, ils entrent également en considération pour une désignation à un mandat adjoint. L'article 151 de la loi attaquée prévoit pour sa part que ces magistrats conservent l'ancienneté acquise comme magistrat de complément et prennent rang à la date de leur nomination comme magistrat de complément.

Il est dès lors raisonnablement justifié que les magistrats de complément, qui, en vertu de l'article 86bis précité, étaient déjà nommés « par ressort de la cour d'appel ou de la cour du travail », ne bénéficient plus du supplément de traitement qui visait à compenser les désavantages liés à leur fonction, et ce nonobstant le maintien, par la loi attaquée, d'une certaine mobilité.

B.28.1. Les parties requérantes critiquent le traitement identique des magistrats de complément et des magistrats nommés sur la base de l'article 100 nouveau du Code judiciaire (article 32 attaqué); les uns et les autres sont, en vertu des articles 32 et 150 attaqués, nommés à titre principal dans un tribunal, et à titre subsidiaire dans les autres tribunaux du ressort de la cour d'appel.

B.28.2. En considération, d'une part, de la nomination originale des anciens magistrats de complément « par ressort de la cour d'appel ou de la cour du travail » et de l'amélioration de leur statut par la réforme attaquée, et, d'autre part, des raisons mentionnées en B.26.3 ayant conduit le législateur à adopter le nouvel article 100 du Code judiciaire, il est raisonnablement justifié, au regard des objectifs poursuivis par la loi attaquée, que les magistrats de complément nommés avant l'entrée en vigueur de la loi attaquée et les magistrats nommés après l'entrée en vigueur de cette loi soient soumis, selon les mêmes modalités et avec les mêmes garanties, à une mobilité couvrant le ressort de la cour d'appel.

B.29.1. En ce qui concerne ensuite la comparaison faite entre les anciens magistrats de complément nommés avant l'entrée en vigueur de la loi attaquée et les magistrats nommés sur la base de l'ancien article 100 du Code judiciaire, les parties requérantes critiquent la différence de traitement réservée à ces deux catégories de magistrats par les articles 150, § 1^{er}, et 152, attaqués. Les premiers sont en effet nommés à titre principal dans un tribunal, et à titre subsidiaire dans les autres tribunaux du ressort de la cour d'appel, alors que les magistrats nommés en vertu de l'ancien article 100 du Code judiciaire, à ou près de différents tribunaux de première instance du ressort de la cour d'appel et qui font partie, en vertu de la loi attaquée, de différents tribunaux de première instance de ce même ressort, sont de plein droit nommés aux nouveaux tribunaux ou parquets.

B.29.2. Comme il a déjà été dit, les anciens juges de complément – s'agissant des tribunaux de première instance, en cause dans la comparaison précitée – ont été nommés, en vertu de l'article 86bis ancien du Code judiciaire « par ressort de la Cour d'appel », et désignés « auprès d'un ou de plusieurs tribunaux de première instance [...] situés dans ce ressort ». Par ailleurs, l'ancien article 100 du Code judiciaire prévoyait, s'agissant des juges nommés sur la base de cette disposition, qu'ils pouvaient être nommés « simultanément dans [...] différents tribunaux de première instance du ressort de la cour d'appel ».

Compte tenu des modalités originaires de désignation des anciens juges de complément et des juges nommés sur la base de l'ancien article 100 du Code judiciaire, les uns et les autres étant susceptibles d'être désignés auprès de plusieurs tribunaux de première instance du ressort de la cour d'appel, aucun motif ne justifie de réserver aux seconds, par l'article 152 de la loi attaquée, un régime différent de celui réservé aux premiers par l'article 150, § 1^{er}, de la même loi. Cette différence de traitement apparaît d'autant moins justifiée qu'elle a pour effet de ne pas rendre applicables aux juges nommés sur la base de l'ancien article 100 du Code judiciaire les garanties, prévues par l'article 100, § 2, nouveau, du Code judiciaire, dont bénéficient – au même titre que les juges récemment nommés visés par cette disposition – les anciens juges de complément. En outre, le maintien de cette différence de traitement aurait pour effet que les chefs de corps compétents pour décider d'une mesure de mobilité seraient confrontés à un régime différencié selon que le magistrat concerné relève du régime des articles 32 et 150, ou de celui de l'article 152, alors même que les uns comme les autres ont en commun d'avoir été nommés au niveau du ressort de la cour d'appel, et sont soumis à une mobilité couvrant l'ensemble de ce ressort. Il y a lieu dès lors d'annuler l'article 152 de la loi du 1^{er} décembre 2013.

B.29.3. Toutefois, dans un souci de sécurité juridique, et afin de permettre au législateur d'adopter une nouvelle réglementation, il convient, en application de l'article 8, alinéa 3, de la loi spéciale du 6 janvier 1989 sur la Cour constitutionnelle, de maintenir les effets de la disposition annulée jusqu'à l'entrée en vigueur de cette nouvelle réglementation et au plus tard jusqu'au 31 août 2016.

B.30. En ce qui concerne par ailleurs la différence de traitement entre les anciens magistrats de complément et les anciens magistrats visés à l'article 147, alinéa 1^{er}, attaqué, il y a lieu de rappeler que cette dernière disposition vise – notamment en vue de l'application des articles 26, 40 et 41 de la loi attaquée – à rattacher chaque magistrat à un tribunal donné, nonobstant l'élargissement, par la réforme attaquée, de l'assise territoriale du tribunal dans ou auprès duquel le magistrat a été originairement nommé.

Il est raisonnablement justifié que le législateur ne traite pas de la même façon cette catégorie de magistrats, nommés dans ou auprès d'un tribunal donné, et les anciens magistrats de complément qui ont été originairement nommés, « par ressort de la Cour d'appel », et désignés « auprès d'un ou de plusieurs tribunaux de première instance [...] situés dans ce ressort ».

B.31. Les parties requérantes critiquent enfin le traitement identique, qui ne serait pas justifié, des magistrats de complément délégués auprès des tribunaux du travail, visés par l'article 150, § 4, de la loi attaquée, et des magistrats « professionnels » appartenant à ces mêmes tribunaux, visés par l'article 147, alinéa 2, de la même loi, alors même que seuls les premiers auraient accepté d'exercer leur fonction sur l'ensemble des arrondissements du ressort de la cour du travail, soit les arrondissements sur lesquels le nouveau tribunal du travail exerce sa juridiction.

Compte tenu, d'une part, des modalités originaires de désignation des anciens magistrats de complément en cause, et d'autre part, des motifs, légitimes, pour lesquels la loi du 1^{er} décembre 2013 a étendu au ressort de la cour d'appel la compétence territoriale des juridictions du travail, il n'est pas sans justification raisonnable que les deux catégories précitées soient traitées de façon identique sur le plan de la mobilité, le législateur fixant comme cadre de celle-ci le ressort qui est celui de la cour d'appel ou de la cour du travail.

Une autre solution aurait contraint les chefs de corps compétents pour décider d'une mesure de mobilité à différencier le régime applicable selon que le magistrat concerné serait ou non un ancien magistrat de complément, alors même qu'en raison de l'amélioration de leur statut, ces magistrats de complément sont désormais intégrés au cadre du tribunal du travail concerné.

B.32. Il résulte de ce qui précède que les griefs ne sont pas fondés.

6. *En ce qui concerne les autres griefs*

B.33. Certaines parties requérantes critiquent le fait que la loi attaquée, et plus précisément ses articles 3, 26 et 32, traiteraient de façon plus défavorable les juges par rapport aux greffiers et autres membres du personnel judiciaire, sur le plan du régime de mobilité qui leur est applicable.

B.34.1. Aux termes de l'article 168 du Code judiciaire, le greffier exerce une fonction judiciaire.

Par ailleurs, aux termes de l'article 176 du même Code, le secrétaire assiste le procureur général, le procureur fédéral, le procureur du Roi ou l'auditeur du travail.

B.34.2. Bien que le personnel judiciaire et les magistrats exercent des fonctions présentant, sous plusieurs aspects, des traits communs, il existe entre ces deux fonctions des différences essentielles quant à la nature des tâches qui sont confiées aux uns et aux autres et quant à la nature juridique de leur statut.

Les magistrats du siège sont titulaires d'un pouvoir juridictionnel; les magistrats du ministère public accomplissent les devoirs de leur office auprès des cours et tribunaux pour requérir une exacte application de la loi ainsi que pour défendre les exigences de l'ordre public et l'intérêt d'une bonne administration de la justice. Les deux catégories bénéficient d'un statut garanti par la Constitution, caractérisé par une indépendance qui exclut toute forme de contrôle sur l'exercice de leurs tâches, sauf dans les cas prévus par la Constitution.

Aux termes de l'article 168 du Code judiciaire, le greffier accomplit les tâches du greffe énumérées par la loi et assiste le juge dans tous les actes de son ministère. Aux termes de l'article 173 du même Code, le secrétaire, outre l'assistance des magistrats précités, accomplit les autres tâches, notamment de signature, de documentation, d'archivage et de conservation, que précise cette disposition.

Contrairement à ce qui vaut pour les magistrats – et notamment pour les juges –, la Constitution ne comporte pas, à l'exception de son article 154, de dispositions régissant le statut des greffiers et des secrétaires du parquet.

B.34.3. La différence de traitement entre certaines catégories de personnes qui résulte de l'application, à des fonctions essentiellement différentes, d'un régime de mobilité différent n'est pas discriminatoire en soi. Il ne pourrait y avoir de discrimination que si la différence de traitement résultant de l'application des règles qui régissent cette mobilité entraînait une limitation disproportionnée des droits des parties concernées.

B.35.1. Les articles 43, 48, 88 et 89 de la loi attaquée précisent, d'une part, les limites territoriales dans lesquelles les membres du greffe et du secrétariat du parquet sont nommés et, d'autre part, les mesures de mobilité auxquelles ils peuvent être soumis. Pour l'un et l'autre de ces objets, le législateur distingue le personnel de niveau A et B de celui de niveau C et D, le ressort territorial de nomination et le régime de mobilité étant plus grands pour les premiers que pour les seconds.

Les travaux préparatoires commentent ainsi ce choix, de façon analogue pour les membres, selon le cas, du greffe ou du secrétariat du parquet :

« Cet article limite le territoire dans lequel le personnel judiciaire peut être nommé et est donc censé être actif. On ne peut exiger que le personnel judiciaire et en particulier le personnel des niveaux C et D s'investisse de la même manière que la magistrature. Cela vaut en particulier pour le tribunal du travail et le tribunal de commerce qui englobent le ressort de la cour d'appel » (*Doc. parl.*, Chambre, 2012-2013, DOC 53-2858/001, pp. 35-36).

« La délégation d'un secrétaire peut avoir lieu dans n'importe quel secrétariat de parquet du ressort de la cour d'appel ou de la cour du travail.

Celle d'un membre du personnel des secrétariats de parquet peut avoir lieu dans un autre secrétariat de parquet de la division de l'arrondissement dans lequel il est nommé » (*ibid.*, p. 45).

B.35.2. Il résulte de ce qui précède que les membres du personnel judiciaire peuvent, eux aussi, être soumis à des mesures de mobilité pour lesquelles leur consentement n'est pas requis et que, par ailleurs, l'ampleur de cette mobilité est fonction du niveau hiérarchique qui est le leur au sein, selon le cas, du greffe ou du secrétariat de parquet; ce niveau conditionne, à ancienneté comparable, en règle l'importance tant des responsabilités que de la rémunération des agents concernés.

Il ne peut être reproché au législateur d'avoir, dans le choix du régime de mobilité applicable aux magistrats, tenu compte de l'importance de leurs responsabilités, rappelées en B.34.2. En outre, s'agissant de certains magistrats, le législateur a pu également tenir compte de leur degré de spécialisation.

Il résulte de ce qui précède que la différence de traitement attaquée n'est pas dénuée de justification raisonnable.

B.36.1. La Cour est également saisie de la différence de traitement qu'opérerait l'article 26 de la loi attaquée sur le plan des voies de recours : en omettant d'instaurer un recours contre la décision du président de répartir les juges parmi les divisions de l'arrondissement judiciaire et de désigner un juge dans une autre division que son affectation d'origine, l'article 26 traiterait différemment, de façon non justifiée, les magistrats faisant l'objet d'une telle désignation et ceux qui sont chargés d'exercer leurs fonctions dans un autre arrondissement judiciaire que celui dans lequel ils ont été nommés ou désignés à titre principal, qui disposent d'un tel recours sur la base du nouvel article 330quinquies du Code judiciaire, précité.

Cette différence de traitement violerait les articles 10 et 11 de la Constitution, combinés ou non avec « les principes des droits de la défense, du contradictoire et du droit d'accès à un juge » et avec les articles 6 et 13 de la Convention européenne des droits de l'homme.

B.36.2. Comme il est dit en B.8.3, le recours devant le comité de direction visé par l'article 330quinquies précité est ouvert à tous les magistrats, dès lors que la mesure de mobilité implique une affectation d'un magistrat en dehors de l'arrondissement judiciaire dans lequel il a été nommé originairement ou à titre principal.

S'agissant des magistrats des tribunaux du travail et de commerce – dont le ressort s'étend à celui de la cour d'appel –, et comme le relève le Conseil des ministres, l'article 4 de l'annexe au Code judiciaire, inséré par l'article 108 de la loi attaquée, précise, respectivement en ses points 4.2, 4.7 et 4.11, que les tribunaux du travail et de commerce d'Anvers, de Gand, de Liège « exercent leur juridiction dans les arrondissements », selon le cas, au nombre de deux ou trois, que déterminent les dispositions précitées. Il s'ensuit qu'un magistrat appartenant à ces tribunaux dispose du recours organisé par l'article 330quinquies dès lors qu'il est désigné en dehors de l'arrondissement de sa nomination originaire.

B.36.3. Par son arrêt n° 138/2015, la Cour a annulé l'article 37 précité : d'une part, parce que cette disposition prévoit un recours contre les décisions prises sur la base de l'article 100 du Code judiciaire, mais pas contre les décisions prises sur la base des articles 90, 151 et 153 du même Code; d'autre part, parce que la manière dont le recours est actuellement organisé par l'article 37 précité ne satisfait pas aux exigences requises pour que ce recours puisse être qualifié de recours juridictionnel.

B.36.4. La différence de traitement mentionnée en B.36.1 trouve son origine non pas dans l'article 26 de la loi attaquée, mais dans le fait que le recours prévu par l'article 37 de la loi du 18 février 2014 ne s'applique pas, notamment, aux mesures de mobilité prises sur la base de l'article 90 du Code judiciaire, que remplace cet article 26.

B.36.5. Les griefs ne sont pas fondés.

B.37.1. Enfin, est critiquée la différence de traitement qu'opéreraient les articles 26 et 147 de la loi attaquée au détriment des magistrats que ces dispositions visent : ceux-ci pourraient faire l'objet de mesures de mobilité sans que leur consentement soit requis, alors que celui-ci est, au contraire, exigé par d'autres dispositions de cette loi.

S'il est vrai que plusieurs dispositions de la loi attaquée requièrent le consentement du magistrat concerné préalablement à la mesure de mobilité que réglemeute chacune de ces dispositions, celles-ci concernent essentiellement des hypothèses de mobilité entre juridictions différentes, sur le plan de leur compétence matérielle, ou entre juridictions de niveaux différents, instance et appel (articles 6, alinéa 1^{er}, 28, 30 et 57).

Pour le surplus, l'article 63 règle également le cas particulier des titulaires de mandats très spécifiques tels que, par exemple, les juges d'instruction ou le juge des saisies, pour lesquels il a été estimé :

« Le maintien d'une nomination sur un cadre est conforme à l'article 259septies du Code judiciaire qui prévoit qu'un mandat adjoint ou un mandat spécifique, autre que ceux de juge et de substitut au tribunal de l'application des peines, ne peut être exercé que dans la juridiction sur le cadre de laquelle le magistrat est imputé.

Chaque tribunal de première instance doit disposer de ses titulaires de mandat spécifique. Pour autant, il pourrait être utile qu'à titre provisoire et pour des raisons particulières un titulaire d'un mandat spécifique puisse renforcer provisoirement une autre juridiction » (*Doc. parl.*, Chambre, 2012-2013, DOC 53-2858/001, p. 42).

L'article 149 de la loi attaquée provient de l'amendement n° 161 du Gouvernement, dont la justification est la suivante :

« Le présent projet ne prévoit pas que les juges de paix et les juges de paix de complément sont renommés dans leur canton et simultanément dans les autres cantons du ressort.

Il convient donc de prévoir un mécanisme permettant de déléguer les juges de paix et juges de paix de complément nommés avant l'entrée en vigueur de la loi » (*Doc. parl.*, Chambre, 2012-2013, DOC 53-2858/005, p. 32).

Compte tenu de ces spécificités, il n'est pas dénué de justification raisonnable que le législateur ait requis le consentement préalable des magistrats concernés dans les hypothèses précitées, mais ne l'ait pas prévu aux articles 26 et 147 attaqués : ces dernières dispositions réglemeute en effet une hypothèse de mobilité interne, à savoir celle dans laquelle il est envisagé d'affecter un magistrat à une autre division du tribunal auquel il a été nommé originairement, même si le ressort territorial de compétence de ce tribunal a été étendu.

B.37.2. Le grief n'est pas fondé.

Par ces motifs,

la Cour

- annule l'article 152 de la loi du 1^{er} décembre 2013 portant réforme des arrondissements judiciaires et modifiant le Code judiciaire en vue de renforcer la mobilité des membres de l'ordre judiciaire;

- maintient les effets de la disposition annulée jusqu'à l'entrée en vigueur d'une nouvelle réglementation adoptée par le législateur et au plus tard jusqu'au 31 août 2016;

- sous réserve de l'interprétation mentionnée en B.20.4.4, rejette les recours pour le surplus.

Ainsi rendu en langue française, en langue néerlandaise et en langue allemande, conformément à l'article 65 de la loi spéciale du 6 janvier 1989 sur la Cour constitutionnelle, le 15 octobre 2015.

Le greffier,

F. Meersschaut

Le président,

J. Spreutels

GRONDWETTELIJK HOF

[2015/204976]

Uittreksel uit arrest nr. 139/2015 van 15 oktober 2015

Rolnummers : 5913, 5922 en 5924

In zake : de beroepen tot gehele of gedeeltelijke vernietiging van de wet van 1 december 2013 tot hervorming van de gerechtelijke arrondissementen en tot wijziging van het Gerechtelijk Wetboek met het oog op een grotere mobiliteit van de leden van de rechterlijke orde, ingesteld door André Monhonval, door Fabian Lefebvre en door de vzw « Union professionnelle de la magistrature » en anderen.

Het Grondwettelijk Hof,

samengesteld uit de voorzitters J. Spreutels en A. Alen, en de rechters E. De Groot, L. Lavrysen, J.-P. Snappe, J.-P. Moerman, E. Derycke, T. Merckx-Van Goey, P. Nihoul, F. Daoût, T. Giet en R. Leysen, bijgestaan door de griffier F. Meersschaut, onder voorzitterschap van voorzitter J. Spreutels,

wijst na beraad het volgende arrest :

I. *Onderwerp van de beroepen en rechtspleging*

a. Bij verzoekschrift dat aan het Hof is toegezonden bij op 2 juni 2014 ter post aangetekende brief en ter griffie is ingekomen op 3 juni 2014, heeft André Monhonval, bijgestaan en vertegenwoordigd door Mr. G. Generet, advocaat bij de balie te Brussel, beroep tot vernietiging ingesteld van de artikelen 26 en 147 van de wet van 1 december 2013 tot hervorming van de gerechtelijke arrondissementen en tot wijziging van het Gerechtelijk Wetboek met het oog op een grotere mobiliteit van de leden van de rechterlijke orde (bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* van 10 december 2013, tweede editie).

b. Bij verzoekschrift dat aan het Hof is toegezonden bij op 10 juni 2014 ter post aangetekende brief en ter griffie is ingekomen op 11 juni 2014, heeft Fabian Lefebvre, bijgestaan en vertegenwoordigd door Mr. F. Gavroy en Mr. F. Jongen, advocaten bij de balie te Aarlen, beroep tot vernietiging ingesteld van de artikelen 26 en 147, tweede lid, van dezelfde wet.

c. Bij verzoekschrift dat aan het Hof is toegezonden bij op 10 juni 2014 ter post aangetekende brief en ter griffie is ingekomen op 11 juni 2014, is beroep tot gehele of gedeeltelijke vernietiging (de artikelen 3, 4, 6, 16, 26, 28, 30, 32, 37, 40, 41, 63, 107, 108, 136, tweede lid, 147, 149, 150 en 152) van dezelfde wet ingesteld door de vzw « Union professionnelle de la magistrature », Jacques Baron, Simon Claisse, Axel Delannay, Thomas Desso, Valérie Hansenne, Jules Malaise, Hugues Marchal, Jean-François Marot, Marc-Antoine Poncelet, Véronique Tordeur en Luc Van Malcot, bijgestaan en vertegenwoordigd door Mr. X. Close, advocaat bij de balie te Brussel.

Die zaken, ingeschreven onder de nummers 5913, 5922 en 5924 van de rol van het Hof, werden samengevoegd.

(...)

II. *In rechte*

(...)

Ten aanzien van de bestreden bepalingen

B.1. De wet van 1 december 2013 hervormt de gerechtelijke arrondissementen en wijzigt het Gerechtelijk Wetboek met het oog op een grotere mobiliteit van de leden van de rechterlijke orde.

De verzoekende partijen in de zaken nrs. 5913 en 5922 vorderen de vernietiging van artikel 26 van die wet; de verzoekende partij in de eerstvermelde zaak vordert daarnaast de vernietiging van artikel 147 van dezelfde wet.

De verzoekende partijen in de zaak nr. 5924 vorderen de vernietiging van de wet van 1 december 2013 in haar geheel. Zowel uit het verzoekschrift als uit de middelen die ter ondersteuning van het beroep worden aangevoerd blijkt niettemin dat het beroep betrekking heeft op de bepalingen van die wet die « rechtstreeks verband houden met het beginsel van mobiliteit van de magistraten ». Op die manier zouden, volgens de verzoekende partijen, de artikelen 3 tot 6, 16, 28, 30, 32, 37, 40 en 41, 63, 107 en 108, 136, tweede lid, 147, 149, 150 en 152 van de wet van 1 december 2013 worden beoogd.

Het onderwerp van de bestreden bepalingen kan in essentie als volgt worden weergegeven :

- artikel 3 betreft de mobiliteit van de vrederechters in de verschillende kantons van het uitgebreide gerechtelijk arrondissement (en vult artikel 59 van het Gerechtelijk Wetboek aan);

- artikel 4 betreft de organisatie van de politierechtbanken in afdelingen en de gebiedsomschrijving ervan (en vervangt artikel 60 van het Gerechtelijk Wetboek);

- artikel 6 regelt onder meer de mobiliteit van de vrederechters en rechters in de politierechtbank in de kantons van het arrondissement en eventueel van het rechtsgebied van het hof van beroep (en vervangt artikel 65 van het Gerechtelijk Wetboek);

- artikel 16 betreft de verschillende rechtbanken en de gebiedsomschrijving ervan (en vervangt artikel 73 van het Gerechtelijk Wetboek);

- artikel 26 belast, onder meer, de voorzitter van de rechtbank met de verdeling van de rechters over de afdelingen ervan, na de aan een andere afdeling toegewezen rechter te hebben gehoord, en zijn beslissing met redenen te hebben omkleed (en vervangt artikel 90 van het Gerechtelijk Wetboek);

- artikel 28 regelt de opdrachten, gegeven door de eerste voorzitter van het hof van beroep, van een rechter in een andere rechtbank van het rechtsgebied (en vervangt daartoe het eerste tot en met het vijfde lid van artikel 98 van het Gerechtelijk Wetboek);

- artikel 30 regelt de opdracht, gegeven door de eerste voorzitter van het hof van beroep, van een rechter van één van de rechtbanken van het rechtsgebied in het hof van beroep of in het arbeidshof (en voegt daartoe in het Gerechtelijk Wetboek een artikel 99^{ter} in);

- artikel 32 voorziet onder meer in de benoeming van rechters, in hoofdorde, in één rechtbank en, in subsidiaire orde, in de andere rechtbanken van het rechtsgebied van het hof van beroep (en vervangt daartoe artikel 100 van het Gerechtelijk Wetboek, zoals gewijzigd bij de wetten van 15 juli 1970 en 22 december 1998);

- artikel 37 betreft de mobiliteit van de raadsheren van de hoven van beroep en van de arbeidshoven (en vult artikel 113^{bis} van het Gerechtelijk Wetboek aan);

- artikel 40 regelt de verdeling, door de procureur des Konings, van de substituten over de verschillende afdelingen van het parket (en wijzigt daartoe artikel 151 van het Gerechtelijk Wetboek, zoals laatstelijk gewijzigd bij de wet van 17 mei 2006);

- artikel 41 regelt de verdeling, door de arbeidsauditeur, van de substituten in de verschillende afdelingen van het arbeidsauditoraat (en wijzigt daartoe artikel 153 van het Gerechtelijk Wetboek, zoals laatstelijk gewijzigd bij de wet van 12 april 2004);

- artikel 63 voorziet in de gelijktijdige aanwijzing, naar gelang van de behoeften van de dienst, van een onderzoeksrechter, een beslagrechter of een rechter « in de familie- en jeugdrechtbank » in een andere rechtbank van het rechtsgebied (en vult daartoe artikel 259septies van het Gerechtelijk Wetboek aan, dat eveneens, op een later tijdstip werd gewijzigd door de wet van 8 mei 2014, wat de benaming van die rechtbank betreft);
- artikel 107 bepaalt de rechtsgebieden van de nieuwe politierechtbanken (en vervangt daartoe artikel 3 van het bijvoegsel bij het Gerechtelijk Wetboek);
- artikel 108 bepaalt de rechtsgebieden van de nieuwe gerechtelijke arrondissementen (en vervangt daartoe artikel 4 van hetzelfde bijvoegsel);
- artikel 136, tweede lid, schaft de weddebijslag af die voorheen aan de toegevoegde rechters werd toegekend (en heft daartoe artikel 357, 6°, van het Gerechtelijk Wetboek op);
- artikel 147 voorziet in de benoeming van de bestaande magistraten in een rechtbank of parket van een uitgebreid arrondissement;
- artikel 149 voorziet in de opdracht, aan de toegevoegde vrederechters en rechters in de politierechtbank, om hun functies cumulatief uit te oefenen in een ander kanton;
- artikel 150 voorziet in de benoeming van de toegevoegde rechters en substituten, in subsidiaire orde, in de verschillende rechtbanken en parketten van het rechtsgebied van het hof van beroep; de benoeming van de toegevoegde rechters die voordien opdracht hadden in een rechtbank van koophandel of een arbeidsrechtbank, in de rechtbank van koophandel of in de arbeidsrechtbank in het rechtsgebied van het hof van beroep; de benoeming van de toegevoegde substituten-arbeidsauditeur in het arbeidsauditoraat van het rechtsgebied van het hof van beroep;
- artikel 152 bepaalt dat magistraten die met toepassing van (het vroegere) artikel 100 van het Gerechtelijk Wetboek benoemd zijn in of bij verschillende rechtbanken van eerste aanleg van het rechtsgebied van het hof van beroep, van rechtswege benoemd zijn in de nieuwe rechtbanken of parketten.

Ten aanzien van de ontvankelijkheid van de beroepen en de omvang van de saisine van het Hof

B.2.1. Bij het onderzoek van verschillende bepalingen betwist de Ministerraad het belang om in rechte te treden van sommige verzoekende natuurlijke personen en van de vereniging zonder winstoogmerk « Union professionnelle de la magistrature » (hierna : de « UPM »), eerste verzoekende partij in de zaak nr. 5924.

B.2.2. Artikel 142, derde lid, van de Grondwet en artikel 2, 2°, van de bijzondere wet van 6 januari 1989 op het Grondwettelijk Hof vereisen dat een rechtspersoon die een beroep tot vernietiging instelt, doet blijken van een belang. Van het vereiste belang doen slechts blijken de personen wier situatie door de bestreden norm rechtstreeks en ongunstig zou kunnen worden geraakt. De *actio popularis* is niet toelaatbaar.

Wanneer een vereniging zonder winstoogmerk die niet haar persoonlijk belang aanvoert, voor het Hof optreedt, is vereist dat haar maatschappelijk doel van bijzondere aard is en, derhalve, onderscheiden van het algemeen belang; dat zij een collectief belang verdedigt; dat haar maatschappelijk doel door de bestreden norm kan worden geraakt; dat ten slotte niet blijkt dat dit maatschappelijk doel niet of niet meer werkelijk wordt nagestreefd.

B.2.3. Volgens artikel 3 van haar statuten is het maatschappelijk doel van de UPM « de bevordering en de toepassing van maatregelen die moeten worden genomen met het oog op een optimale werking van justitie, die de rechten en de vrijheden van de burgers waarborgt » en « de verdediging van de individuele belangen van haar leden, ten opzichte van hun collectieve belangen »; dat doel strekt tot de verdediging van een collectief belang en is van bijzondere aard, onderscheiden van het algemeen belang. Overigens wordt niet betwist dat dit doel werkelijk wordt nagestreefd.

De wet van 1 december 2013 heeft in het bijzonder tot doel de gerechtelijke arrondissementen te hervormen en de mobiliteit van de leden van de rechterlijke orde te vergroten. Aldus kunnen daardoor het maatschappelijk doel van de UPM en de collectieve belangen die die verzoekende partij verdedigt, worden geraakt.

Zij doet bijgevolg blijken van het vereiste belang.

B.2.4. Aangezien, enerzijds, het belang van de UPM om in rechte te treden is aangetoond en, anderzijds, de andere verzoekende partijen wier belang om in rechte te treden ter discussie wordt gesteld, geen andere bepalingen aanvechten dan die welke door de UPM worden aangevochten en geen andere middelen aanvoeren dan die welke door die laatste worden aangevoerd, dient niet te worden onderzocht of ook die verzoekende partijen van het vereiste belang doen blijken.

B.3.1. De essentiële beginselen van de hervorming die bij de wet van 1 december 2013 werd doorgevoerd, kunnen, wat de aspecten betreft die te dezen pertinent zijn, als volgt worden uiteengezet.

B.3.2. Wat het rechtsgebied van de rechtbanken betreft, wordt het aantal gerechtelijke arrondissementen, die de territoriale basis vormen van de rechtbanken van eerste aanleg, teruggebracht tot 12 (artikel 73 van het Gerechtelijk Wetboek, zoals vervangen bij het bestreden artikel 16, en het bestreden artikel 108, dat artikel 4 van het bijvoegsel bij het Gerechtelijk Wetboek vervangt). Krachtens diezelfde bepalingen valt het rechtsgebied van de arbeidsrechtbanken en rechtbanken van koophandel voortaan in principe samen met dat van het hof van beroep, onverminderd de uitzonderingen waarin de wetgever heeft voorzien. Wat de vrederechters betreft, is er één per gerechtelijk kanton, maar wordt voortaan een vrederechter die titularis is in één kanton in subsidiaire orde benoemd in elk gerechtelijk kanton van het gerechtelijk arrondissement (artikel 59 van het Gerechtelijk Wetboek, zoals gewijzigd bij het bestreden artikel 3). De politierechtbanken worden op hun beurt voortaan georganiseerd op het niveau van het gerechtelijk arrondissement (artikel 60 van het Gerechtelijk Wetboek, vervangen bij het bestreden artikel 4, en het bestreden artikel 107, dat artikel 3 van het bijvoegsel bij het genoemde Wetboek vervangt).

B.3.3. Wat de verdeling van de magistraten over en binnen die rechtbanken betreft, wordt bij de bestreden bepalingen aan de erin aangegeven korpschefs en autoriteiten de zorg toevertrouwd om respectievelijk te regelen : de mobiliteit van de vrederechters en rechters in de politierechtbank, in de kantons van het arrondissement en eventueel van het rechtsgebied van het hof van beroep (artikel 6); de opdracht aan de vrederechters en de toegevoegde vrederechters om hun functies eventueel cumulatief uit te oefenen in een ander kanton (artikel 149); de verdeling van de rechters over de afdelingen (artikel 26) en van de substituten binnen een parket (artikel 40); de verdeling van de substituten over de verschillende afdelingen van een arbeidsauditoraat (artikel 41); de opdracht van een rechter in een andere rechtbank van hetzelfde rechtsgebied van het hof van beroep (artikel 28); een gelijktijdige aanwijzing, naar gelang van de behoeften van de dienst, van bepaalde gespecialiseerde rechters in een ander arrondissement van het rechtsgebied (artikel 63); de opdracht aan een rechter van een van de rechtbanken van het rechtsgebied in het hof van beroep of in het arbeidshof (artikel 30); de opdracht aan raadsheren van een hof van beroep of van een arbeidshof (artikel 37).

B.3.4. Wat betreft de regels voor de aanwijzing van de magistraten in het kader van de in het geding zijnde hervorming, maakt de wet van 1 december 2013 een onderscheid tussen de situatie van de magistraten die reeds waren benoemd bij de inwerkingtreding van die wet en die van de magistraten die na die inwerkingtreding zijn benoemd.

Wat de nieuw te benoemen magistraten betreft, bepaalt het bestreden artikel 32, dat artikel 100 van het Gerechtelijk Wetboek vervangt, in paragraaf 1 enerzijds, dat de rechters benoemd in een rechtbank van eerste aanleg in subsidiaire orde worden benoemd in de andere rechtbanken van eerste aanleg van het rechtsgebied van het hof van beroep en,

anderzijds, dat de substituten benoemd in een parket van de procureur des Konings in subsidiaire orde worden benoemd in de andere parketten van de procureur des Konings van het rechtsgebied. De tweede paragraaf van hetzelfde artikel 32 bepaalt dat de aanwijzing van een magistraat buiten het rechtscollege of het parket in de personeelsformatie waarvan hij in hoofdorde wordt benoemd, in onderling overleg tussen de betrokken korpschefs wordt geregeld, nadat de betrokkene werd gehoord; de gemeenschappelijke beslissing bepaalt de nadere regels van de aanwijzing, moet worden gemotiveerd en geldt voor een hernieuwbare periode van ten hoogste één jaar; er wordt gepreciseerd dat de instemming van de magistraat niet is vereist. Wanneer men niet tot een akkoord komt, wordt de beslissing genomen door de eerste voorzitter van het hof van beroep of de procureur-generaal bij dat hof.

Wat de magistraten betreft die reeds benoemd waren bij de inwerkingtreding van de bestreden wet, bepaalt het bestreden artikel 147, in het eerste lid, dat magistraten die benoemd zijn in een rechtbank of parket van een arrondissement dat deel uitmaakt van een nieuw uitgebreid rechtsgebied, van rechtswege benoemd zijn in de nieuwe rechtbank of het nieuwe parket; magistraten benoemd in de arbeidsrechtbank, rechtbank van koophandel of arbeidsauditoraat, die worden samengevoegd op het niveau van het rechtsgebied van het hof van beroep, zijn van rechtswege benoemd in de arbeidsrechtbank, rechtbank van koophandel of auditoraat van het rechtsgebied van het hof van beroep (artikel 147, tweede lid). Het bestreden artikel 152 bepaalt overigens dat magistraten die, op het ogenblik van de inwerkingtreding van deze wet, met toepassing van het vroegere artikel 100 van het Gerechtelijk Wetboek, benoemd zijn in of bij verschillende rechtbanken van eerste aanleg van het rechtsgebied van het hof van beroep en die, krachtens die wet, deel uitmaken van verschillende rechtbanken van eerste aanleg van dat rechtsgebied, van rechtswege benoemd zijn in de nieuwe rechtbanken of parketten, met de voormelde vrijstellingen. In elk van die gevallen vermeldt de wet dat geen toepassing wordt gemaakt van artikel 287*sexies* van het Gerechtelijk Wetboek, dat de modaliteiten van de kandidaatstellingen in de rechterlijke orde regelt en dat geen nieuwe eedaflegging is vereist.

B.3.5. De wet van 1 december 2013 regelt eveneens het statuut van de toegevoegde magistraten benoemd vóór de inwerkingtreding van de wet en schaft dat ambt voor de toekomst af (artikel 23).

Artikel 150, § 1, bepaalt dat de toegevoegde rechters, met opdracht in een rechtbank van eerste aanleg, benoemd vóór de inwerkingtreding van de bestreden bepalingen, van rechtswege – dus zonder nieuwe kandidaatstelling en zonder nieuwe eedaflegging – worden benoemd in een rechtbank van eerste aanleg waarin zij zijn aangewezen op het ogenblik van de inwerkingtreding van die wet en, in subsidiaire orde, in alle andere rechtbanken van eerste aanleg van het rechtsgebied van het hof van beroep.

Paragraaf 2 van datzelfde artikel bepaalt dat de toegevoegde substituten-procureur des Konings worden benoemd in een parket van de procureur des Konings bij de rechtbank van eerste aanleg waarin zij opdracht hebben gekregen en, in subsidiaire orde, in alle andere parketten van de procureur des Konings van het rechtsgebied.

Paragraaf 3 bepaalt dat de toegevoegde rechters met opdracht in een rechtbank van koophandel van rechtswege worden benoemd in de rechtbank van koophandel van het rechtsgebied van het hof van beroep.

Paragraaf 4 bepaalt dat de toegevoegde rechters met opdracht in een arbeidsrechtbank (met uitzondering van die welke worden beoogd bij artikel 63 van de wet van 19 juli 2012 betreffende de hervorming van het gerechtelijk arrondissement Brussel) van rechtswege worden benoemd in de arbeidsrechtbank van het rechtsgebied van het arbeidshof.

Paragraaf 5 van hetzelfde artikel 150 bepaalt ten slotte dat de toegevoegde substituten-arbeidsauditeur van rechtswege worden benoemd in het arbeidsauditoraat van het rechtsgebied van het arbeidshof.

Artikel 136, tweede lid, van de bestreden wet bepaalt dat de toegevoegde rechters en toegevoegde substituten bedoeld in het voormelde artikel 150 hun weddebijslag niet behouden.

B.3.6. Bij het onderzoek van de grondwettigheid van de regeling betreffende de grotere mobiliteit van de magistraten, dient rekening te worden gehouden met twee andere wetten waarbij nieuwe rechtsmiddelen werden ingevoerd.

B.3.7. De wet van 15 juli 2013 « tot wijziging van de bepalingen van het Gerechtelijk Wetboek betreffende de tucht », die tuchtrechtbanken en tuchtrechtbanken in hoger beroep instelt, bepaalt in artikel 23, dat artikel 413 van het Gerechtelijk Wetboek vervangt, dat bij de tuchtrechtbank het beroep aanhangig kan worden gemaakt dat door de magistraten wordt ingesteld tegen de verhulde tuchtstraffen waarvan zij zich het slachtoffer achten (nieuw artikel 413, § 5). Van de bepalingen die de procedure voor die rechtbanken organiseren, bepaalt artikel 30 van de voormelde wet, dat artikel 418 van het Gerechtelijk Wetboek vervangt, onder meer dat de magistraat die een als ordemaatregel verhulde tuchtmaatregel betwist die ten aanzien van hem is genomen door een korpschef, tegen die maatregel een niet-schorsend beroep kan instellen bij de tuchtrechtbank, volgens de modaliteiten bepaald in het nieuwe artikel 418, § 4. Wanneer de tuchtrechtbank een als ordemaatregel verhulde tuchtmaatregel vernietigt, kan de korpschef van de betrokken magistraat hoger beroep aantekenen tegen dat vonnis (paragraaf 2 van het nieuwe artikel 420 van het Gerechtelijk Wetboek, vervangen bij artikel 32 van de voormelde wet).

B.3.8. Artikel 37 van de wet van 18 februari 2014 « betreffende de invoering van een verzelfstandigd beheer voor de rechterlijke organisatie » voegt een artikel 330*quinquies* in het Gerechtelijk Wetboek in, dat een magistraat aan wie wordt opgedragen zijn ambt uit te oefenen in een ander arrondissement dan dat waarin hij in hoofdorde is benoemd of aangewezen, de mogelijkheid biedt een niet-schorsend beroep tot vernietiging in te stellen tegen die aanwijzing of opdracht, en dat voor het directiecomité van – naar gelang van het geval – het hof van beroep, het arbeidshof of het parket-generaal.

B.3.9. Bij zijn arrest nr. 138 van 15 oktober 2015 heeft het Hof het voormelde artikel 37 vernietigd : enerzijds, omdat die bepaling in een beroep tegen de beslissingen genomen op grond van artikel 100 van het Gerechtelijk Wetboek voorziet, maar niet tegen de beslissingen genomen op grond van de artikelen 90, 151 en 153 van hetzelfde Wetboek; anderzijds, omdat de manier waarop het beroep thans bij het voormelde artikel 37 is georganiseerd niet aan de vereisten voldoet die worden gesteld om dat beroep als een jurisdictioneel beroep te kunnen kwalificeren.

B.3.10. Bij zijn voormelde arrest nr. 138/2015 heeft het Hof evenwel de gevolgen van het vernietigde artikel 37 van de wet van 18 februari 2014 gehandhaafd tot de inwerkingtreding van de door de wetgever aan te nemen nieuwe bepalingen, en uiterlijk tot 31 augustus 2016.

Daaruit volgt dat, tot die datum, de magistraten die het voorwerp uitmaken van een mobiliteitsmaatregel waarop het voormelde artikel 37 van toepassing is, het door die bepaling georganiseerde beroep kunnen instellen.

Na die datum moeten zij het voordeel kunnen genieten van het jurisdictioneel beroep dat de wetgever dient te organiseren overeenkomstig het arrest nr. 138/2015.

B.4. Uit het onderzoek van de middelen en van de bestreden bepalingen, in hun geheel beschouwd, blijkt dat de verzoekende partijen de grondwettigheid betwisten van de volgende aspecten van de nieuwe regeling inzake mobiliteit:

1. het ontbreken van de vereiste toestemming van een magistraat die aan een mobiliteitsmaatregel wordt onderworpen en de modaliteiten betreffende die maatregel;

2. de verenigbaarheid van de aan de magistraten opgelegde grotere mobiliteit met het recht op billijke arbeidsvoorwaarden en een billijke beloning, en met het recht op eerbiediging van het privéleven;

3. de mobiliteitsregeling van de magistraten van de arbeidsrechtbanken en rechtbanken van koophandel ten opzichte van de andere magistraten, waaronder die van de rechtbanken van eerste aanleg;
4. de verschillen en overeenkomsten in behandeling binnen de voor de magistraten geldende mobiliteitsregeling, naar gelang van de datum van hun benoeming;
5. de afschaffing van de weddebijslag van de vroegere toegevoegde magistraten en hun mobiliteitsregeling ten opzichte van de andere magistraten;
6. de andere bestreden verschillen en gelijke behandelingen.

B.5.1. Sommige verzoekende partijen leggen aan het Hof bepalingen van de wet van 1 december 2013 voor die niet pertinent zijn in het licht van de opgeworpen middelen, enerzijds, en waarvoor, anderzijds, niet wordt voldaan aan het voorschrift van artikel 6 van de bijzondere wet van 6 januari 1989. Om te voldoen aan de vereisten van die bepaling, moeten de middelen van het verzoekschrift immers te kennen geven welke van de regels waarvan het Hof de naleving waarborgt, zouden zijn geschonden, alsook welke de bepalingen zijn die deze regels zouden schenden, maar ook uiteenzetten in welk opzicht die regels door de bedoelde bepalingen zouden zijn geschonden.

Dat is het geval voor de artikelen 4, 16, 107 en 108, die op zich niet de mobiliteit van de magistraten regelen, maar respectievelijk betrekking hebben op het rechtsgebied van de rechtbanken en de verdeling van de magistraten tussen en binnen die rechtbanken, zoals die aangelegenheden door de bestreden wet worden geregeld.

Wat de voormelde artikelen 6, 28, 30, 37, 63 en 149 betreft, heeft de wetgever uitdrukkelijk bepaald dat de magistraat die te maken krijgt met een mobiliteitsmaatregel moet instemmen met de betrokken aanwijzing of opdracht, zodat de verzoekende partijen niet doen blijken van het vereiste belang bij de vernietiging ervan.

B.5.2. Uit het voorgaande vloeit voort dat het Hof zich enkel over de volgende bepalingen van de wet van 1 december 2013 dient uit te spreken : artikel 3; artikel 26 (wat artikel 90, vijfde lid, van het Gerechtelijk Wetboek betreft, dat erbij wordt vervangen); artikel 32; de artikelen 40 en 41 (wat betreft het lid dat die bepalingen respectievelijk toevoegen aan artikel 151 en artikel 153 van hetzelfde Wetboek); artikel 136; artikel 147; artikel 150 en, ten slotte, artikel 152. De beroepen zijn voor het overige niet ontvankelijk.

Die bepalingen luiden :

« Art. 3. Artikel 59 van hetzelfde Wetboek wordt aangevuld met drie leden, luidende :

‘ De vrederechter-titularis benoemd in een kanton wordt in subsidiaire orde benoemd in elk kanton van het gerechtelijk arrondissement waarin hij krachtens de wet van 15 juni 1935 op het gebruik der talen in gerechtszaken kan worden benoemd.

Naargelang van de behoeften van de dienst wijst de voorzitter van de vrederechters en rechters in de politierechtbank, met inachtneming van de wet van 15 juni 1935 op het gebruik der talen in gerechtszaken, en na de betrokken magistraat te hebben gehoord, een of meer vrederechters aan om dit ambt gelijktijdig in een of meer kantons van het gerechtelijk arrondissement uit te oefenen.

De aanwijzingsbeschikking geeft de redenen van de aanwijzing op en bepaalt de nadere regels ervan. ’ ».

« Art. 26. Artikel 90 van het hetzelfde Wetboek, vervangen bij de wet van 25 april 2007, wordt vervangen als volgt :

‘ Art. 90. De voorzitter is belast met de algemene leiding en de organisatie van de rechtbank.

In de gevallen bepaald in de wet tot vaststelling van de personeelsformatie van hoven en rechtbanken staat een afdelingsvoorzitter de voorzitter bij in de leiding van de rechtbank en haar afdelingen.

De voorzitter verdeelt de zaken overeenkomstig het zaakverdelingsreglement en het bijzonder reglement van de rechtbank. Wanneer de behoeften van de dienst het rechtvaardigen, kan hij een deel van de zaken die aan een kamer zijn toegewezen, onder de andere kamers van de afdeling verdelen.

Onder een behoefte van de dienst kan worden begrepen de verdeling van de werklust, de onbeschikbaarheid van een rechter, een vereiste deskundigheid, de goede rechtsbedeling of andere daarmee vergelijkbare objectieve redenen.

De voorzitter verdeelt de rechters over de afdelingen. Indien hij een rechter aan een andere afdeling toewijst, hoort hij de betrokken rechter en omkleedt hij zijn beslissing met redenen. ’ ».

« Art. 32. Artikel 100 van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij de wetten van 15 juli 1970 en 22 december 1998, wordt vervangen als volgt :

‘ Art. 100. § 1. De rechters benoemd in een rechtbank van eerste aanleg worden, met inachtneming van de wet van 15 juni 1935 op het gebruik der talen in gerechtszaken, in subsidiaire orde benoemd in de andere rechtbanken van eerste aanleg van het rechtsgebied van het hof van beroep.

De substituten benoemd in een parket van de procureur des Konings worden, met inachtneming van de wet van 15 juni 1935 op het gebruik der talen in gerechtszaken, in subsidiaire orde benoemd in de andere parketten van de procureur des Konings van het rechtsgebied.

§ 2. De aanwijzing van een magistraat buiten het rechtscollege of het parket in de personeelsformatie waarvan hij in hoofdorde wordt benoemd, wordt in onderling overleg tussen de betrokken korpschefs geregeld nadat de betrokkene werd gehoord. De gemeenschappelijke beslissing bepaalt de nadere regels van de aanwijzing.

De aanwijzingsbeschikking omschrijft de redenen waarom het noodzakelijk is een beroep te doen op een magistraat benoemd in hoofdorde in de personeelsformatie van een andere rechtbank of parket en omschrijft de nadere regels van de aanwijzing. De aanwijzing geldt voor een hernieuwbare periode van ten hoogste een jaar.

De instemming van de aangewezen magistraat is niet vereist.

Ingeval de korpschefs weigeren of bij gebreke van een akkoord over de nadere regels van de aanwijzing, beslist, naar gelang van het geval, de eerste voorzitter van het hof van beroep of de procureur-generaal bij het hof van beroep op grond van een met redenen omkleed advies van de korpschefs die betrokken zijn bij deze aanwijzing.

§ 3. Een magistraat benoemd overeenkomstig § 1 wordt niet benoemd in de personeelsformatie van de rechtscolleges of van de parketten waarin hij in subsidiaire orde wordt benoemd.

§ 4. De rechters benoemd in de Franstalige rechtbank van eerste aanleg te Brussel worden in subsidiaire orde benoemd in de rechtbank van eerste aanleg te Waals-Brabant en de rechters benoemd in de rechtbank van eerste aanleg te Waals-Brabant worden in subsidiaire orde benoemd in de Franstalige rechtbank van eerste aanleg te Brussel. De rechters benoemd in de Nederlandstalige rechtbank van eerste aanleg te Brussel worden in subsidiaire orde benoemd in de rechtbank van eerste aanleg te Leuven en de rechters benoemd in de rechtbank van eerste aanleg te Leuven worden in subsidiaire orde benoemd in de Nederlandstalige rechtbank van eerste aanleg te Brussel.

De substituten benoemd bij het parket van de procureur des Konings te Brussel, daaronder begrepen de substituten bedoeld in artikel 150, § 3, worden, met inachtneming van de wet van 15 juni 1935 op het gebruik der talen in gerechtszaken, in subsidiaire orde benoemd bij het parket van de procureur des Konings te Waals-Brabant of bij de

parketten van de procureur des Konings te Leuven en te Halle-Vilvoorde. De substituten van de procureur des Konings benoemd te Waals-Brabant worden in subsidiaire orde benoemd bij het parket van de procureur des Konings te Brussel en de substituten benoemd bij het parket van de procureur des Konings te Leuven of bij het parket van de procureur des Konings te Halle-Vilvoorde worden in subsidiaire orde benoemd bij het parket van de procureur des Konings te Brussel.

De rechters benoemd in de Franstalige rechtbank van koophandel te Brussel worden in subsidiaire orde benoemd in de rechtbank van koophandel te Waals-Brabant en de rechters benoemd in de rechtbank van koophandel te Waals-Brabant worden in subsidiaire orde benoemd in de Franstalige rechtbank van koophandel te Brussel. De rechters benoemd in de Nederlandstalige rechtbank van koophandel te Brussel worden in subsidiaire orde benoemd in de rechtbank van koophandel te Leuven en de rechters benoemd in de rechtbank van koophandel te Leuven worden in subsidiaire orde benoemd in de Nederlandstalige rechtbank van koophandel te Brussel.

De rechters benoemd in de Franstalige arbeidsrechtbank te Brussel worden in subsidiaire orde benoemd in de arbeidsrechtbank te Waals-Brabant en de rechters benoemd in de arbeidsrechtbank te Waals-Brabant worden in subsidiaire orde benoemd in de Franstalige arbeidsrechtbank te Brussel. De rechters benoemd in de Nederlandstalige arbeidsrechtbank te Brussel worden in subsidiaire orde benoemd in de arbeidsrechtbank te Leuven en de rechters benoemd in de arbeidsrechtbank te Leuven worden in subsidiaire orde benoemd in de Nederlandstalige arbeidsrechtbank te Brussel.

De substituten van de arbeidsauditeur benoemd te Brussel worden met inachtneming van de wet van 15 juni 1935 op het gebruik der talen in gerechtszaken respectievelijk in subsidiaire orde benoemd in het arbeidsauditoraat te Waals-Brabant of in de arbeidsauditoraten te Leuven en te Halle-Vilvoorde.

§ 5. De aanwijzing van een in § 4 bedoelde magistraat buiten het rechtscollege of het parket in de personeelsformatie waarvan hij in hoofdorde wordt benoemd, wordt geregeld overeenkomstig § 2.

§ 6. Een overeenkomstig § 4 benoemde magistraat wordt niet benoemd in de personeelsformatie van het rechtscollege of van het parket waarin hij in subsidiaire orde wordt benoemd. ' ».

« Art. 40. In artikel 151 van hetzelfde Wetboek, laatstelijk gewijzigd bij de wet van 17 mei 2006, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het eerste lid worden de woorden ' en door een of meer toegevoegde substituten aan wie opdracht is gegeven overeenkomstig artikel 326, eerste lid ' opgeheven;

2° het derde lid wordt aangevuld met de volgende zin : ' In de gevallen bepaald bij de wet tot vaststelling van de personeelsformatie van hoven en rechtbanken staat een afdelingsprocureur de procureur des Konings bij in de leiding van het parket en zijn afdelingen. ' ;

3° het artikel wordt aangevuld met een lid, luidende :

' De procureur des Konings verdeelt de substituten over de afdelingen. Indien de procureur des Konings een substituuat aan een andere afdeling toewijst, hoort hij de betrokken substituuat en motiveert hij zijn beslissing. ' ».

« Art. 41. In artikel 153 van hetzelfde Wetboek, laatstelijk gewijzigd bij de wet van 12 april 2004, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° eerste lid, tweede zin, wordt opgeheven;

2° het tweede lid, wordt aangevuld met de volgende zin : ' In de gevallen bepaald bij de wet tot vaststelling van de personeelsformatie van hoven en rechtbanken staat een afdelingsauditeur de arbeidsauditeur bij in de leiding van het auditoraat en zijn afdelingen. ' ;

3° het artikel wordt aangevuld met een lid, luidende :

' De arbeidsauditeur verdeelt de substituten over de afdelingen. Indien de arbeidsauditeur een substituuat aan een andere afdeling toewijst, hoort hij de betrokken substituuat en motiveert hij zijn beslissing. ' ».

« Art. 136. De toepassing van deze wet kan geen afbreuk doen aan de wedden, de weddeverhogingen, de weddebijslagen en pensioenen van de magistraten, de hoofdgriffiers en hoofdsecretarissen, de griffiers, secretarissen, en de personeelsleden van de griffies en parketsecretariaten die op het ogenblik van de inwerkingtreding ervan in functie zijn.

In afwijking van het eerste lid behouden de toegevoegde rechters en toegevoegde substituten bedoeld in artikel 150 de weddebijslag niet ».

« Art. 147. Magistraten die op het ogenblik van de inwerkingtreding van deze wet benoemd zijn in een rechtbank of parket van een arrondissement dat door deze wet deel uitmaakt van een nieuw uitgebreid rechtsgebied, zijn van rechtswege benoemd in de nieuwe rechtbank of het nieuwe parket, zonder toepassing van artikel 287sexies van het Gerechtelijk Wetboek en zonder nieuwe eedaflegging.

Magistraten benoemd in de arbeidsrechtbank, rechtbank van koophandel of arbeidsauditoraat die door deze wet worden samengevoegd tot op niveau van het rechtsgebied van het hof van beroep, zijn van rechtswege benoemd in de arbeidsrechtbank, rechtbank van koophandel of auditoraat van het rechtsgebied van het hof van beroep, zonder toepassing van artikel 287sexies van het Gerechtelijk Wetboek en zonder nieuwe eedaflegging.

Magistraten die benoemd zijn in de rechtbank van eerste aanleg van Eupen, zijn in subsidiaire orde benoemd in de rechtbank van koophandel en de arbeidsrechtbank van Eupen. Magistraten die benoemd zijn in de rechtbank van koophandel of de arbeidsrechtbank van Eupen-Verviers en aan de voorwaarden inzake de kennis van de Duitse taal voldoen, zijn respectievelijk benoemd in de rechtbank van koophandel of de arbeidsrechtbank van Eupen en, in subsidiaire orde, in de rechtbank van eerste aanleg en, naar gelang van het geval, de arbeidsrechtbank of de rechtbank van koophandel ».

« Art. 150. § 1. De toegevoegde rechters, met opdracht in een rechtbank van eerste aanleg, bedoeld in de artikelen 80, 86bis en 259sexies van het Gerechtelijk Wetboek die als toegevoegde rechters werden benoemd voor de inwerkingtreding van deze wet en van wie de situatie niet wordt geregeld door artikel 63 van de wet van 19 juli 2012 betreffende de hervorming van het gerechtelijk arrondissement Brussel, worden zonder toepassing van artikel 287sexies van hetzelfde Wetboek en zonder nieuwe eedaflegging van rechtswege benoemd in een rechtbank van eerste aanleg waarin zij zijn aangewezen op het ogenblik van de inwerkingtreding van deze wet en, in subsidiaire orde, in alle andere rechtbanken van eerste aanleg van het rechtsgebied van het hof van beroep.

§ 2. De toegevoegde substituten van de procureur des Konings bedoeld in de artikelen 326, § 1, en 259sexies van het Gerechtelijk Wetboek die werden benoemd voor de inwerkingtreding van deze wet en van wie de situatie niet wordt geregeld door artikel 63 van de wet van 19 juli 2012 betreffende de hervorming van het gerechtelijk arrondissement Brussel, worden met inachtneming van de wet van 15 juni 1935 op het gebruik der talen in gerechtszaken, zonder toepassing van artikel 287sexies van het Gerechtelijk Wetboek en zonder nieuwe eedaflegging van rechtswege benoemd in een parket van de procureur des Konings bij de rechtbank van eerste aanleg waarin zij opdracht hebben gekregen en, in subsidiaire orde, in alle andere parketten van de procureur des Konings van het rechtsgebied.

§ 3. De toegevoegde rechters met opdracht in de rechtbank van koophandel die werden benoemd tot toegevoegd rechter voor de inwerkingtreding van deze wet, worden zonder toepassing van artikel 287*sexies* van het Gerechtelijk Wetboek en zonder nieuwe eedaflegging van rechtswege benoemd in de rechtbank van koophandel van het rechtsgebied van het hof van beroep.

§ 4. De toegevoegde rechters met opdracht in de arbeidsrechtbank die werden benoemd tot toegevoegde rechters voor de inwerkingtreding van deze wet en van wie de situatie niet wordt geregeld door artikel 63 van de wet van 19 juli 2012 betreffende de hervorming van het gerechtelijk arrondissement Brussel, worden zonder toepassing van artikel 287*sexies* van het Gerechtelijk Wetboek en zonder nieuwe eedaflegging van rechtswege benoemd in de arbeidsrechtbank van het rechtsgebied van het arbeidshof.

§ 5. De toegevoegde substituten van de arbeidsauditeur die werden benoemd voor de inwerkingtreding van deze wet, worden zonder toepassing van artikel 287*sexies* van het Gerechtelijk Wetboek en zonder nieuwe eedaflegging van rechtswege benoemd in het arbeidsauditoraat van het rechtsgebied van het arbeidshof ».

« Art. 152. Magistraten die op het ogenblik van de inwerkingtreding van deze wet bij toepassing van artikel 100 van het Gerechtelijk Wetboek benoemd zijn in of bij verschillende rechtbanken van eerste aanleg van het rechtsgebied van het hof van beroep en die door deze wet deel uitmaken van verschillende rechtbanken van eerste aanleg van dat rechtsgebied, zijn van rechtswege benoemd in de nieuwe rechtbanken of parketten, zonder toepassing van artikel 287*sexies* van hetzelfde Wetboek en zonder nieuwe eedaflegging ».

Ten aanzien van de doelstellingen van de wet van 1 december 2013

B.6.1. De algemene doelstellingen die de wetgever nastreefde met de wet van 1 december 2013 en de methoden die volgens hem moesten worden gebruikt om die doelstellingen te bereiken, zijn als volgt gepreciseerd in de memorie van toelichting :

« [...] Die hervorming heeft volgende doelstellingen :

- Beter bestuur en grotere efficiëntie :

De taken en middelen van zetel en openbaar ministerie zijn versnipperd over teveel rechtbanken en teveel rechtsgebieden. Middelen en personeelsbestand worden centraal aangestuurd vanuit Brussel, en vergen vaak wettelijke bepalingen of Koninklijke besluiten, wat bijzonder omslachtige procedures oplevert. De organisatorische structuur en het dagelijks materieel beheer in de afzonderlijke rechtsgebieden is daarom vaak problematisch.

- Het werkwerk van de achterstand en het sneller recht spreken :

[...]

- Kwaliteitsvolle rechtspraak, betere dienstverlening en een voldoende nabijheid tot de burger :

De burger heeft tevens recht op een kwaliteitsvolle rechtspraak. Deskundigheid op deelgebieden van het recht is steeds meer een noodzaak voor een goede efficiënte behandeling van zaken. Deskundigheid vereist een voldoende aanbod van zaken om ervaring op te kunnen bouwen en te onderhouden en een voldoende groot kader om specialisatie te kunnen doorvoeren.

Om deze doelstellingen te bereiken is uit de discussies van de voorbije decennia een vrij grote consensus gegroeid rond de te hanteren methodes :

1. *Schaalvergroting*

In grote lijnen is de territoriale structuur van de rechtbanken nog altijd dezelfde als bij het ontstaan van België in 1830, in de filosofie dat de hoofdplaats van overal binnen één dag te paard bereikbaar moest zijn (35 à 50 km). Er is dus ruimschoots ruimte voor een schaalvergroting. Die schaalvergroting biedt de kans om middelen en bevoegdheden over te hevelen vanuit het centrale niveau (decentralisatie) en moet mee een einde maken aan de versnippering van mensen en middelen.

Vele rechtbanken zijn beperkt in omvang. Sommige rechtbanken zijn zelfs extreem beperkt. De helft van alle arbeids- en handelsrechtbanken telt minder dan 5 magistraten. Dat maakt hen kwetsbaar in hun organisatie waarbij de uitval van één of twee magistraten een enorme impact heeft op de afwerking van de rechtszaken en de dienstverlening aan de rechtszoekende. Bovendien is onmogelijk om in kleine rechtbanken voor elke materie voldoende specialisatie te creëren omdat zowel het kader als het zaakaanbod van bepaalde materies te klein is.

2. *Mobiliteit en specialisatie*

Via de creatie van grotere gerechtelijke arrondissementen en de uitbouw van de bestaande mogelijkheden van horizontale mobiliteit, kunnen magistraten en gerechtspersoneel beter ingezet worden in functie van werklust en specialisatie. Op die manier kan personeel van een plaats met relatief weinig activiteit tijdelijk elders ingezet worden waar grote noden zijn. Bovendien maakt de schaalvergroting in bepaalde zeer technische domeinen zowel bij de zetel als bij het openbaar ministerie een verdere ontwikkeling naar gespecialiseerde competentiecentra mogelijk. Die mobiliteit zal worden uitgebouwd in functie van een beter beheer van de human resources, zonder daarom de plaatselijke dienstverlening aan het publiek aan te tasten.

3. *Grotere autonomie van het beheer en management*

[...]

4. *Administratieve vereenvoudiging en ICT*

[...]

5. *Organisatiecultuur*

[...] » (*Parl. St.*, Kamer, 2012-2013, DOC 53-2858/001, pp. 6 tot 9).

B.6.2. Overigens worden in diezelfde parlementaire voorbereiding de ontworpen wijzigingen aan de territoriale bevoegdheid van de rechtbanken als volgt beschreven :

« Dit wetsontwerp creëert 12 arrondissementen door middel van een fusie van de bestaande 27 arrondissementen. De nieuwe arrondissementen zullen samenvallen met de provincies, aangevuld met een apart arrondissement voor Brussel en Eupen, teneinde rekening te houden met onze staatsstructuur. Daardoor blijven ook Leuven en Nijvel apart. Nijvel zal hernoemd worden tot Waals-Brabant ».

« De rechtbanken en parketten krijgen op provinciaal niveau een voldoende omvang inzake personele middelen zodat er ruimte komt voor meer specialisatie ».

« Ook de arbeidsrechtbanken en de rechtbanken van koophandel blijven op het niveau van de provincie relatief klein. Deze rechtbanken worden daarom op het rechtsgebied van het hof van beroep georganiseerd. Er komen dus vijf arbeidsrechtbanken en vijf rechtbanken van koophandel. De ressortelijke kaders kennen zo een grotere homogeniteit ».

« De rechtbanken en parketten worden op een provinciale of ressortelijk schaal georganiseerd, maar tegelijk worden de bestaande zittingsplaatsen behouden. Dat waarborgt dat de burger nog steeds een rechtbank heeft die voldoende nabij is om ook de fysieke toegankelijkheid te bewaren. De rechtbank zal zich op verschillende zittingplaatsen of afdelingen organiseren. Daarbij krijgt de rechtbank een grotere rol, zowel in de indeling van de afdelingen als in de organisatie van de zaken tussen de afdelingen ».

« Mede door het groot aantal vredegerichten telt België overigens één van de hoogste concentraties van rechtbanklocaties per 100 000 inwoners, met name 2,7 geografische locaties per 100 000 inwoners. Duitsland heeft 1,4 locaties per 100 000 inwoners, Frankrijk 1, Engeland-Wales 1,1 en Nederland 0,4 ».

« De politierechtbanken worden geografisch georganiseerd in het nieuwe arrondissement. De vredegerichten blijven georganiseerd per kanton. Het beheer van beide gebeurt evenwel op niveau van het arrondissement door, op termijn, een eigen directiecomité voor de vredegerichten en de politierechtbank. In dat directiecomité zetelen de voorzitter, een ondervoorzitter die steeds een andere hoedanigheid heeft als de voorzitter, en de hoofdgriffier ».

« Dit ontwerp van wet voorziet daarentegen geen nieuwe afdelingen voor de hoven van beroep. Vroeger onderzoek naar de oprichting van een afdeling van het hof van beroep van Antwerpen in Hasselt wees uit dat de kostprijs niet in verhouding staat van het nut » (*ibid.*, pp. 9-11 en 15).

B.6.3. Wat ten slotte de grotere mobiliteit van de magistraten betreft, werd uiteengezet :

« De daling van het aantal gerechtelijke arrondissementen die voortvloeit uit het ontwerp van wet leidt reeds tot een grotere mobiliteit aangezien de magistraten voortaan over het algemeen bevoegd zijn op het territorium van gefuseerde arrondissementen.

Het is aan de korpschef om zijn nieuwe personeelsformatie op de meest adequate wijze te verdelen tussen de verschillende kamers, secties/afdelingen of rechtscolleges zodat alle bevoegdheden van de rechtbank of van de rechtbanken door een voldoende aantal personen kunnen worden uitgeoefend.

Die grotere interne mobiliteit vereist in beginsel geen ander wetgevend optreden dan overgangsbepalingen die, aangezien het de bedoeling is om de situatie te regelen van de magistraten die vóór de hervorming zijn benoemd, voor een deel voorkomen in het ontwerp van wet tot wijziging van de gerechtelijke arrondissementen.

[...]

De vrederechters zullen in hoofdorde worden benoemd tot vrederechter in een kanton en zij zullen, in subsidiaire orde, worden benoemd in de andere kantons van het gerechtelijk arrondissement waarin de voorzitter van de vrederechters en rechters in de politierechtbank, of in de arrondissementen Brussel en Eupen de voorzitter van de rechtbank van eerste aanleg, hen kan aanwijzen als versterking in één of meerdere kantons, afhankelijk van de evolutie van de behoeften van de vredegerichten.

Behalve dat dit systeem hetzelfde is als bepaald in artikel 100 van het Gerechtelijk Wetboek voor de rechtbanken van eerste aanleg, stelt deze formule eerst een vrederechter aan in een kanton waarin hij zich kandidaat heeft gesteld en waar hij in hoofdorde werd benoemd.

Voor het overige kan de voorzitter van de vrederechters en de rechters in de politierechtbank, of in de arrondissementen Brussel en Eupen de voorzitter van de rechtbank van eerste aanleg, die vrederechter ofwel aanwijzen ter versterking in een ander vredegericht, ofwel tijdelijk één of zelfs verschillende andere vrederechters aanwijzen om de in het kanton benoemde vrederechter te helpen.

De rechters in de politierechtbank worden benoemd binnen de territoriale grenzen waarin is voorzien door de nieuwe bijlage bij het Gerechtelijk Wetboek. Die vergroting van het territoriaal rechtsgebied zal leiden tot een grotere interne mobiliteit.

Daar waar die grenzen niet overeenstemmen met de grenzen van het gerechtelijk arrondissement wordt voorzien in een benoeming in subsidiaire orde in de verschillende politierechtbanken van het gerechtelijk arrondissement.

Artikel 100 van het Gerechtelijk Wetboek wordt gewijzigd. De gelijktijdige benoeming waarin is voorzien in artikel 100 van het Gerechtelijk Wetboek wordt versterkt in de rechtbanken van eerste aanleg en de parketten van de procureur des Konings.

In dit ontwerp is ambtshalve, met inachtneming van de wetten op het gebruik der talen, voorzien in een benoeming in subsidiaire orde van de in een rechtbank van eerste aanleg benoemde magistraten in alle andere rechtbanken van eerste aanleg van het rechtsgebied van het hof van beroep. Dezelfde regel geldt voor de magistraten die zijn benoemd in de parketten van de procureur des Konings.

De tekst en de terminologie zijn aangepast om te benadrukken dat de magistraat die werd benoemd op basis van dit artikel zijn ambt in principe uitoefent in het kader waarin hij werd benoemd behalve wanneer een akkoord wordt bereikt tussen de korpschefs opdat hij zijn ambt tijdelijk zou uitoefenen daar waar bij in subsidiaire orde werd benoemd.

Aangezien de personeelsformatie van de rechtbanken van koophandel en van de arbeidsrechtbanken, met uitzondering van Eupen en het rechtsgebied van het hof van beroep en het arbeidshof te Brussel, gemeenschappelijk is voor het rechtsgebied, worden de rechters in de rechtbank van koophandel, de rechters in de arbeidsrechtbank en de substituten van de arbeidsauditeur weggelaten uit artikel 100 van het Gerechtelijk Wetboek.

Dit ontwerp zet de hervorming van 19 juli 2012 houdende hervorming van het gerechtelijk arrondissement Brussel echter niet op losse schroeven. Er zijn specifieke bepalingen goedgekeurd teneinde rekening te houden met de opsplitsing van het parket en de ontduubeling van de rechtscolleges in het arrondissement van Brussel » (*ibid.*, pp. 16-18).

Ten aanzien van de grieven

1. Wat betreft het ontbreken van de vereiste toestemming van de magistraat die aan een mobiliteitsmaatregel wordt onderworpen, en wat betreft de modaliteiten van die maatregel

B.7.1. De artikelen 3, 26, 32 en 147 van de bestreden wet wordt in het bijzonder verweten dat zij niet de voorafgaande toestemming van de magistraten vereisen met de mobiliteitsmaatregelen die de genoemde bepalingen toestaan : aldus zouden die bepalingen de artikelen 10 en 11 van de Grondwet, al dan niet in samenhang gelezen met artikel 152 van de Grondwet en met diverse internationale bepalingen schenden.

B.7.2. Artikel 152 van de Grondwet bepaalt :

« De rechters worden voor het leven benoemd. Zij worden in ruste gesteld op de bij de wet bepaalde leeftijd en genieten het bij de wet bepaalde pensioen.

Geen rechter kan uit zijn ambt worden ontzet of worden geschorst dan door een vonnis.

De overplaatsing van een rechter kan niet geschieden dan door een nieuwe benoeming en met zijn toestemming ».

Het verbod van overplaatsing van een rechter zonder diens toestemming, waarin artikel 152, derde lid, voorziet, strekt ertoe, samen met de andere bepalingen van hetzelfde artikel, de onafhankelijkheid van de rechter te beschermen tegenover de andere staatsmachten; een rechter, die in een bepaald rechtscollege is benoemd, moet niet vrezan naar een ander rechtscollege te worden overgeplaatst wegens de manier waarop hij recht spreekt of om welke andere reden ook.

Die grondwetsbepaling kan echter niet worden opgevat, zoals de Raad van State ook opmerkte in zijn advies bij het ontwerp van wet dat tot de bestreden bepalingen heeft geleid (*Parl. St.*, Kamer, 2012-2013, DOC 53-2858/001, pp. 105-106), als een hindernis, voor de wetgever, om hervormingen door te voeren die een betere rechtsbedeling beogen : de doelstellingen van de bestreden wet zijn immers, volgens de voormelde parlementaire voorbereiding,

een beter beheer en een grotere efficiëntie van het gerechtelijk apparaat, het wegwerken van de achterstand en een snellere rechtsbedeling alsook, ten slotte, het bevorderen van een kwaliteitsvolle rechtspraak en een betere dienstverlening, met niettemin het behoud van een voldoende nabijheid tot de burger; tot de maatregelen die ertoe strekken die doelstellingen te bereiken, behoort onder meer een grotere mobiliteit van de magistraten.

Het Ministercomité van de Raad van Europa beveelt overigens, bij wijze van matiging van het beginsel van onafzetbaarheid van een rechter, aan dat, « een rechter geen nieuwe aanstelling zou mogen krijgen of geen andere gerechtelijke ambten zou mogen toegewezen krijgen zonder erin te hebben toegestemd, behalve in geval van tuchtsancties of een hervorming van de organisatie van het gerechtelijk systeem » (Aanbeveling CM/Rec (2010)12 aan de lidstaten over de rechters : onafhankelijkheid, efficiëntie en verantwoordelijkheden, overweging 52).

B.7.3. Aangezien de ontstentenis van toestemming van de betrokken magistraten, in de context van de hervormingen die bij de wet van 1 december 2013 zijn aangenomen, niet onbestaanbaar is met artikel 152, derde lid, van de Grondwet, kan er geen sprake zijn van discriminatie in het genot van de in die grondwetsbepaling vervatte waarborgen.

Het feit dat ook voor ambtenaren regels inzake mobiliteit bestaan, impliceert, in tegenstelling tot wat de verzoekende partijen voorhouden, niet dat de wetgever magistraten en ambtenaren voortaan identiek behandelt.

B.8.1. Hoewel de wetgever niet de toestemming vereist van de betrokken magistraten bij de maatregelen vervat in artikelen 3, 26, 32 en 147 van de bestreden wet heeft hij wel, enerzijds, in diverse maatregelen voorzien die ertoe strekken die magistraten zo goed mogelijk te betrekken bij de mobiliteitsmaatregelen die eventueel te hunnen aanzien worden overwogen en, anderzijds, in nieuwe rechtsmiddelen voorzien tegen die maatregelen.

B.8.2. De wetgever heeft aan magistraten zelf – de korpschefs – de zorg toevertrouwd om de in het geding zijnde eventuele mobiliteitsmaatregelen te nemen en die laatste zijn bedoeld om « tijdelijke noden » te lenigen (*Parl. St.*, Kamer, 2012-2013, DOC 53-2858/007, p. 47). De wetgever heeft bepaald dat de betrokken magistraat vooraf moet worden gehoord en dat de aanwijzing met redenen moet zijn omkleed (artikelen 3, 26 en 32); hij heeft eveneens erin voorzien, naar gelang van het geval, dat de aanwijzingsbeschikking de nadere regels van de aanwijzing preciseerd (artikelen 3 en 32), slechts voor een beperkte periode geldt (artikel 32) en in onderling overleg tussen de betrokken korpschefs moet worden aangenomen (artikel 32).

Wat betreft de vereisten van motivering en het voorafgaand horen van de betrokken magistraat, geeft de parlementaire voorbereiding aan – waarbij die vereisten worden gekoppeld aan het rechtsmiddel waarin het nieuwe artikel 413, § 5, van het Gerechtelijk Wetboek voorziet – dat die vereisten ertoe strekken « magistraten te [behoeden] tegen oneigenlijk gebruik van deze mobiliteit » (*Parl. St.*, Kamer, 2012-2013, DOC 53-2858/001, p. 30). Wat de motivering betreft, onderstreept de Ministerraad terecht dat de motivering « de adressaat van de maatregel toelaat de feitelijke en juridische grondslag ervan te begrijpen, de juistheid en de pertinentie ervan te onderzoeken en, in voorkomend geval, de grondslag ervan te betwisten », dat « de jurisdictionele controle van de motivering uitgebreid is » en, ten slotte, dat « de beslissing niet alleen de behoeften van de dienst zal moeten aantonen, maar ook de redenen waarom geen rekening kan worden gehouden met de eventuele opmerkingen en betwistingen van de betrokken magistraat ». De Raad van State had in zijn voormelde advies reeds onderstreept dat de beslissingen van de korpschefs met betrekking tot de mobiliteit van hun magistraten « slechts op overwegingen inzake de ' behoeften van de dienst ' [mogen] zijn gesteund » en dat zij « geen verdoken disciplinaire sancties [mogen] inhouden en [...] ook niet door een andere vorm van machtsafwijking of machtsoverschrijding [mogen] zijn aangetast » (*Parl. St.*, Kamer, 2012-2013, DOC 53-2858/001, p. 107). Op dezelfde wijze werd tijdens de parlementaire voorbereiding gepreciseerd dat « de motivering ook moet antwoorden op elementen die door de magistraat zijn aangehaald op het moment dat hij gehoord is » (*Parl. St.*, Senaat, 2013-2014, nr. 5-2212/4, p. 9).

B.8.3. De rechtsmiddelen die kunnen worden aangewend door een magistraat die het voorwerp uitmaakt van een mobiliteitsmaatregel worden geregeld in de voormelde wetten van 15 juli 2013 en 18 februari 2014.

De wet van 15 juli 2013 bepaalt in hoofdzaak dat bij de tuchtrechtbank onder meer het beroep aanhangig kan worden gemaakt dat door magistraten wordt ingesteld tegen een als ordemaatregel verholde tuchtmaatregel, waarvan zij zich het slachtoffer achten (nieuw artikel 413, § 5, van het Gerechtelijk Wetboek). Tijdens de parlementaire voorbereiding werd uitdrukkelijk bevestigd dat, tot de verholde tuchtstraffen waarvan de tuchtrechtbank kennis kan nemen, ook « de verborgen tuchtmaatregelen [behoren] die betrekking hebben op de mobiliteit van de magistraten » (*Parl. St.*, Kamer, 2012-2013, DOC 53-2858/007, p. 83).

Overigens biedt de wet van 18 februari 2014 een magistraat aan wie wordt opgedragen zijn ambt uit te oefenen in een ander arrondissement dan dat waarin hij in hoofdorde is benoemd of aangewezen, de mogelijkheid om tegen die maatregel een beroep tot vernietiging in te stellen voor het directiecomité waaronder hij ressorteert (nieuw artikel 330quinquies van hetzelfde Wetboek). Tijdens de parlementaire voorbereiding van die wet werd erop gewezen dat, in het kader van dat beroep, de redelijkheid van de mobiliteitsbeslissing zou kunnen worden beoordeeld (*Parl. St.*, Kamer, 2013-2014, DOC 53-3068/004, p. 57). In dezelfde zin preciseert de Ministerraad dat de redenen die kunnen worden aangevoerd ter ondersteuning van het beroep bedoeld in dat artikel 330quinquies, ruimer zijn dan die welke kunnen worden aangehaald in het kader van het voormelde artikel 413, § 5, van het Gerechtelijk Wetboek : in dat kader « kan elke kritiek met betrekking tot wettigheid en bevoegdheidsoverschrijding worden opgeworpen, met inbegrip van de pertinentie en de juistheid van de motivering, maar ook de beginselen van behoorlijk bestuur en de evenredigheid, die een afweging van de aanwezige belangen impliceert »; overigens heeft dat beroep « voor het directiecomité, dat een collegiale instantie is, tot doel de geldigheid en de redelijkheid van de beslissing tot mobiliteit te beoordelen »; dezelfde partij onderstreept ook dat « dit hiërarchisch beroep niet enkel zal worden voorbehouden voor de magistraten van de rechtbank van eerste aanleg en van het parket [...], maar zal openstaan voor alle magistraten, zonder onderscheid ».

Ten slotte werd tijdens de parlementaire voorbereiding van dezelfde wet van 18 februari 2014 uitdrukkelijk gepreciseerd dat de twee voormelde rechtsmiddelen elkaar wederzijds niet uitsluiten (*Parl. St.*, Kamer, 2013-2014, DOC 53-3068/004, p. 27).

B.8.4. Bijgevolg heeft de wetgever, ook al heeft hij de bestreden mobiliteitsmaatregelen niet afhankelijk gesteld van de toestemming van de betrokken magistraat, niettemin voorzien in maatregelen en rechtsmiddelen om zich ervan te vergewissen dat de genoemde maatregelen verantwoord zijn in het licht van de doelstellingen van de bestreden wet, in rechte gegrond zijn - in het bijzonder gelet op de behoeften van de dienst - en, ten slotte, evenredig zijn.

B.8.5. Rekening houdend met het voormelde arrest van het Hof nr. 138/2015, en zoals is vermeld in B.3.10, kunnen de magistraten die het voorwerp uitmaken van een mobiliteitsmaatregel waarop het voormelde artikel 330quinquies van het Gerechtelijk Wetboek van toepassing is, het door die bepaling georganiseerde beroep instellen, en zulks tot de inwerkingtreding van het jurisdictioneel beroep dat de wetgever dient te organiseren overeenkomstig het voormelde arrest. Na die datum moeten zij het voordeel van dat nieuwe rechtsmiddel genieten.

B.9. Uit het voorgaande volgt dat, rekening houdend met de preciseringen vermeld in B.8.2 en B.8.3, de artikelen 3, 26, 32 en 147 van de bestreden wet, in zoverre zij de voorafgaande toestemming van de magistraten met de mobiliteitsmaatregelen die de genoemde bepalingen toestaan, niet vereisen, de artikelen 10 en 11, al dan niet in samenhang gelezen met artikel 152, van de Grondwet, niet schenden.

De combinatie van de artikelen 10 en 11 van de Grondwet met de ingeroepen internationale bepalingen leidt niet tot een andere conclusie.

2. *Ten aanzien van het recht op billijke arbeidsvoorwaarden en een billijke beloning, en het recht op eerbiediging van het privéleven*

B.10. De verzoekende partijen in de zaak nr. 5924 voeren aan dat de bestreden bepalingen een schending zouden inhouden van de artikelen 10, 11, 22 en 23, derde lid, 1^o, van de Grondwet, al dan niet in samenhang gelezen met de bepalingen van hoofdstuk VI van titel III van de Grondwet, in het bijzonder artikel 154, met de artikelen 2 en 4 van het Europees Sociaal Handvest, met artikel 7 van het Internationaal Verdrag inzake economische, sociale en culturele rechten, met de artikelen 6 en 8 van het Europees Verdrag voor de rechten van de mens, met artikel 14, lid 1, van het Internationaal Verdrag inzake burgerrechten en politieke rechten en met artikel 47, lid 2, van het Handvest van de grondrechten van de Europese Unie.

De bestreden bepalingen zouden in hoofdzaak de geografische mobiliteit van de magistraten vergroten zonder dat maatregelen worden genomen om die bijkomende belasting te compenseren, zelfs al heeft die grotere mobiliteit een weerslag op hun arbeidsvoorwaarden, op hun privé- en gezinsleven en – rekening houdend met de reiskosten – op hun wedde die wettelijk moet worden vastgesteld.

B.11.1. Het recht op eerbiediging van het privé- en gezinsleven, zoals het door artikel 22 van de Grondwet en door artikel 8 van het Europees Verdrag voor de rechten van de mens wordt gewaarborgd, beoogt in wezen personen te beschermen tegen inmengingen in hun privéleven en hun gezinsleven.

Die bepalingen sluiten een overheidsinmenging in het recht op eerbiediging van het privéleven niet uit, maar vereisen dat in die inmenging wordt voorzien door een voldoende precieze wettelijke bepaling, dat zij beantwoordt aan een dwingende maatschappelijke behoefte en dat zij evenredig is met de daarmee nagestreefde wettige doelstelling.

B.11.2.1. Artikel 23 van de Grondwet bepaalt dat de economische, sociale en culturele rechten onder meer « het recht op billijke arbeidsvoorwaarden en een billijke beloning » omvatten, zonder nader te omschrijven wat onder die termen moet worden begrepen. Ook al komt het volgens diezelfde bepaling aan de bevoegde wetgever toe om de uitoefeningsvoorwaarden van het recht op billijke arbeidsvoorwaarden en een billijke beloning nader te bepalen, toch vermag hij niet beperkingen waarvan de gevolgen kennelijk onevenredig zijn met het nagestreefde doel, noch, zonder noodzaak, beperkingen op te leggen ten aanzien van bepaalde categorieën van personen.

B.11.2.2. De artikelen 2 en 4 van het Europees Sociaal Handvest bepalen :

« Artikel 2. Teneinde de onbelemmerde uitoefening van het recht op billijke arbeidsvoorwaarden te waarborgen verbinden de Partijen zich :

1. redelijke dagelijkse en wekelijkse arbeidstijden vast te stellen, waarbij de werkweek geleidelijk dient te worden verkort voorzover de vermeerdering der productiviteit en andere van invloed zijnde factoren zulks toelaten;

[...]

Artikel 4. Om de onbelemmerde uitoefening van het recht op een billijke beloning te waarborgen, verbinden de Partijen zich :

1. het recht van de werknemers op een zodanige beloning die hen en hun gezin een behoorlijk levenspeil verschaft, te erkennen;

[...] ».

Ofschoon uit artikel 2, lid 1, van het Europees Sociaal Handvest en van het herziene Europees Sociaal Handvest voortvloeit dat de door dat verdrag gewaarborgde billijke arbeidsvoorwaarden « redelijke dagelijkse en wekelijkse arbeidstijden » omvatten, komt het opnieuw aan de bevoegde wetgever toe de inhoud van die verplichting nader te bepalen.

Artikel 7 van het Internationaal Verdrag inzake economische, sociale en culturele rechten bepaalt :

« De Staten die partij zijn bij dit Verdrag erkennen het recht van een ieder op billijke en gunstige arbeidsvoorwaarden, die in het bijzonder het volgende waarborgen :

a) Een beloning die alle werknemers als minimum het volgende verschaft :

(i) een billijk loon en gelijke beloning voor werk van gelijke waarde zonder onderscheid van welke aard ook; in het bijzonder dienen aan vrouwen arbeidsvoorwaarden te worden gewaarborgd die niet onderdoen voor die welke op mannen van toepassing zijn, met gelijke beloning voor gelijk werk;

(ii) een behoorlijk levenspeil voor henzelf en hun gezin overeenkomstig de bepalingen van dit Verdrag;

b) Veilige en hygiënische arbeidsomstandigheden;

c) Gelijke kansen voor een ieder op bevordering in zijn werk naar een passende hogere positie, waarbij geen andere overwegingen mogen gelden dan die van anciënniteit en bekwaamheid;

d) Rustpauzen, vrije tijd en een redelijke duur van de werktijd en periodieke vakanties met behoud van loon, alsmede behoud van loon op algemeen erkende feestdagen ».

Artikel 6.1 van het Europees Verdrag voor de Rechten van de Mens bepaalt :

« Bij het vaststellen van zijn burgerlijke rechten en verplichtingen of bij het bepalen van de gegrondheid van een tegen hem ingestelde strafvervolging heeft eenieder recht op een eerlijke en openbare behandeling van zijn zaak, binnen een redelijke termijn, door een onafhankelijke en onpartijdige rechterlijke instantie welke bij de wet is ingesteld. Het vonnis moet in het openbaar worden gewezen maar de toegang tot de rechtszaal kan aan de pers en het publiek worden ontzegd gedurende het gehele proces of een deel daarvan, in het belang van de goede zeden, van de openbare orde of 's lands veiligheid in een democratische samenleving, wanneer de belangen van minderjarigen of de bescherming van het privéleven van partijen bij het proces dit eisen of, in die mate als door de rechter onder bepaalde omstandigheden strikt noodzakelijk wordt geoordeeld, wanneer openbaarmaking de belangen van de rechtspraak zou schaden ».

Artikel 14, lid 1, van het Internationaal Verdrag inzake burgerrechten en politieke rechten bepaalt :

« Allen zijn gelijk voor de rechtbanken en de rechterlijke instanties. Bij het bepalen van de gegrondheid van een tegen hem ingestelde strafvervolging, of het vaststellen van zijn rechten en verplichtingen in een rechtsgeding, heeft een ieder recht op een eerlijke en openbare behandeling door een bevoegde, onafhankelijke en onpartijdige bij de wet ingestelde rechterlijke instantie. De toegang tot de rechtszaal kan aan de pers en het publiek worden ontzegd, gedurende het gehele proces of een deel daarvan, in het belang van de goede zeden, van de openbare orde of de nationale veiligheid in een democratische samenleving, of wanneer het belang van het privéleven van de partijen bij het proces dit eist, of in die mate als door de rechter onder bepaalde omstandigheden strikt noodzakelijk wordt geoordeeld, wanneer openbaarmaking de belangen van de rechtspraak zou schaden; evenwel dient elk vonnis dat wordt gewezen in een strafzaak of een rechtsgeding openbaar te worden gemaakt, tenzij het belang van jeugdige personen zich daartegen verzet of het proces echtelijke twisten of het voogdschap over kinderen betreft ».

Artikel 47 van het Handvest van de grondrechten van de Europese Unie bepaalt :

« *Recht op een doeltreffende voorziening in rechte en op een onpartijdig gerecht*

Eenieder wiens door het recht van de Unie gewaarborgde rechten en vrijheden zijn geschonden, heeft recht op een doeltreffende voorziening in rechte, met inachtneming van de in dit artikel gestelde voorwaarden.

Eenieder heeft recht op een eerlijke en openbare behandeling van zijn zaak, binnen een redelijke termijn, door een onafhankelijk en onpartijdig gerecht dat vooraf bij wet is ingesteld. Eenieder heeft de mogelijkheid zich te laten adviseren, verdedigen en vertegenwoordigen.

[...] ».

B.11.3. Artikel 154 van de Grondwet vereist dat de wedden van de leden van de rechterlijke orde door de wet worden vastgesteld.

Die bepaling, alsook de artikelen 151, 152 en 155 verankeren de wezenskenmerken van het statuut van de rechterlijke macht in de Grondwet; die grondwettelijke verankering beoogt vooral de onafhankelijkheid van de rechterlijke macht te waarborgen, aangezien die onafhankelijkheid essentieel is in een stelsel van scheiding der machten.

B.12. Het staat aan het Hof te onderzoeken of de grotere mobiliteit van de magistraten die uit de bestreden bepalingen voortvloeit, afbreuk doet aan de in B.11 vermelde bepalingen omdat, volgens de verzoekende partijen, die grotere mobiliteit niet wordt gecompenseerd door enig voordeel, noch *in natura* – zoals het valoriseren van de trajecttijd of een vermindering van het aantal te behandelen dossiers –, noch in geld, met name in de vorm van een terugbetaling van de kosten die door die grotere mobiliteit worden veroorzaakt.

B.13.1. De wet van 1 december 2013 leidt tot een grotere geografische mobiliteit, en dat op meerdere niveaus.

Zonder de toestemming van de betrokken magistraten te vereisen maken de bestreden artikelen 3, 26, 40, 41, 147 en 150 de mobiliteit mogelijk van de magistraten van de zetel of van het parket, naar gelang van het geval, binnen de verschillende afdelingen van eenzelfde rechtbank (mobiliteit die hierna wordt aangeduid met de term « interne mobiliteit ») of tussen de rechtscolleges die, naar gelang van het geval, tot hetzelfde gerechtelijk arrondissement of hetzelfde rechtsgebied van het hof van beroep behoren (mobiliteit die hierna wordt aangeduid met de term « externe mobiliteit »).

B.13.2. De grotere mobiliteit van de magistraten past in het kader van de door de wetgever nagestreefde doelstellingen. Zoals uit de in B.6 geciteerde parlementaire voorbereiding blijkt, zijn de doelstellingen van de bestreden wet immers een beter beheer en een grotere efficiëntie van justitie, het wegwerken van de gerechtelijke achterstand en een snellere rechtsbedeling alsook een verbetering van de kwaliteit van de rechtspraak, van de dienstverlening en van de nabijheid tot de burger; om die drie doelstellingen te bereiken, gebruikt de wetgever vijf methoden, waaronder een schaalvergroting, mobiliteit en specialisatie.

B.13.3. De bestreden maatregelen van interne en externe mobiliteit zijn pertinent ten opzichte van de aldus door de wetgever nagestreefde legitieme doelstellingen.

Er dient niettemin te worden onderzocht of die maatregelen redelijk verantwoord zijn rekening houdend, in het bijzonder, met de gevolgen ervan voor de arbeidsvoorwaarden, de beloning en het privéleven van de magistraten die in voorkomend geval aan die mobiliteitsmaatregelen worden onderworpen.

B.14.1. Wat de financiële kosten van de bestreden mobiliteitsmaatregelen betreft, verwijst artikel 363 van het Gerechtelijk Wetboek, wat betreft de bij de wedde komende toelagen, vergoedingen en uitkeringen van de magistraten, naar die welke aan de bestuursambtenaren worden toegekend : die worden immers « in dezelfde mate en onder dezelfde voorwaarden » verleend aan de magistraten van de rechterlijke orde. Tot de bepalingen die aldus toepasselijk worden verklaard op de magistraten behoren onder meer het koninklijk besluit van 18 januari 1965 « houdende algemene regeling inzake reiskosten » en het koninklijk besluit van 3 mei 2007 « betreffende de tenlasteneming van de kosten inzake openbaar vervoer in woon-werkverkeer van de federale personeelsleden door de Staat en sommige federale openbare instellingen ».

Door aldus expliciet te verwijzen, voor de weddetoeslagen van de magistraten, naar de regels die gelden voor de ambtenaren – waaronder die met betrekking tot de voormelde reis- en verplaatsingskosten –, voldoet artikel 363 van het Gerechtelijk Wetboek aan het voorschrift van artikel 154 van de Grondwet, in zoverre dat laatste artikel het optreden van de wetgever voorschrijft; er kan bijgevolg, in dat opzicht, geen sprake zijn van een discriminatie in het genot van de waarborg vervat in die bepaling.

In zoverre de verzoekende partijen gewag maken van een ontwerp van omzendbrief die met name van toepassing is op de magistraten, betreffende de « richtlijnen voor het indienen en de uitbetaling van reis-, verblijfs- en verplaatsingskosten », en vragen of die tekst bestaanbaar is met artikel 154 van de Grondwet, behoort het onderzoek ervan niet tot de bevoegdheid van het Hof.

B.14.2. Zoals hiervoor is opgemerkt, voorzien de voormelde koninklijke besluiten van 18 januari 1965 en van 3 mei 2007 in een vergoeding van de reis- en verplaatsingskosten, dus met inbegrip van die welke door magistraten worden gemaakt ingevolge de mobiliteitsmaatregelen waaraan zij eventueel worden onderworpen.

Het koninklijk besluit van 18 januari 1965 dekt de kosten gedaan in verband met « reizen in dienst van de Staat » (artikel 1); ook al wordt bepaald dat een dienstreis in principe moet gebeuren met het vervoermiddel dat het minst duur is (artikel 3), kan het gebruik van een eigen vervoermiddel toch worden toegestaan (artikel 4 en hoofdstuk II, afdeling 3, van hetzelfde besluit).

Het koninklijk besluit van 3 mei 2007 dekt de verplaatsingen in woon-werkverkeer (artikel 2); het is uitdrukkelijk van toepassing op de personeelsleden van de rechterlijke orde (artikel 1, 5°). Voor zover die verplaatsingen met het openbaar vervoer gebeuren, verleent de overheid de kosteloosheid ervan, onder de in artikel 2 gepreciseerde voorwaarden. Het gebruik van persoonlijke vervoermiddelen kan eveneens worden toegestaan, onder de voorwaarden en volgens de modaliteiten die in hoofdstuk III van hetzelfde besluit zijn bepaald.

Onder de voorwaarden en volgens de modaliteiten bepaald door het fiscale recht kan een werknemer de verplaatsingskosten die noodzakelijk zijn om zijn beroepsinkomsten te verwerven of te behouden, als beroepskosten aftrekken.

Uit het voorgaande volgt dat niet kan worden betoogd dat de kosten van de eventuele bijkomende verplaatsingen die de bestreden mobiliteitsmaatregelen impliceren - ongeacht of het gaat om trajecten tussen woonplaats en werkplek of, in geval van meerdere werkplekken, tussen die werkplekken onderling -, moeten worden gedragen door de betrokken magistraat zelf.

B.15. Wat betreft het in aanmerking nemen van de duur van de eventuele bijkomende verplaatsingen die de bestreden mobiliteitsmaatregelen met zich brengen, dient te worden opgemerkt dat de wetgever de verantwoordelijkheid voor het nemen van die maatregelen aan de korpschefs heeft toevertrouwd.

Hoewel de wetgever niet de toestemming van de betrokken magistraten vereist, moeten zij wel verplicht worden gehoord, zodat er een voorafgaand overleg met de korpschefs is gewaarborgd. Bij de concrete uitwerking van de mobiliteitsmaatregelen dienen de korpschefs erover te waken dat de werklast en de arbeidsduur van de betrokken magistraten redelijk blijven, waarbij zij ook met de verplaatsingen rekening dienen te houden.

B.16. Anderzijds kan een magistraat die krachtens de bestreden bepalingen aan een mobiliteitsmaatregel is onderworpen zijn rechten doen gelden door de aanwending van de rechtsmiddelen, vervat in de nieuwe artikelen 330quinquies en 413, van het Gerechtelijk Wetboek, waarbij beroepen respectievelijk voor het directiecomité waaronder de magistraat ressorteert of voor de tuchtrechtbank kunnen worden ingesteld.

In het kader van die rechtsmiddelen – die elkaar niet uitsluiten – kan de aan een mobiliteitsmaatregel onderworpen magistraat niet alleen een eventuele niet-naleving van de bovenvermelde verplichte modaliteiten doen gelden, maar ook, naar gelang van de respectieve bevoegdheden van de voormelde instanties, de onwettigheid van die maatregel, meer bepaald dat het gaat om een als ordemaatregel verholde tuchtmateerregel of dat hij door machtsafwijking of machtsoverschrijding is aangetast. De betrokken magistraat kan ook doen gelden dat die beslissing tot mobiliteit niet « redelijk » is (*Parl. St.*, Kamer, 2013-2014, DOC 53-3068/004, p. 57). Hij kan bijgevolg doen gelden dat, rekening houdend met de omvang van de gevolgen van de te zijnen aanzien genomen mobiliteitsmaatregel voor zijn arbeidsvoorwaarden of zijn privé- of gezinsleven, die maatregel niet redelijk kan worden geacht. Hij kan eveneens doen gelden dat de mobiliteitsmaatregel niet pertinent of niet evenredig is in het licht van de doelstellingen van de bestreden wet of van het belang van de dienst aangezien, in voorkomend geval, de omvang en de duur van de verplaatsingen die de genoemde maatregel vereist en die in aanmerking moeten worden genomen voor de arbeidsduur van de betrokken magistraat, een goed beheer van diens kabinet in de weg zouden staan.

Als daar reden toe is, kan het directiecomité (artikel 330quinquies, eerste lid) of de tuchtrechtbank (artikel 420, § 2, vierde lid) de hem of haar voorgedragen mobiliteitsmaatregel vernietigen.

Zoals reeds werd opgemerkt, moet het jurisdictionele beroep dat de wetgever dient te organiseren overeenkomstig het arrest nr. 138/2015 van het Hof, de betrokken magistraten een afdoende rechtsbescherming verzekeren.

B.17. Uit het voorgaande volgt dat de bestreden bepalingen niet op onverantwoorde wijze afbreuk doen aan het recht op billijke arbeidsvoorwaarden en een billijke beloning, noch aan het recht op eerbiediging van het privéleven.

De middelen die zijn afgeleid uit de schending van de artikelen 10, 11, 22 en 23, derde lid, 1^o, van de Grondwet, al dan niet in samenhang gelezen met de aangevoerde verdragsbepalingen, zijn niet gegrond.

3. *Wat betreft de mobiliteitsregeling van de magistraten van de arbeidsrechtbanken en rechtbanken van koophandel ten opzichte van de andere magistraten, waaronder die van de rechtbanken van eerste aanleg*

B.18.1. Verschillende verzoekende partijen vergelijken, in het licht van de bestreden mobiliteitsregeling, de situatie van de magistraten – naar gelang van het geval van de zetel, van het parket of van het auditorschap – van de arbeidsrechtbanken en van de rechtbanken van koophandel met de situatie van andere categorieën van magistraten.

De magistraten van de arbeidsrechtbanken en rechtbanken van koophandel worden aldus vergeleken :

- op grond van de artikelen 26, 32, 41 en 147, eerste en tweede lid, van de bestreden wet, met de magistraten van de rechtbank van eerste aanleg;

- op grond van de artikelen 147, tweede lid, en 153 van dezelfde wet, met de rechters in sociale zaken, rechters in handelszaken en plaatsvervangende rechters.

B.18.2. Bovendien wordt de situatie van de magistraten die benoemd zijn in de arbeidsrechtbank van Aarlen vergeleken met die van de magistraten die benoemd zijn bij de andere arbeidsrechtbanken, meer bepaald die van Nijvel en van Brussel.

B.19.1. Wat betreft de mobiliteitsregeling voor de magistraten van de arbeidsrechtbanken en rechtbanken van koophandel in vergelijking met die welke geldt voor de magistraten van een rechtbank van eerste aanleg, bekritisieren de verzoekende partijen in hoofdzaak het feit dat, terwijl de laatstgenoemden worden onderworpen aan een mobiliteit die beperkt is tot het gerechtelijk arrondissement, dat eventueel bij de bestreden wet is uitgebreid, de eerstgenoemden worden onderworpen aan een mobiliteit die zich uitstrekt tot het rechtsgebied van het hof van beroep, op het niveau waarvan de arbeidsrechtbanken en rechtbanken van koophandel, behoudens uitzondering, voortaan zijn georganiseerd.

B.19.2. Zoals werd uiteengezet tijdens de in B.6.1 en B.6.2 geciteerde parlementaire voorbereiding, heeft de wetgever ervoor gekozen de arbeidsrechtbanken en rechtbanken van koophandel te organiseren op het niveau van het rechtsgebied van het hof van beroep, gelet op de vaak beperkte omvang van die rechtbanken. Die schaalvergroting strekt ertoe, enerzijds, de mobiliteit van de magistraten van de betrokken rechtbanken te verbeteren en rekening te houden, onder meer, met het volume van de te behandelen zaken en met eventuele afwezigheden en, anderzijds, een eventuele specialisatie van de betrokken magistraten mogelijk te maken. In het licht van die doelstellingen is het een pertinente maatregel om rekening te houden met de specifieke situatie van de arbeidsrechtbanken en de rechtbanken van koophandel door de mobiliteit te organiseren binnen het rechtsgebied van de hoven van beroep.

Rekening houdend met de vereiste van het voorafgaand horen van de betrokken magistraten en met de verplichte motivering van de geplande mobiliteitsmaatregelen, alsook met de in B.8 gespecificeerde rechtsmiddelen die ertegen openstaan, is de grotere mobiliteit waaraan de magistraten van de arbeidsrechtbanken en rechtbanken van koophandel kunnen worden onderworpen, overigens niet zonder redelijke verantwoording in het licht van de vermelde doelstellingen.

B.19.3. Het jurisdictioneel beroep waarin artikel 330quinquies van het Gerechtelijk Wetboek thans voorziet en dat de wetgever overeenkomstig het arrest nr. 138/2015 van het Hof dient te organiseren, moet de betrokken magistraten een adequate rechtsbescherming bieden.

B.20.1. Sommige verzoekende partijen bekritisieren ook het feit dat, krachtens het bestreden artikel 147, tweede lid, de magistraten die reeds zijn benoemd in een rechtbank van koophandel of arbeidsrechtbank geen overgangsregeling genieten die vergelijkbaar is met die welke, krachtens het eerste lid van hetzelfde artikel, wordt toegekend aan de reeds benoemde magistraten van de rechtbank van eerste aanleg en van het parket : immers, terwijl de reeds benoemde magistraten van een rechtbank van eerste aanleg of een parket – in tegenstelling tot hun pas benoemde collega's van dezelfde rechtbank – niet worden onderworpen aan een eventuele mobiliteit op het niveau van het rechtsgebied van het hof van beroep, die mogelijk wordt gemaakt door het nieuwe artikel 100 van het Gerechtelijk Wetboek (artikel 32 van de bestreden wet), zijn de reeds benoemde magistraten van een arbeidsrechtbank of rechtbank van koophandel, krachtens het bestreden artikel 147, tweede lid, van rechtswege mobiel in de verschillende afdelingen van de rechtbank of van het auditorschap waarvan het rechtsgebied samenvalt met dat van het hof van beroep : zij zouden bijgevolg in werkelijkheid, volgens de verzoekende partijen, door die overgangsbepaling op dezelfde manier worden behandeld als de pas benoemde magistraten. Dat verschil en die overeenkomst in behandeling zouden niet redelijk verantwoord zijn.

Overigens zijn dezelfde verzoekende partijen van mening dat, indien het Hof het voormelde verschil en de voormelde overeenkomst in behandeling discriminerend zou achten, het ook zou moeten beslissen dat de paragrafen 3 tot 5 van artikel 150 van de bestreden wet op buitensporige en discriminerende wijze afbreuk doen aan de rechtszekerheid en aan het gewettigd vertrouwen van de toegevoegde rechters met opdracht in de arbeidsrechtbank of rechtbank van koophandel en van de toegevoegde substituten-arbeidsauditeur.

Krachtens de artikelen 16 en 108 van de bestreden wet worden de rechtbanken van eerste aanleg georganiseerd op het niveau van de gerechtelijke arrondissementen, terwijl de arbeidsrechtbanken en rechtbanken van koophandel georganiseerd zijn op het niveau van het rechtsgebied van het hof van beroep : ook al is het juist dat de geografische

mobilititeit die eruit voortvloeit groter is in het tweede geval dan in het eerste, toch neemt dat niet weg dat zij, zowel in het ene als in het andere geval, wordt geanalyseerd als een « interne » mobiliteit, die geldt binnen de betrokken rechtbank en de afdelingen ervan, waaruit het bestreden artikel 147 op een redelijk verantwoorde wijze de gevolgen trekt voor de twee vergeleken categorieën van magistraten.

B.20.2. Artikel 32 van de wet van 1 december 2013, dat artikel 100 van het Gerechtelijk Wetboek vervangt, regelt daarentegen, in paragraaf 2 ervan, de externe mobiliteit, die betrekking heeft op de benoeming in subsidiaire orde van een magistraat van een rechtbank van eerste aanleg in een andere rechtbank van eerste aanleg van hetzelfde rechtsgebied van het hof van beroep.

Uit het feit dat artikel 147, tweede lid, en artikel 32 voorzien in een tot het rechtsgebied van het hof van beroep uitgebreide mobiliteit, zowel voor reeds benoemde magistraten in de arbeidsrechtbanken in het eerste geval, als voor pas benoemde magistraten in de rechtbank van eerste aanleg in het tweede geval, kan niet worden afgeleid dat die gelijke behandeling de artikelen 10 en 11 van de Grondwet zou schenden : terwijl het in het ene geval gaat om een externe mobiliteit, gaat het in het andere geval gaat om interne mobiliteit.

B.20.3. Nu de artikelen 10 en 11 van de Grondwet niet zijn geschonden, dient het subsidiaire middel niet te worden onderzocht.

B.20.4.1. De kritiek van de verzoekende partijen betreft eveneens de verschillende modaliteiten waarmee de mobiliteitsmaatregelen gepaard zouden gaan naargelang zij gegrond zijn op artikel 32 van de bestreden wet dan wel op de artikelen 26, 41 en 147 van diezelfde wet.

Na te hebben bepaald, in paragraaf 1, dat de recent benoemde magistraten in hoofdorde worden benoemd in één rechtbank, maar in subsidiaire orde in de andere rechtbanken van eerste aanleg van het rechtsgebied van het hof van beroep, voorziet paragraaf 2 van artikel 100 van het Gerechtelijk Wetboek, zoals het werd vervangen bij artikel 32 van de bestreden wet, in diverse nadere regels voor de aanwijzing van een dergelijke magistraat buiten het rechtscollege of het parket waarin hij in hoofdorde is benoemd.

B.20.4.2. Van die nadere regels beantwoorden sommige aan de specificiteit van de geplande maatregel van externe mobiliteit, en in het bijzonder aan het feit dat in dat geval twee rechtbanken betrokken zijn : zo dient de aanwijzing te gebeuren « in onderling overleg » tussen de betrokken korpschefs en neemt het laatste lid van artikel 100, § 2, ook het geval van onenigheid of een weigering in aanmerking, door in dat geval de beslissing toe te vertrouwen aan de eerste voorzitter van het hof van beroep of aan de procureur-generaal bij dat Hof.

B.20.4.3. Andere nadere regels zijn daarentegen identiek aan of vergelijkbaar met die welke gelden voor de maatregelen van interne mobiliteit : zo is de toestemming van de betrokken magistraat niet vereist, moet hij echter vooraf worden gehoord en dient, ten slotte, de aanwijzingsbeschikking met redenen omkleed te zijn.

B.20.4.4. Het nieuwe artikel 100, § 2, van het Gerechtelijk Wetboek bepaalt ten slotte dat de aanwijzingsbeschikking « de nadere regels van de aanwijzing » omschrijft en dat die aanwijzing geldt « voor een hernieuwbare periode van ten hoogste een jaar ».

Wat de nadere regels van de aanwijzing betreft, kan uit het feit dat het bestreden artikel 32 bepaalt dat die moeten worden omschreven terwijl de artikelen 26 en 41 dat niet uitdrukkelijk bepalen, niet worden afgeleid dat de korpschef van een magistraat ten aanzien van wie een (interne) mobiliteitsmaatregel wordt gepland, ervan zou zijn vrijgesteld de nadere regels ervan te omschrijven. De vereiste van motivering – meer bepaald in het licht van de behoeften van de dienst waaraan die mobiliteit moet beantwoorden – heeft immers als logisch gevolg dat elke beschikking tot interne of externe mobiliteit uitdrukkelijk de nadere regels ervan moet omschrijven, zo niet zouden de toetsing van meer bepaald de evenredigheid van de maatregel en de eventuele uitoefening van rechtsmiddelen onmogelijk worden. Verschillende andere bepalingen van de bestreden wet – zoals de artikelen 3, 6, 28, 30, 37, 63 en 149 ervan – voorzien in diezelfde vereiste, zodat de artikelen 26 en 41 in dezelfde zin moeten worden geïnterpreteerd.

In zoverre het nieuwe artikel 100, § 2, van het Gerechtelijk Wetboek bepaalt dat de aanwijzing voor een hernieuwbare periode van ten hoogste een jaar geldt, dient te worden vastgesteld dat de artikelen 26 en 41 die modaliteit niet vermelden, noch enige beperking in de tijd van de duur van de aanwijzing. Er dient niettemin op te worden gewezen dat, volgens de reeds vermelde parlementaire voorbereiding (*Parl. St.*, Kamer, 2012-2013, DOC 53-2858/007, p. 47), de mobiliteitsmaatregelen die door de bestreden wet worden toegestaan, zijn bedoeld om tijdelijke noden te lenigen.

De uitdrukkelijke beperking in de tijd van de maatregelen van externe mobiliteit, terwijl die beperking niet is voorzien voor maatregelen van interne mobiliteit kan worden verantwoord doordat de externe mobiliteit als subsidiaire maatregel is bedoeld, terwijl de interne mobiliteit in het nieuwe systeem de regel is.

B.21.1. Zoals in B.18 is uiteengezet, hebben meerdere verzoekende partijen ook kritiek op het verschil in behandeling tussen de beroepsmagistraten van de arbeidsrechtbanken en de rechtbanken van koophandel, enerzijds, en de rechters in sociale zaken, rechters in handelszaken en plaatsvervangende rechters, anderzijds. Terwijl de eerstgenoemden « van rechtswege [zijn] benoemd in de arbeidsrechtbank, rechtbank van koophandel of auditoraat van het rechtsgebied van het hof van beroep » (artikel 147, tweede lid), blijven de laatstgenoemden « die benoemd zijn in een rechtbank van een arrondissement dat [...] deel uitmaakt van een nieuw uitgebreid rechtsgebied [...] benoemd in de afdeling die het oorspronkelijk arrondissement vormde » (artikel 153).

Tijdens de parlementaire voorbereiding werd artikel 153 als volgt toegelicht :

« Plaatsvervangende rechters, [...] rechters [in sociale zaken] en rechters in handelszaken zijn geen beroepsrechters. Het gaat om lekenrechters die vaak nog andere beroepsactiviteiten hebben. Van hen kan niet dezelfde graad van mobiliteit gevraagd worden. Daarom blijven zij benoemd bij de afdeling en niet in het uitgebreide arrondissement » (*Parl. St.*, Kamer, 2012-2013, DOC 53-2858/001, p. 56).

Rekening houdend met het feit dat de magistraten bedoeld in artikel 147, tweede lid, beroepsmagistraten zijn en die welke bedoeld zijn in artikel 153 rechters zijn die dat ambt uitoefenen ter aanvulling van andere beroepsactiviteiten, vermoedt de wetgever de eerstgenoemden te onderwerpen aan een grotere mobiliteit dan die welke hij redelijkerwijs kon eisen van de laatstgenoemden.

Artikel 153 van de bestreden wet schendt de artikelen 10 en 11 van de Grondwet niet.

B.21.2. Onder voorbehoud van de interpretatie vermeld in B.20.4.4, zijn de middelen niet gegrond.

4. *Wat betreft de mobiliteitsregeling naar gelang van de benoemingsdatum van de magistraten*

B.22. Volgens de verzoekende partijen zouden de artikelen 26, 32, 41, 147 en 152 van de bestreden wet in meerdere opzichten de artikelen 10 en 11 van de Grondwet schenden. Aldus wordt betoogd dat :

- de magistraten die zijn benoemd vóór de inwerkingtreding van de wet van 1 december 2013 op dezelfde wijze zouden worden behandeld als die welke zijn benoemd na die inwerkingtreding (artikel 26);

- de magistraten die zijn benoemd vóór de inwerkingtreding van het vroegere artikel 100 van het Gerechtelijk Wetboek (dat wil zeggen in de versie die voorafgaat aan de vervanging ervan bij artikel 32 van de bestreden wet) op dezelfde manier zouden worden behandeld als de magistraten die op grond van het voormelde vroegere artikel 100 zijn benoemd (artikelen 26, 41 en 147, eerste lid);

- de magistraten die benoemd zijn op grond van het voormelde vroegere artikel 100 van het Gerechtelijk Wetboek, en die door artikel 152 worden beoogd, door die bepaling verschillend zouden worden behandeld, enerzijds, ten aanzien van die welke worden beoogd door artikel 147 en, anderzijds, ten aanzien van die welke worden beoogd door het nieuwe artikel 100 van het Gerechtelijk Wetboek, zoals vervangen bij het bestreden artikel 32.

B.23.1. De nieuwe artikelen 90, 151 en 153 van het Gerechtelijk Wetboek, zoals ze respectievelijk zijn vervangen bij de artikelen 26, 40 en 41 van de bestreden wet, vertrouwen respectievelijk in het laatste lid, aan de voorzitter van de rechtbank, aan de procureur des Konings en aan de arbeidsauditeur de zorg toe om de magistraten die onder hun gezag staan, over de afdelingen te verdelen. Zoals reeds erop werd gewezen, moet een korpschef, wanneer hij een magistraat aan een andere afdeling wil toewijzen, die magistraat vooraf horen, en moet hij die aanwijzing motiveren. Volgens de parlementaire voorbereiding « [wordt] met de andere afdeling [...] bedoeld een andere zittingsplaats dan deze waarin een magistraat voor het van kracht worden van deze wet was benoemd, of voor diegene die benoemd worden na de inwerkingtreding van deze wet, een andere zittingsplaats dan diegene waaraan hij is toegewezen door de korpschef » (*Parl. St.*, Kamer, 2012-2013, DOC 53-2858/001, p. 30).

De nieuwe artikelen 90, 151 en 153 van het Gerechtelijk Wetboek regelen bijgevolg de interne mobiliteit van magistraten, geïnterpreteerd als de mobiliteit van magistraten binnen een bepaald rechtscollege, zelfs indien de territoriale bevoegdheid van dat rechtscollege door de bestreden hervorming is uitgebreid. Om dat te regelen, preciseert het bestreden artikel 147, in het eerste lid, dat magistraten die reeds benoemd zijn in een rechtbank of parket waarvan het rechtsgebied werd uitgebreid, « van rechtswege [zijn] benoemd in de nieuwe rechtbank of het nieuwe parket, zonder toepassing van artikel 287*sexies* van het Gerechtelijk Wetboek en zonder nieuwe eedaflegging »; zoals in de parlementaire voorbereiding wordt gepreciseerd, « gebeurt [dit] zonder publicatie van de plaats en zonder eedaflegging » (*ibid.*, p. 54).

B.23.2. Aan de voormelde artikelen 26, 40, 41 en 147 van de bestreden wet kan niet worden verweten dat zij zonder onderscheid gelden voor alle magistraten van de zetel, van het parket en van het auditoraat van de betrokken rechtscolleges, los van het tijdstip of de juridische grondslag van hun benoeming in of bij dat rechtscollege. Daarover anders beslissen zou immers de doelstellingen van de bestreden hervorming in gevaar hebben gebracht, en meer bepaald die waarbij een versoepeling van de aanstelling van magistraten van de betrokken rechtbanken en een eventuele specialisatie van die magistraten wordt verzekerd. Overigens gaan de mobiliteitsmaatregelen, met name die met betrekking tot interne mobiliteit, gepaard met nadere regels en rechtsmiddelen die de wettigheid en evenredigheid van die maatregelen waarborgen.

In zoverre zij de artikelen 26, 40, 41 en 147 verwijten een gelijke behandeling in te stellen die niet bestaanbaar zou zijn met de artikelen 10 en 11 van de Grondwet, zijn de in B.22 uiteengezette middelen niet gegrond.

B.24.1. Wat betreft het toewijzen van magistraten aan de verschillende rechtscolleges, in hun configuratie zoals die uit de bestreden hervorming voortvloeit, bevat de wet van 1 december 2013 meerdere bepalingen die wel rekening houden met het persoonlijke statuut van elk van de magistraten, en meer bepaald met het tijdstip van hun benoeming, of nog de juridische grondslag ervan.

Zo preciseert het bestreden artikel 152 dat magistraten die krachtens het vroegere artikel 100 van het Gerechtelijk Wetboek reeds benoemd zijn in of bij verschillende rechtbanken van eerste aanleg van het rechtsgebied van het hof van beroep en die deel uitmaken van verschillende rechtbanken van eerste aanleg van dat rechtsgebied, van rechtswege benoemd zijn in de nieuwe rechtbanken of parketten, zonder toepassing van artikel 287*sexies* van hetzelfde Wetboek en zonder nieuwe eedaflegging. Het voormelde vroegere artikel 100 van het Gerechtelijk Wetboek bepaalde immers, vóór de vervanging ervan bij het bestreden artikel 32, dat « de rechters in en de substituten bij de rechtbanken van eerste aanleg [...] al naargelang het geval, gelijktijdig benoemd [kunnen] worden in of bij verschillende rechtbanken van eerste aanleg van het rechtsgebied van het hof van beroep »; die bepaling was eveneens van toepassing in de arbeidsrechtbanken, voor de rechters en de substituten-arbeidsauditeur, alsmede in de rechtbanken van koophandel voor de rechters.

Overigens bepaalt het nieuwe artikel 100 van het Gerechtelijk Wetboek, zoals het werd vervangen bij het bestreden artikel 32, op zijn beurt dat de pas benoemde magistraten in hoofdorde worden benoemd in één rechtbank, maar in subsidiaire orde in de andere rechtbanken van eerste aanleg van het rechtsgebied van het hof van beroep. Zoals eveneens reeds werd uiteengezet, wordt bij de tweede paragraaf van dat nieuwe artikel 100 de aanwijzing van zulk een magistraat buiten het rechtscollege of het parket waarin hij in hoofdorde benoemd is, aan diverse nadere regels onderworpen.

B.24.2. In zoverre bepaalde verzoekende partijen het bestreden artikel 152 verwijten dat het de magistraten die reeds benoemd zijn op grond van het vroegere artikel 100 van het Gerechtelijk Wetboek anders behandelt dan die welke door artikel 147 van dezelfde wet worden beoogd, vloeit die kritiek voort uit een verkeerde lezing van die bepalingen. Terwijl artikel 147 ertoe strekt, meer bepaald met het oog op de toepassing van de artikelen 26, 40 en 41 van de bestreden wet, elke magistraat te verbinden aan één bepaalde rechtbank, niettegenstaande de uitbreiding van de territoriale basis van de rechtbank waarin of waarbij de magistraat oorspronkelijk werd benoemd, behoudt artikel 152 de band tussen de magistraten die vanaf het begin waren benoemd bij verschillende rechtbanken (het vroegere artikel 100 van het Gerechtelijk Wetboek) en de rechtbanken die daarop zijn gevolgd, als gevolg van de bestreden hervorming. Die bepalingen hebben dus een verschillend onderwerp, maar kunnen in voorkomend geval worden gecombineerd: zo zal, hypothetisch gesproken, een magistraat die vanaf het begin bij twee rechtbanken is benoemd waarvan, wat beide rechtbanken betreft, de territoriale basis is uitgebreid, aan een gecombineerde toepassing van de artikelen 147 en 152 van de bestreden wet worden onderworpen.

B.24.3. In zoverre sommige verzoekende partijen artikel 152 van de bestreden wet overigens verwijten dat het de magistraten die reeds zijn benoemd op grond van het vroegere artikel 100 van het Gerechtelijk Wetboek anders behandelt dan die welke worden beoogd door het nieuwe artikel 100 van het Gerechtelijk Wetboek, zoals vervangen bij het bestreden artikel 32, kan de wetgever niet worden verweten, in het kader van een hervorming met een dergelijke omvang, de eerder gemaakte keuzen te wijzigen, teneinde de nieuwe doelstellingen die hij heeft vooropgesteld te verwezenlijken.

B.24.4. Uit het voorgaande volgt dat, in zoverre de in B.22 uiteengezette middelen aan de artikelen 147 en 152 van de bestreden wet verschillen in behandeling toeschrijven die niet bestaanbaar zouden zijn met de artikelen 10 en 11 van de Grondwet, zij niet gegrond zijn.

5. *Wat betreft de afschaffing van de weddebijslag en de mobiliteitsregeling van de toegevoegde rechters benoemd vóór de inwerkingtreding van de bestreden wet*

B.25. Verschillende verzoekende partijen vergelijken, in het licht van de bestreden mobiliteitsregeling, de situatie van de toegevoegde magistraten benoemd vóór de inwerkingtreding van de bestreden wet met die van andere magistraten.

Die partijen hebben in meerdere opzichten kritiek op gelijke behandelingen en verschillen in behandeling, die niet redelijk verantwoord zouden zijn omdat de wetgever de weddebijslag die aan de toegevoegde magistraten wordt toegekend, heeft afgeschaft (het bestreden artikel 136, tweede lid), terwijl hij hun mobiliteitsregeling handhaaft.

De bedoelde toegevoegde magistraten worden aldus vergeleken :

- met de magistraten die zijn benoemd op grond van het nieuwe artikel 100 van het Gerechtelijk Wetboek (het bestreden artikel 32). Door, op het vlak van mobiliteit, de vroegere toegevoegde magistraten met opdracht in een rechtbank van eerste aanleg gelijk te stellen met de magistraten die zijn benoemd op grond van het voormelde nieuwe artikel 100, zou artikel 150, § 1, van de bestreden wet die twee categorieën van magistraten zonder redelijke verantwoording gelijk behandelen;

- met de magistraten die zijn benoemd op grond van het vroegere artikel 100 van het Gerechtelijk Wetboek, die worden beoogd door het bestreden artikel 152. Het voormelde artikel 150, § 1, zou die twee categorieën van magistraten zonder redelijke verantwoording verschillend behandelen;

- met de magistraten benoemd vóór de inwerkingtreding van de bestreden wet, die worden beoogd in het bestreden artikel 147, eerste lid. Het voormelde artikel 150, § 1, zou die twee categorieën van magistraten zonder redelijke verantwoording verschillend behandelen.

De toegevoegde magistraten met opdracht in de arbeidsrechtbanken worden, ten slotte, vergeleken met de beroepsmagistraten die tot diezelfde rechtbanken behoren, en die worden beoogd door artikel 147, tweede lid, van dezelfde wet. Artikel 150, § 4, van de bestreden wet zou die twee categorieën van magistraten zonder redelijke verantwoording op gelijke wijze behandelen, en dat omdat alleen de eerstgenoemden er bij hun initiële benoeming mee hebben ingestemd hun ambt uit te oefenen in alle arrondissementen van het rechtsgebied van het arbeidshof, zijnde de arrondissementen waarover de nieuwe arbeidsrechtbank rechtsmacht heeft.

B.26.1. Vóór de opheffing ervan bij artikel 23 van de bestreden wet, machtigde artikel 86bis van het Gerechtelijk Wetboek de Koning om toegevoegde rechters te benoemen « per rechtsgebied van het hof van beroep of van het arbeidshof », en regelde het meer bepaald hun aantal, hun ambt en de nadere regels van hun optreden. Het derde lid preciseerde onder meer dat die toegevoegde rechters werden aangewezen om hun ambt volgens de behoeften van de dienst tijdelijk uit te oefenen, bij een of meer rechtbanken van eerste aanleg, arbeidsrechtbanken of rechtbanken van koophandel gelegen binnen het rechtsgebied van, naar gelang van het geval, het hof van beroep of het arbeidshof. In tegenstelling tot de overige rechters, die, bij de invoering van het ambt van toegevoegd rechter, in beginsel hun ambt bij één rechtbank uitoefenden, konden zij hun ambt bij meerdere rechtbanken uitoefenen. Bij artikel 357, § 1, 6°, van het Gerechtelijk Wetboek werd aan die toegevoegde rechters een weddebijslag toegekend, waarvan die bepaling het bedrag vaststelde.

Artikel 86bis van het Gerechtelijk Wetboek werd opgeheven bij artikel 23 van de wet van 1 december 2013. Het voormelde artikel 357, § 1, 6°, werd op zijn beurt opgeheven bij artikel 96, 1°, van de bestreden wet. Ten slotte bepaalt artikel 136, tweede lid, ervan dat, « in afwijking van het eerste lid [...] de toegevoegde rechters en toegevoegde substituten bedoeld in artikel 150 de weddebijslag niet [behouden] ».

B.26.2. Artikel 150, § 1, van de bestreden wet bepaalt onder meer dat de toegevoegde rechters met opdracht in een rechtbank van eerste aanleg, met dezelfde voormelde vrijstellingen van formaliteiten, worden benoemd « in een rechtbank van eerste aanleg waarin zij zijn aangewezen [...] en, in subsidiaire orde, in alle andere rechtbanken van eerste aanleg van het rechtsgebied van het hof van beroep ». Artikel 150, § 4 bepaalt dat de toegevoegde rechters met opdracht in de arbeidsrechtbanken, met dezelfde voormelde vrijstellingen, « in de arbeidsrechtbank van het rechtsgebied van het arbeidshof » worden benoemd.

B.26.3. Tijdens de parlementaire voorbereiding werden de voormelde artikelen 23, 136 en 150 als volgt toegelicht :

« Art. 23 De minister legt uit dat dit artikel tot wijziging van artikel 86bis van het Gerechtelijk Wetboek strekt tot de opheffing van de wettelijke basis voor het benoemen van toegevoegde rechters in de rechtbanken van eerste aanleg, rechtbanken van koophandel en arbeidsrechtbanken. Immers, enerzijds zorgt de territoriale uitbreiding van de arrondissementen ervoor dat wat thans voor mobiliteitsproblemen tussen verschillende arrondissementen zorgt, voor een deel zal kunnen worden teruggebracht tot een kwestie van interne organisatie van de rechtbank van eerste aanleg of van het parket van de procureur des Konings.

Anderzijds, daar de rechtbanken van koophandel, de arbeidsrechtbanken en de arbeidsauditoraten, buiten de uitzonderlijke gevallen Eupen en het rechtsgebied van Brussel, respectievelijk gefuseerd worden tot één rechtbank van koophandel of arbeidsrechtbank of één arbeidsauditoraat per rechtsgebied, zijn de toegevoegde magistraten op dat niveau niet meer verantwoord » (Parl. St., Kamer, 2012-2013, DOC 53-2858/007, pp. 74-75).

« Art. 132 Deze hervorming mag geen inbreuk doen aan de pecuniaire en pensioenrechten van de magistraten, griffiers, secretarissen en het ander gerechtspersoneel binnen de rechtbanken en parketten. Een uitzondering is voorzien voor de premie die voorzien was voor toegevoegde rechters. Omdat deze categorie ophoudt te bestaan en wordt opgenomen in het kader, verdwijnt ook die premie » (Parl. St., Kamer, 2012-2013, DOC 53-2858/001, p. 52-53).

« Art. 144 De minister licht toe dat krachtens deze bepaling de toegevoegde rechters in de rechtbank van eerste aanleg en de toegevoegde substituten van de procureur des Konings worden opgenomen in de personeelsformatie » (Parl. St., Kamer, 2012-2013, DOC 53-2858/007, p. 169).

B.27.1. Zoals blijkt uit de voormelde parlementaire voorbereiding, kan de afschaffing van het ambt van toegevoegd magistraat worden verantwoord door het feit dat de noden die de invoering van dat ambt hadden gerechtvaardigd – de afwezigheid van magistraten, wegens ziekte of een opdracht, alsook werkoverlast opvangen – voortaan werden gelenigd door de bestreden hervorming, en in het bijzonder door de uitbreiding van het rechtsgebied van de rechtbanken en de grotere mobiliteit die gepaard gaat met die uitbreiding van territoriale bevoegdheid.

Aangezien het ambt van toegevoegd magistraat aldus werd afgeschaft, moest eveneens, voor de toekomst, de eraan verbonden weddebijslag worden afgeschaft.

Het Hof moet nagaan of het voor de reeds benoemde toegevoegde magistraten, redelijk verantwoord is de weddebijslag die voordien aan hun ambt verbonden was, af te schaffen, zelfs al blijven die magistraten onderworpen aan de uitgebreide mobiliteitsregeling, die meer bepaald is vastgelegd bij het bestreden artikel 150, §§ 1 en 4.

B.27.2.1. Zoals blijkt uit de bovenvermelde parlementaire voorbereiding, had de invoering bij de wet van 28 maart 2000 van een weddebijslag voor de toegevoegde magistraten tot doel te verhelpen aan de beperkte aantrekkingskracht van dat ambt :

« Men mag immers niet uit het oog verliezen dat de job van toegevoegd magistraat vrij ondankbaar is. Hij wordt ingezet daar waar er problemen zijn en krijgt nooit de gelegenheid om zich ergens in te burgeren.

Daarenboven impliceert de inwerkingtreding van de wet op de Hoge Raad dat de toegevoegde magistraten niet in aanmerking komen om in een adjunct-mandaat te worden aangewezen dit in tegenstelling tot gewone magistraten en art. 100-magistraten, wat toch een belangrijk, weliswaar potentieel, financieel verlies betekent. Tegenover deze nadelen mag wel een financiële compensatie staan » (Parl. St., Kamer, 1999-2000, DOC 50-0307/002, p. 4).

De betrokken weddebijslag had dus in hoofdzaak tot doel de nadelen van het ambt van toegevoegd magistraat te compenseren.

B.27.2.2. De bestreden wet van 1 december 2013 wijzigt in hoofdzaak het statuut van de toegevoegde magistraten benoemd vóór haar inwerkingtreding, wat betreft de nadelen die voorheen aan dat ambt verbonden waren.

Zij genieten voortaan het voordeel van een definitieve aanstelling en worden opgenomen in het kader (artikel 150); door die benoeming komen zij eveneens in aanmerking voor een aanwijzing voor een adjunct-mandaat. Artikel 151 van de bestreden wet bepaalt op zijn beurt dat die magistraten de anciënniteit die zij hebben verworven als toegevoegd magistratuur behouden en rang hebben vanaf de datum van hun benoeming als toegevoegd magistratuur.

Het is bijgevolg redelijk verantwoord dat de toegevoegde magistraten, die, krachtens het voormelde artikel 86bis, reeds waren benoemd « per rechtsgebied van het hof van beroep of van het arbeidshof », niet meer de weddebijslag genieten die ertoe strekte de aan hun ambt verbonden nadelen te compenseren, en dat ondanks het behoud, door de bestreden wet, van een zekere mobiliteit.

B.28.1. De verzoekende partijen bekritisieren de gelijke behandeling van de toegevoegde magistraten en de magistraten benoemd op grond van het nieuwe artikel 100 van het Gerechtelijk Wetboek (het bestreden artikel 32); beide categorieën worden, krachtens de bestreden artikelen 32 en 150, in hoofdorde benoemd in één rechtbank en, in subsidiaire orde, in de andere rechtbanken van het rechtsgebied van het hof van beroep.

B.28.2. Rekening houdend met, enerzijds, de oorspronkelijke benoeming van de vroegere toegevoegde magistraten « per rechtsgebied van het hof van beroep of van het arbeidshof » en de verbetering van hun statuut door de bestreden hervorming en, anderzijds, de in B.26.3 vermelde redenen die de wetgever ertoe hebben gebracht het nieuwe artikel 100 van het Gerechtelijk Wetboek aan te nemen, is het, in het licht van de doelstellingen van de bestreden wet, redelijkerwijze verantwoord dat de toegevoegde magistraten benoemd vóór de inwerkingtreding van de bestreden wet en de magistraten benoemd na de inwerkingtreding van die wet volgens dezelfde nadere regels en met dezelfde waarborgen worden onderworpen aan een mobiliteit die zich uitstrekt over het rechtsgebied van het hof van beroep.

B.29.1. Wat vervolgens de vergelijking betreft tussen de toegevoegde magistraten benoemd vóór de inwerkingtreding van de bestreden wet en de magistraten benoemd op grond van het vroegere artikel 100 van het Gerechtelijk Wetboek, bekritisieren de verzoekende partijen het verschil in behandeling van die twee categorieën van magistraten door de bestreden artikelen 150, § 1, en 152. De eerstgenoemde worden immers in hoofdorde benoemd in één rechtbank en, in subsidiaire orde, in de andere rechtbanken van het rechtsgebied van het hof van beroep, terwijl de magistraten die krachtens het vroegere artikel 100 van het Gerechtelijk Wetboek zijn benoemd in of bij verschillende rechtbanken van eerste aanleg van het rechtsgebied van het hof van beroep en die krachtens de bestreden wet deel uitmaken van verschillende rechtbanken van eerste aanleg van datzelfde rechtsgebied, van rechtswege worden benoemd in de nieuwe rechtbanken of parketten.

B.29.2. Zoals reeds is vermeld, werden de vroegere toegevoegde rechters - wat de rechtbanken van eerste aanleg betreft, die in de voormelde vergelijking in het geding zijn - benoemd, krachtens het vroegere artikel 86bis van het Gerechtelijk Wetboek, « per rechtsgebied van het hof van beroep », en aangewezen « bij een of meer rechtbanken van eerste aanleg [...] gelegen binnen dit rechtsgebied ». Het vroegere artikel 100 van het Gerechtelijk Wetboek bepaalde overigens, wat de op grond van die bepaling benoemde rechters betreft, dat zij « gelijktijdig benoemd [konden] worden in [...] verschillende rechtbanken van eerste aanleg van het rechtsgebied van het hof van beroep ».

Rekening houdend met de oorspronkelijke nadere regels voor aanwijzing van de vroegere toegevoegde rechters en van de rechters die zijn benoemd op grond van het vroegere artikel 100 van het Gerechtelijk Wetboek - beide categorieën kunnen worden aangewezen bij meerdere rechtbanken van eerste aanleg van het rechtsgebied van het hof van beroep -, zijn er geen redenen die verantwoord zijn dat een verschillende regeling aan de laatstgenoemde bij artikel 152 van de bestreden wet is voorbehouden, ten opzichte van die welke bij artikel 150, § 1, van dezelfde wet is voorbehouden aan de eerstgenoemde. Dat verschil in behandeling lijkt des te minder verantwoord omdat het tot gevolg heeft dat de waarborgen waarin het nieuwe artikel 100, § 2, van het Gerechtelijk Wetboek voorziet, en die de vroegere toegevoegde rechters - net zoals de door die bepaling beoogde recent benoemde rechters - genieten, niet van toepassing zijn op de rechters die zijn benoemd op grond van het vroegere artikel 100 van het Gerechtelijk Wetboek. Bovendien zou een handhaving van dat verschil in behandeling tot gevolg hebben dat de korpschefs die bevoegd zijn om over een mobiliteitsmaatregel te beslissen, zouden worden geconfronteerd met een verschillende regeling naargelang de betrokken magistratuur onder de regeling van de artikelen 32 en 150, of die van artikel 152 valt, terwijl beide categorieën gemeen hebben dat zij benoemd zijn op het niveau van het rechtsgebied van het hof van beroep en onderworpen zijn aan een mobiliteit die zich uitstrekt tot dat hele rechtsgebied. Artikel 152 van de wet van 1 december 2013 dient bijgevolg te worden vernietigd.

B.29.3. Omwille van de rechtszekerheid en teneinde de wetgever in staat te stellen om een nieuwe regeling aan te nemen, dienen, met toepassing van artikel 8, derde lid, van de bijzondere wet van 6 januari 1989 op het Grondwettelijk Hof, de gevolgen van de vernietigde bepaling te worden gehandhaafd tot de inwerkingtreding van die door de wetgever aan te nemen nieuwe regeling en uiterlijk tot 31 augustus 2016.

B.30. Wat overigens het verschil in behandeling betreft van de vroegere toegevoegde magistraten en de vroegere magistraten bedoeld in het bestreden artikel 147, eerste lid, dient eraan te worden herinnerd dat die laatste bepaling ertoe strekt - meer bepaald met het oog op de toepassing van de artikelen 26, 40 en 41 van de bestreden wet - elke magistratuur aan een bepaalde rechtbank te verbinden, niettegenstaande de uitbreiding, door de bestreden hervorming, van de territoriale basis van de rechtbank waarin of waarbij de magistratuur oorspronkelijk is benoemd.

Het is redelijk verantwoord dat de wetgever die categorie van magistraten, die zijn benoemd in of bij een bepaalde rechtbank, en de vroegere toegevoegde magistraten die oorspronkelijk werden benoemd, « per rechtsgebied van het hof van beroep », en aangewezen « bij een of meer rechtbanken van eerste aanleg [...] gelegen binnen dit rechtsgebied », niet op dezelfde wijze behandelt.

B.31. De verzoekende partijen bekritisieren ten slotte de gelijke behandeling, die niet verantwoord zou zijn, van de toegevoegde magistraten met opdracht in de arbeidsrechtbanken, bedoeld in artikel 150, § 4, van de bestreden wet, en de « beroepsmagistraten » die tot diezelfde rechtbanken behoren, bedoeld in artikel 147, tweede lid, van dezelfde wet, terwijl alleen de eerstgenoemde ermee zouden hebben ingestemd hun ambt uit te oefenen in alle arrondissementen van het rechtsgebied van het arbeidshof, zijnde de arrondissementen waarover de nieuwe arbeidsrechtbank rechtsmacht heeft.

Rekening houdend, enerzijds, met de oorspronkelijke nadere regels voor aanwijzing van de desbetreffende vroegere toegevoegde magistraten en, anderzijds, met de legitieme redenen waarom de wet van 1 december 2013 de territoriale bevoegdheid van de arbeidsgerechten heeft uitgebreid tot het rechtsgebied van het hof van beroep, is het niet zonder redelijke verantwoording dat de twee voormelde categorieën op het vlak van mobiliteit gelijk worden behandeld, waarbij de wetgever het rechtsgebied van het hof van beroep of van het arbeidshof als kader van die mobiliteit vastlegt.

Een andere oplossing zou de korpschefs die bevoegd zijn om over een mobiliteitsmaatregel te beslissen, overigens hebben gedwongen de toepasselijke regeling te differentiëren naargelang de betrokken magistratuur al dan niet een vroegere toegevoegde magistratuur zou zijn, terwijl die toegevoegde magistraten, ingevolge de verbetering van hun statuut, voortaan worden opgenomen in het kader van de betrokken arbeidsrechtbank.

B.32. Uit het voorgaande volgt dat de grieven niet gegrond zijn.

6. *Wat de andere grieven betreft*

B.33. Sommige verzoekende partijen hebben kritiek op het feit dat de bestreden wet, en meer bepaald de artikelen 3, 26 en 32 ervan, de rechters ongunstiger zouden behandelen dan de griffiers en de andere leden van het gerechtspersoneel, op het vlak van de mobiliteitsregeling die op hen van toepassing is.

B.34.1. Luidens artikel 168 van het Gerechtelijk Wetboek oefent de griffier een gerechtelijke functie uit.

Overigens, luidens artikel 176 van hetzelfde Wetboek, staat de secretaris de procureur-generaal, de federale procureur, de procureur des Konings of de arbeidsauditeur bij.

B.34.2. Hoewel het gerechtspersoneel en de magistraten ambten uitoefenen die in verscheidene aspecten bij elkaar aanleunen, bestaan er tussen die twee ambten essentiële verschillen op het vlak van de aard van de taken die aan de eenen en de anderen zijn opgedragen en op het vlak van de juridische aard van hun statuut.

Magistraten van de zetel hebben een rechtsprekende bevoegdheid; magistraten van het openbaar ministerie vervullen de plichten van hun ambt bij de hoven en rechtbanken om een juiste toepassing van de wet te vorderen, alsook om de vereisten van de openbare orde en het belang van een goede rechtsbedeling te verdedigen. Beide categorieën genieten een door de Grondwet gewaarborgd statuut, gekenmerkt door een onafhankelijkheid, die elke vorm van toezicht op de uitoefening van hun taken – behoudens de in de Grondwet bepaalde gevallen – uitsluit.

De griffier is, luidens artikel 168 van het Gerechtelijk Wetboek, belast met de door de wet opgesomde taken in de griffie en staat de magistraat bij in alle verrichtingen van diens ambt. Luidens artikel 173 van hetzelfde Wetboek voert de secretaris, naast de bijstand van de voormelde magistraten, de andere taken uit van onder meer ondertekening, documentatie, archivering en bewaring, die in die bepaling worden gepreciseerd.

In tegenstelling tot wat geldt voor de magistraten – en met name voor de rechters – bevat de Grondwet, met uitzondering van artikel 154 ervan, geen bepalingen die het statuut van de griffiers en van de parketsecretarissen regelen.

B.34.3. Het verschil in behandeling tussen bepaalde categorieën van personen dat voortvloeit uit de toepassing van een verschillende mobiliteitsregeling ten aanzien van wezenlijk verschillende functies, houdt op zich geen discriminatie in. Van discriminatie zou slechts sprake kunnen zijn, indien het verschil in behandeling dat voortvloeit uit de toepassing van de regels welke in die mobiliteit voorzien een onevenredige beperking van de rechten van de daarbij betrokken personen met zich zou meebrengen.

B.35.1. De artikelen 43, 48, 88 en 89 van de bestreden wet omschrijven, enerzijds, het gebied waarbinnen de leden van de griffie en van het parketsecretariaat worden benoemd en, anderzijds, de mobiliteitsmaatregelen waaraan zij kunnen worden onderworpen. Voor elk van die onderwerpen maakt de wetgever een onderscheid tussen het personeel van niveau A en B en dat van niveau C en D, in die zin dat het rechtsgebied van de benoeming en de mobiliteitsregeling groter zijn voor de eerstgenoemden dan voor de laatstgenoemden.

In de parlementaire voorbereiding wordt die keuze als volgt toegelicht, op een analoge wijze voor de leden van de griffie of van het parketsecretariaat :

« Dit artikel beperkt het grondgebied waarin het gerechtspersoneel benoemd kan worden en dus geacht wordt werkzaam te zijn. Van het gerechtspersoneel, en in het bijzonder van het personeel van niveau C en D kan niet dezelfde mate van inzetbaarheid verlangd worden als van de magistratuur. In het bijzonder geldt dit voor de arbeidsrechtbank en rechtbank van koophandel die het ressort van het hof van beroep omvatten » (*Parl. St.*, Kamer, 2012-2013, DOC 53-2858/001, pp. 35-36).

« De opdracht van een secretaris kan plaatsvinden in om het even welk parketsecretariaat van het rechtsgebied van het hof van beroep of van het arbeidshof.

De opdracht van een personeelslid van de parketsecretariaten kan plaatsvinden in een ander parketsecretariaat van de afdeling van het arrondissement waarin hij is benoemd » (*ibid.*, p. 45).

B.35.2. Uit het voorgaande volgt dat de leden van het gerechtspersoneel ook kunnen worden onderworpen aan mobiliteitsmaatregelen waarvoor hun toestemming niet is vereist en dat, overigens, de omvang van die mobiliteit afhangt van hun hiërarchisch niveau binnen, naar gelang van het geval, de griffie of het parketsecretariaat; dat niveau bepaalt, bij vergelijkbare anciënniteit, doorgaans de omvang van zowel de verantwoordelijkheden als van het loon van de betrokken personeelsleden.

De wetgever kan niet worden verweten dat hij, bij de keuze van de mobiliteitsregeling die op de magistraten toepasselijk zou zijn, rekening heeft gehouden met de omvang van hun verantwoordelijkheden, vermeld in B.34.2. Bovendien kon de wetgever, wat sommige magistraten betreft, ook rekening houden met hun graad van specialisatie.

Uit het voorgaande volgt dat het bestreden verschil in behandeling niet zonder redelijke verantwoording is.

B.36.1. Voor het Hof wordt ook het verschil in behandeling aanhangig gemaakt dat artikel 26 van de bestreden wet zou doorvoeren op het vlak van de rechtsmiddelen : door niet te voorzien in een beroep tegen de beslissing van de voorzitter om de rechters over de afdelingen van het gerechtelijk arrondissement te verdelen en een rechter aan een andere afdeling dan die van zijn oorspronkelijke aanstelling toe te wijzen, zou artikel 26, op ongerechtvaardigde wijze, de magistraten die het voorwerp uitmaken van zulk een toewijzing en die aan wie wordt opgedragen hun ambt uit te oefenen in een ander gerechtelijk arrondissement dan dat waarin zij in hoofdorde waren benoemd of aangewezen, die wel over een dergelijk beroep beschikken op grond van het reeds vermelde nieuwe artikel 330quinquies van het Gerechtelijk Wetboek, verschillend behandelen.

Dat verschil in behandeling zou de artikelen 10 en 11 van de Grondwet, al dan niet in samenhang gelezen met « de beginselen van het recht van verdediging, van tegenspraak en van het recht op toegang tot een rechter » en met de artikelen 6 en 13 van het Europees Verdrag voor de rechten van de mens, schenden.

B.36.2. Zoals is vermeld in B.8.3, staat het beroep voor het directiecomité bedoeld in het reeds voormelde artikel 330quinquies open voor alle magistraten, vanaf het ogenblik dat de mobiliteitsmaatregel een aanstelling impliceert buiten het gerechtelijk arrondissement waarin de magistraat oorspronkelijk of in hoofdorde is benoemd.

Wat betreft de magistraten van de arbeidsrechtbanken en rechtbanken van koophandel – waarvan het rechtsgebied zich uitstrekt tot dat van het hof van beroep –, en zoals de Ministerraad erop wijst, preciseerd artikel 4 van het bijvoegsel bij het Gerechtelijk Wetboek, ingevoegd bij artikel 108 van de bestreden wet, respectievelijk in de punten 4.2, 4.7 en 4.11 ervan, dat de arbeidsrechtbanken en rechtbanken van koophandel van Antwerpen, van Gent en van Luik « [...] rechtsmacht hebben over de arrondissementen [...] », waarvan het aantal, naar gelang van het geval, door de voormelde bepalingen op twee of drie wordt vastgesteld. Daaruit volgt dat een magistraat die tot die rechtbanken behoort, over het bij artikel 330quinquies georganiseerde beroep beschikt vanaf het ogenblik dat hij buiten het arrondissement van zijn oorspronkelijke benoeming wordt aangewezen.

B.36.3. Bij zijn arrest nr. 138 van 15 oktober 2015 heeft het Hof het voormelde artikel 37 vernietigd : enerzijds, omdat die bepaling in een beroep tegen de beslissingen genomen op grond van artikel 100 van het Gerechtelijk Wetboek voorziet, maar niet tegen de beslissingen genomen op grond van de artikelen 90, 151 en 153 van hetzelfde Wetboek; anderzijds, omdat de manier waarop het beroep thans bij het voormelde artikel 37 is georganiseerd niet aan de vereisten voldoet die worden gesteld om dat beroep als een jurisdictieel beroep te kunnen kwalificeren.

B.36.4. Het in B.36.1 vermelde verschil in behandeling vindt zijn oorsprong niet in artikel 26 van de bestreden wet, maar in het feit dat het beroep waarin artikel 37 van de wet van 18 februari 2014 voorziet, niet van toepassing is op, onder meer, de mobiliteitsmaatregelen genomen op grond van artikel 90 van het Gerechtelijk Wetboek, dat bij dat artikel 26 wordt vervangen.

B.36.5. De grieven zijn niet gegrond.

B.37.1. Ten slotte wordt het verschil in behandeling betwist dat de artikelen 26 en 147 van de bestreden wet zouden doorvoeren in het nadeel van de magistraten welke door die bepalingen worden beoogd : die zouden het voorwerp kunnen uitmaken van mobiliteitsmaatregelen zonder dat hun toestemming is vereist, terwijl die toestemming wel wordt geëist door andere bepalingen van die wet.

Ook al is het juist dat meerdere bepalingen van de bestreden wet de voorafgaande toestemming van de betrokken magistraat vereisen, met de mobiliteitsmaatregel die door elk van die bepalingen wordt geregeld, hebben die bepalingen in hoofdzaak betrekking op gevallen van mobiliteit tussen rechtscolleges die verschillen op het vlak van hun materiële bevoegdheid, of tussen rechtscolleges van verschillende niveaus, aanleg en hoger beroep (de artikelen 6, eerste lid, 28, 30 en 57).

Voor het overige regelt artikel 63 ook het bijzondere geval van de houders van zeer specifieke mandaten zoals, bijvoorbeeld, de onderzoeksrechters of de beslagrechters, ten aanzien van wie werd geoordeeld :

« Het behoud van een benoeming op een personeelsformatie is in overeenstemming met artikel 259septies van het Gerechtelijk Wetboek dat bepaalt dat een adjunct of bijzonder mandaat, anders dan het mandaat van rechter en van substituut in de strafuitvoeringsrechtbank, uitsluitend kan worden uitgeoefend in het rechtscollege waar de magistraat op de personeelsformatie wordt aangerekend.

Elke rechtbank van eerste aanleg moet over zijn houders van een specifiek mandaat beschikken. Voor zover zou het voorlopig en om bijzondere redenen nuttig kunnen zijn dat een houder van een bijzonder mandaat een andere rechtbank voorlopig zou kunnen versterken » (*Parl. St.*, Kamer, 2012-2013, DOC 53-2858/001, p. 42).

Aan artikel 149 van de bestreden wet ligt het amendement nr. 161 van de Regering ten grondslag, waarvan de verantwoording luidt als volgt :

« Het huidige voorstel voorziet niet dat de vrederechters en de toegevoegde vrederechters herbenoemd worden in hun kanton en tegelijkertijd in andere kantons van het ressort.

Er moet dus een mechanisme voorzien worden dat toelaat de vrederechters en toegevoegde vrederechters die benoemd werden voor de inwerkingtreding van deze wet, te delegeren » (*Parl. St.*, Kamer, 2012-2013, DOC 53-2858/005, p. 32).

Rekening houdend met die specifieke elementen, is het niet zonder redelijke verantwoording dat de wetgever de voorafgaande toestemming van de betrokken magistraten heeft vereist in de voormelde gevallen, maar die niet heeft vastgelegd in de bestreden artikelen 26 en 147 : die laatste bepalingen regelen immers een geval van interne mobiliteit, namelijk dat waarin wordt overwogen een magistraat aan te stellen in een andere afdeling van dezelfde rechtbank waarin hij oorspronkelijk is benoemd, zelfs indien het territoriale bevoegdheidsgebied van die rechtbank is uitgebreid.

B.37.2. De grief is niet gegrond.

Om die redenen,

het Hof

- vernietigt artikel 152 van de wet van 1 december 2013 tot hervorming van de gerechtelijke arrondissementen en tot wijziging van het Gerechtelijk Wetboek met het oog op een grotere mobiliteit van de leden van de rechterlijke orde;

- handhaaft de gevolgen van de vernietigde bepaling tot de inwerkingtreding van de door de wetgever aan te nemen nieuwe regeling en uiterlijk tot 31 augustus 2016;

- onder voorbehoud van de interpretatie vermeld in B.20.4.4, verwerpt de beroepen voor het overige.

Aldus gewezen in het Frans, het Nederlands en het Duits, overeenkomstig artikel 65 van de bijzondere wet van 6 januari 1989 op het Grondwettelijk Hof, op 15 oktober 2015.

De griffier,

F. Meersschant

De voorzitter,

J. Spreutels

VERFASSUNGSGERICHTSHOF

[2015/204976]

Auszug aus dem Entscheid Nr. 139/2015 vom 15. Oktober 2015

Geschäftsverzeichnisnummern. 5913, 5922 und 5924

In Sachen: Klagen auf völlige oder teilweise Nichtigerklärung des Gesetzes vom 1. Dezember 2013 zur Reform der Gerichtsbezirke und zur Abänderung des Gerichtsgesetzbuches im Hinblick auf eine größere Mobilität der Mitglieder des gerichtlichen Standes, erhoben von André Monhonval, von Fabian Lefebvre und von der VoG «Union professionnelle de la magistrature» und anderen.

Der Verfassungsgerichtshof,

zusammengesetzt aus den Präsidenten J. Spreutels und A. Alen, und den Richtern E. De Groot, L. Lavrysen, J.-P. Snappe, J.-P. Moerman, E. Derycke, T. Merckx-Van Goey, P. Nihoul, F. Daoût, T. Giet und R. Leysen, unter Assistenz des Kanzlers F. Meersschant, unter dem Vorsitz des Präsidenten J. Spreutels,

erlässt nach Beratung folgenden Entscheid:

I. *Gegenstand der Klagen und Verfahren*

a. Mit einer Klageschrift, die dem Gerichtshof mit am 2. Juni 2014 bei der Post aufgegebenem Einschreibebrief zugesandt wurde und am 3. Juni 2014 in der Kanzlei eingegangen ist, erhob André Monhonval, unterstützt und vertreten durch RA G. Generet, in Brüssel zugelassen, Klage auf Nichtigerklärung der Artikel 26 und 147 des Gesetzes vom 1. Dezember 2013 zur Reform der Gerichtsbezirke und zur Abänderung des Gerichtsgesetzbuches im Hinblick auf eine größere Mobilität der Mitglieder des gerichtlichen Standes (veröffentlicht im *Belgischen Staatsblatt* vom 10. Dezember 2013, zweite Ausgabe).

b. Mit einer Klageschrift, die dem Gerichtshof mit am 10. Juni 2014 bei der Post aufgegebenem Einschreibebrief zugesandt wurde und am 11. Juni 2014 in der Kanzlei eingegangen ist, erhob Fabian Lefebvre, unterstützt und vertreten durch RA F. Gavroy und RA F. Jongen, in Arlon zugelassen, Klage auf Nichtigerklärung der Artikel 26 und 147 Absatz 2 desselben Gesetzes.

c. Mit einer Klageschrift, die dem Gerichtshof mit am 10. Juni 2014 bei der Post aufgegebenem Einschreibebrief zugesandt wurde und am 11. Juni 2014 in der Kanzlei eingegangen ist, erhoben Klage auf völlige oder teilweise (Artikel 3, 4, 6, 16, 26, 28, 30, 32, 37, 40, 41, 63, 107, 108, 136 Absatz 2, 147, 149, 150 und 152) Nichtigerklärung desselben Gesetzes: die VoG «Union professionnelle de la magistrature», Jacques Baron, Simon Claisse, Axel Delannay, Thomas Dessoy, Valérie Hansenne, Jules Malaise, Hugues Marchal, Jean-François Marot, Marc-Antoine Poncelet, Véronique Tordeur und Luc Van Malcot, unterstützt und vertreten durch RA X. Close, in Brüssel zugelassen.

Diese unter den Nummern 5913, 5922 und 5924 ins Geschäftsverzeichnis des Gerichtshofes eingetragenen Rechtssachen wurden verbunden.

(...)

II. *Rechtliche Würdigung*

(...)

In Bezug auf die angefochtenen Bestimmungen

B.1. Durch das Gesetz vom 1. Dezember 2013 werden die Gerichtsbezirke reformiert und das Gerichtsgesetzbuch im Hinblick auf eine größere Mobilität der Mitglieder des gerichtlichen Standes abgeändert.

Die klagenden Parteien in den Rechtssachen Nrn. 5913 und 5922 beantragen die Nichtigerklärung von Artikel 26 dieses Gesetzes; die klagende Partei in der erstgenannten Rechtssache beantragt darüber hinaus die Nichtigerklärung von Artikel 147 desselben Gesetzes.

Die klagenden Parteien in der Rechtssache Nr. 5924 beantragen die Nichtigerklärung des Gesetzes vom 1. Dezember 2013 insgesamt. Sowohl aus der Klageschrift als auch aus den zur Untermauerung der Klage angeführten Klagegründen geht jedoch hervor, dass diese sich auf die Bestimmungen dieses Gesetzes bezieht, die «direkt das Prinzip der Mobilität der Magistrate» betreffen. Sie sei, nach Auffassung der klagenden Parteien, somit gegen die Artikel 3 bis 6, 16, 28, 30, 32, 37, 40 und 41, 63, 107 und 108, 136 Absatz 2, 147, 149, 150 und 152 des Gesetzes vom 1. Dezember 2013 gerichtet.

Der Gegenstand der angefochtenen Bestimmungen kann im Wesentlichen wie folgt beschrieben werden:

- Artikel 3 betrifft die Mobilität der Friedensrichter in den einzelnen Kantonen des erweiterten Gerichtsbezirks (und ergänzt Artikel 59 des Gerichtsgesetzbuches);

- Artikel 4 betrifft die Organisation der Polizeigerichte in Abteilungen und deren territoriale Grenzen (und ersetzt Artikel 60 des Gerichtsgesetzbuches);

- Artikel 6 regelt unter anderem die Mobilität der Friedensrichter und Richter am Polizeigericht in den Kantonen des Bezirks und gegebenenfalls des Appellationshofbereiches (und ersetzt Artikel 65 des Gerichtsgesetzbuches);

- Artikel 16 betrifft die verschiedenen Gerichte und ihre territorialen Grenzen (und ersetzt Artikel 73 des Gerichtsgesetzbuches);

- Artikel 26 vertraut unter anderem dem Präsidenten des Gerichts die Aufgabe an, die Richter auf seine Abteilungen zu verteilen, nachdem der in einer anderen Abteilung benannte Richter angehört wurde, und wobei er seine Entscheidung mit Gründen versieht (und ersetzt Artikel 90 des Gerichtsgesetzbuches);

- Artikel 28 regelt die Abordnung von Richtern durch den ersten Präsidenten des Appellationshofes an ein anderes Gericht des Bereichs (und ersetzt hierzu die Absätze 1 bis 5 von Artikel 98 des Gerichtsgesetzbuches);

- Artikel 30 regelt die Abordnung, durch den ersten Präsidenten des Appellationshofes, eines Richters eines der Gerichte des Bereichs an den Appellationshof oder an den Arbeitsgerichtshof (und fügt hierzu einen Artikel 99^{ter} in das Gerichtsgesetzbuch ein);

- Artikel 32 sieht unter anderem die hauptberufliche Ernennung von Richtern bei einem Gericht und die subsidiäre Ernennung bei den anderen Gerichten des Bereichs des Appellationshofes vor (und ersetzt hierzu Artikel 100 des Gerichtsgesetzbuches in der durch die Gesetze vom 15. Juli 1970 und 22. Dezember 1998 abgeänderten Fassung);

- Artikel 37 betrifft die Mobilität der Gerichtsräte der Appellationshöfe und der Arbeitsgerichtshöfe (und ergänzt Artikel 113^{bis} des Gerichtsgesetzbuches);

- Artikel 40 regelt die Verteilung der Staatsanwälte auf die einzelnen Abteilungen der Staatsanwaltschaft durch den Prokurator des Königs (und ändert hierzu Artikel 151 des Gerichtsgesetzbuches in der zuletzt durch das Gesetz vom 17. Mai 2006 abgeänderten Fassung);

- Artikel 41 regelt die Verteilung der Staatsanwälte in den einzelnen Abteilungen des Arbeitsauditors durch den Arbeitsauditor (und ändert hierzu Artikel 153 des Gerichtsgesetzbuches in der zuletzt durch das Gesetz vom 12. April 2004 abgeänderten Fassung);

- Artikel 63 sieht die gleichzeitige Benennung, entsprechend den Erfordernissen des Dienstes, eines Untersuchungsrichters, eines Pfändungsrichters oder eines Richters «am Familien- und Jugendgericht» in einem anderen Gericht des Bereichs vor (und ersetzt hierzu Artikel 259^{septies} des Gerichtsgesetzbuches, der ebenfalls, zu einem späteren Zeitpunkt, durch das Gesetz vom 8. Mai 2014 abgeändert wurde, was die Bezeichnung dieses Gerichts betrifft);

- Artikel 107 legt die territorialen Grenzen der neuen Polizeigerichte fest (und ersetzt hierzu Artikel 3 des Anhangs zum Gerichtsgesetzbuch);

- Artikel 108 legt die territorialen Grenzen der neuen Gerichtsbezirke fest (und ersetzt hierzu Artikel 4 desselben Anhangs);

- Artikel 136 Absatz 2 schafft den Gehaltszuschlag, der zuvor den Komplementärrichtern gewährt wurde, ab (und hebt dazu Artikel 357 Nr. 6 des Gerichtsgesetzbuches auf);

- Artikel 147 sieht die Ernennung der bestehenden Magistrate bei einem Gericht oder einer Staatsanwaltschaft eines erweiterten Bezirks vor;

- Artikel 149 sieht die Abordnung der Komplementärfriedensrichter und der Richter am Polizeigericht zur gleichzeitigen Ausübung ihres Amtes in einem anderen Kanton vor;

- Artikel 150 sieht die subsidiäre Ernennung der Komplementärrichter und Staatsanwälte bei den verschiedenen Gerichten und Staatsanwaltschaften des Bereichs des Appellationshofes, die Ernennung der zuvor an ein Handelsgericht oder ein Arbeitsgericht abgeordneten Komplementärrichter beim Handelsgericht oder beim Arbeitsgericht im Appellationshofbereich und die Ernennung der Komplementärstaatsanwälte beim Arbeitsauditorat des Arbeitsgerichtshofbereiches vor;

- Artikel 152 bestimmt, dass die in Anwendung des (früheren) Artikels 100 des Gerichtsgesetzbuches ernannten Magistrate an oder bei verschiedenen Gerichten erster Instanz des Appellationshofbereiches von Rechts wegen an den neuen Gerichten oder Staatsanwaltschaften ernannt sind.

In Bezug auf die Zulässigkeit der Klagen und den Umfang der Befassung des Gerichtshofes

B.2.1. Bei der Prüfung mehrerer Bestimmungen stellt der Ministerrat das Interesse gewisser klagender natürlicher Personen und der Vereinigung ohne Gewinnerzielungsabsicht «Union professionnelle de la magistrature» (nachstehend: «UPM»), erste klagende Partei in der Rechtssache Nr. 5924, an der Klage in Abrede.

B.2.2. Artikel 142 Absatz 3 der Verfassung und Artikel 2 Nr. 2 des Sondergesetzes vom 6. Januar 1989 über den Verfassungsgerichtshof verpflichten eine juristische Person, die eine Klage auf Nichtigerklärung einreicht, ein Interesse nachzuweisen. Das erforderliche Interesse liegt nur bei jenen Personen vor, deren Situation durch die angefochtene Rechtsnorm unmittelbar und ungünstig beeinflusst werden könnte. Die Popularklage ist unzulässig.

Wenn eine Vereinigung ohne Gewinnerzielungsabsicht, die nicht ihr persönliches Interesse geltend macht, vor dem Gerichtshof auftritt, ist es erforderlich, dass ihr Vereinigungszweck besonderer Art ist und sich daher vom allgemeinen Interesse unterscheidet, dass sie ein kollektives Interesse vertritt, dass die angefochtene Rechtsnorm den Vereinigungszweck beeinträchtigen kann, und dass es sich schließlich nicht zeigt, dass dieser Vereinigungszweck nicht oder nicht mehr tatsächlich erstrebt wird.

B.2.3. Gemäß Artikel 3 ihrer Satzung hat die UPM als Vereinigungszweck «die Förderung und Anwendung von Maßnahmen zur Gewährleistung eines optimalen Funktionierens der Justiz als Garantin für die Rechte und Freiheiten der Bürger» und «die Verteidigung der individuellen Interessen ihrer Mitglieder hinsichtlich ihrer kollektiven Interessen»; dieses Ziel betrifft die Verteidigung eines kollektiven Interesses, und dieses ist besonderer Art und unterscheidet sich vom allgemeinen Interesse. Im Übrigen wird nicht angefochten, dass dieses Ziel tatsächlich verfolgt wird.

Das Gesetz vom 1. Dezember 2013 bezweckt insbesondere, die Gerichtsbezirke zu reformieren und die Mobilität der Mitglieder des gerichtlichen Standes zu stärken. Auf diese Weise kann es sich auf den Vereinigungszweck der UPM und die kollektiven Interessen, die diese klagende Partei verteidigt, auswirken.

Sie besitzt folglich das erforderliche Interesse.

B.2.4. Da einerseits das Interesse der UPM, vor Gericht aufzutreten, nachgewiesen ist und andererseits die anderen klagenden Parteien, deren Interesse, vor Gericht aufzutreten, in Frage gestellt wird, keine anderen Bestimmungen anfechten als diejenigen, die die UPM anfecht, und keine anderen Klagegründe anführen als diejenigen, die durch diese geltend gemacht werden, braucht nicht geprüft zu werden, ob diese klagenden Parteien ebenfalls das erforderliche Interesse nachweisen.

B.3.1. Die wesentlichen Grundsätze der durch das Gesetz vom 1. Dezember 2013 durchgeführten Reform können hinsichtlich der in dieser Sache relevanten Aspekte wie folgt dargelegt werden.

B.3.2. In Bezug auf den territorialen Zuständigkeitsbereich der Gerichte wird die Zahl der Gerichtsbezirke, die die territoriale Basis der Gerichte erster Instanz sind, auf 12 verringert (Artikel 73 des Gerichtsgesetzbuches, ersetzt durch den angefochtenen Artikel 16, und der angefochtene Artikel 108, der Artikel 4 des Anhangs zum Gerichtsgesetzbuch ersetzt). Aufgrund derselben Bestimmungen ist der territoriale Zuständigkeitsbereich der Arbeitsgerichte und Handelsgerichte fortan grundsätzlich derjenige des Appellationshofes, unbeschadet der durch den Gesetzgeber vorgesehenen Ausnahmen. Was die Friedensgerichte betrifft, gibt es eines pro Gerichtskanton, doch fortan wird der für einen Kanton zuständige Friedensrichter subsidiär bei jedem anderem Gerichtskanton des Gerichtsbezirks ernannt (Artikel 59 des Gerichtsgesetzbuches in der durch den angefochtenen Artikel 3 abgeänderten Fassung). Die Polizeigerichte werden ihrerseits fortan auf Ebene des Gerichtsbezirks organisiert (Artikel 60 des Gerichtsgesetzbuches, ersetzt durch den angefochtenen Artikel 4, und der angefochtene Artikel 107, der Artikel 3 des Anhangs zum genannten Gesetzbuch ersetzt).

B.3.3. In Bezug auf die Verteilung der Magistrate auf diese Gerichte und innerhalb derselben wird durch die angefochtenen Bestimmungen den darin angegebenen Korpschefs und Behörden die Aufgabe anvertraut, jeweils Folgendes zu regeln: die Mobilität der Friedensrichter und Richter am Polizeigericht in den Kantonen des Bezirks und gegebenenfalls des Appellationshofbereiches (Artikel 6); die Abordnung der Friedensrichter und der Komplementärrichter am Polizeigericht zur etwaigen gleichzeitigen Ausübung ihrer Ämter in einem anderen Kanton (Artikel 149); die Verteilung der Richter auf die Abteilungen (Artikel 26) und der Staatsanwälte innerhalb einer Staatsanwaltschaft (Artikel 40); die Verteilung der Staatsanwälte auf die verschiedenen Abteilungen eines Arbeitsauditorats (Artikel 41); die Abordnung eines Richters an ein anderes Gericht desselben Appellationshofbereiches (Artikel 28); die gleichzeitige Benennung gewisser spezialisierter Richter in einem anderen Bezirk des Bereichs entsprechend den Erfordernissen des Dienstes (Artikel 63); die Abordnung eines Richters eines der Gerichte des Bereichs an den Appellationshof oder an den Arbeitsgerichtshof (Artikel 30); die Abordnung der Gerichtsräte der Appellationshöfe oder der Arbeitsgerichtshöfe (Artikel 37).

B.3.4. In Bezug auf die Regeln für die Benennung der Magistrate im Rahmen der beanstandeten Reform wird im Gesetz vom 1. Dezember 2013 zwischen der Situation der bereits beim Inkrafttreten dieses Gesetzes ernannten Magistrate und derjenigen der nach diesem Inkrafttreten ernannten Magistrate unterschieden.

In Bezug auf die neu zu ernennenden Magistrate ist in dem angefochtenen Artikel 32, der Artikel 100 des Gerichtsgesetzbuches ersetzt, in Paragraph 1 einerseits vorgesehen, dass die an einem Gericht erster Instanz ernannten Richter subsidiär an den anderen Gerichten erster Instanz des Appellationshofbereiches ernannt sind, und andererseits, dass die bei einer Staatsanwaltschaft des Prokurators des Königs ernannten Staatsanwälte subsidiär bei den anderen Staatsanwaltschaften der Prokurators des Königs des Zuständigkeitsbereichs ernannt sind. Im Paragraph 2 desselben Artikels 32 ist vorgesehen, dass die Bestimmung eines Magistrats außerhalb des Rechtsprechungsorgans oder der Staatsanwaltschaft, in dessen beziehungsweise deren Stellenplan er hauptberuflich ernannt ist, im gegenseitigen Einvernehmen zwischen den jeweiligen Korpschefs nach Anhörung des Betroffenen geregelt wird; im gemeinsamen Beschluss werden die Modalitäten der Bestimmung angegeben, er muss mit Gründen versehen sein und gilt für einen erneuerbaren Zeitraum von höchstens einem Jahr; es wird präzisiert, dass das Einverständnis des Magistrats nicht erforderlich ist. Kommt keine Einigung zustande, so wird die Entscheidung durch den Ersten Präsidenten des Appellationshofes oder den Generalprokurator bei demselben getroffen.

In Bezug auf die beim Inkrafttreten des angefochtenen Gesetzes bereits ernannten Magistrate ist im angefochtenen Artikel 147 Absatz 1 vorgesehen, dass diejenigen, die an einem Gericht oder einer Staatsanwaltschaft eines Bezirks ernannt sind, der einem neuen erweiterten Bezirk angehört, von Rechts wegen an dem neuen Gericht oder bei der neuen Staatsanwaltschaft ernannt sind; Magistrate, die am Arbeitsgericht, am Handelsgericht oder beim Arbeitsauditorat ernannt sind, die bis zur Ebene des Appellationshofbereiches fusioniert werden, sind von Rechts wegen am Arbeitsgericht, am Handelsgericht oder beim Auditorat des Appellationshofbereiches ernannt (Artikel 147 Absatz 2). Im angefochtenen Artikel 152 ist außerdem vorgesehen, dass die Magistrate, die zum Zeitpunkt des Inkrafttretens des Gesetzes in Anwendung des früheren Artikels 100 des Gerichtsgesetzbuches an oder bei verschiedenen Gerichten erster Instanz des Appellationshofbereiches ernannt sind und gemäß diesem Gesetz verschiedenen Gerichten erster Instanz dieses Bereichs angehören, von Rechts wegen unter Einhaltung der vorerwähnten Befreiungen an den neuen Gerichten oder Staatsanwaltschaften ernannt sind. In jedem dieser Fälle ist im Gesetz vorgesehen, dass Artikel 287^{sexies} des Gerichtsgesetzbuches, der die Modalitäten der Bewerbungen im gerichtlichen Stand regelt, nicht Anwendung findet und dass eine weitere Eidesleistung nicht erforderlich ist.

B.3.5. Mit dem Gesetz vom 1. Dezember 2013 wird ebenfalls das Statut der vor dem Inkrafttreten des Gesetzes ernannten Komplementärmagistrate geregelt und dieses Amt künftig abgeschafft (Artikel 23).

Artikel 150 § 1 bestimmt, dass die an ein Gericht erster Instanz abgeordneten Komplementärrichter, die vor dem Inkrafttreten der angefochtenen Bestimmungen ernannt worden sind, von Amts wegen – also ohne neue Bewerbung und ohne weitere Eidesleistung – an einem Gericht erster Instanz, an dem sie zum Zeitpunkt des Inkrafttretens dieses Gesetzes bestimmt waren, und subsidiär an allen anderen Gerichten erster Instanz des Appellationshofbereiches ernannt werden.

In Paragraph 2 desselben Artikels ist vorgesehen, dass die Komplementärstaatsanwälte des Prokurators des Königs bei einer Staatsanwaltschaft des Prokurators des Königs beim Gericht erster Instanz, an die sie abgeordnet waren, und subsidiär bei allen anderen Staatsanwaltschaften des Prokurators des Königs des Bereichs ernannt werden.

Paragraph 3 bestimmt, dass die an das Handelsgericht abgeordneten Komplementärrichter von Amts wegen am Handelsgericht des Appellationshofbereiches ernannt werden.

Paragraph 4 bestimmt, dass die an das Arbeitsgericht abgeordneten Komplementärrichter (mit Ausnahme derjenigen im Sinne von Artikel 63 des Gesetzes vom 19. Juli 2012 zur Reform des Gerichtsbezirks Brüssel) von Amts wegen am Arbeitsgericht des Arbeitsgerichtshofbereiches ernannt werden.

Schließlich ist in Paragraph 5 desselben Artikels 150 vorgesehen, dass die Komplementärstaatsanwälte beim Arbeitsauditorat von Amts wegen beim Arbeitsauditorat des Arbeitsgerichtshofbereiches ernannt werden.

Artikel 136 Absatz 2 des angefochtenen Gesetzes bestimmt, dass die Komplementärrichter und Komplementärstaatsanwälte im Sinne des vorerwähnten Artikels 150 ihren Gehaltszuschlag nicht behalten.

B.3.6. Bei der Prüfung der Verfassungsmäßigkeit der Regelung bezüglich der größeren Mobilität der Magistrate sind zwei andere Gesetze, in denen neue Rechtsmittel vorgesehen sind, zu berücksichtigen.

B.3.7. Das Gesetz vom 15. Juli 2013 «zur Abänderung der Bestimmungen des Gerichtsgesetzbuches mit Bezug auf die Disziplin», mit dem die Disziplinargerichte und die Berufungsdisziplinargerichte eingesetzt werden, sieht in Artikel 413 des Gerichtsgesetzbuches ersetzt, vor, dass das Disziplinargericht mit Beschwerden von Magistraten gegen verhüllte Disziplinarstrafen, deren Opfer sie ihres Erachtens sind, befasst werden können (neuer Artikel 413 § 5). Unter den Bestimmungen, mit denen das Verfahren bei diesen Gerichten organisiert wird, ist in Artikel 30 des vorerwähnten Gesetzes, der Artikel 418 des Gerichtsgesetzbuches ersetzt, insbesondere vorgesehen, dass ein Magistrat, der eine als Ordnungsmaßnahme verdeckte Disziplinarmaßnahme, die in Bezug auf ihn durch einen Korpschef ergriffen wird, anfecht, eine Klage ohne aufschiebende Wirkung gegen diese Maßnahme bei dem Disziplinargericht einreichen kann nach den Modalitäten, die im neuen Artikel 418 § 4 festgelegt sind. Wenn das Disziplinargericht eine als Ordnungsmaßnahme verdeckte Disziplinarmaßnahme für nichtig erklärt, kann der Korpschef des betreffenden Magistrats Berufung gegen dieses Urteil einlegen (Paragraph 2 des neuen Artikels 420 des Gerichtsgesetzbuches, ersetzt durch Artikel 32 des vorerwähnten Gesetzes).

B.3.8. Durch Artikel 37 des Gesetzes vom 18. Februar 2014 «zur Einführung einer autonomen Geschäftsführung für das Gerichtswesen» wird ein Artikel 330quinquies in das Gerichtsgesetzbuch eingefügt, der es einem Magistrat, der damit beauftragt wird, sein Amt in einem anderen Bezirk als demjenigen, in dem er hauptberuflich ernannt oder bestimmt worden ist, auszuüben, erlaubt, eine nicht aufschiebende Nichtigkeitsbeschwerde gegen diese Bestimmung oder diesen Auftrag beim Direktionsausschuss – je nach Fall – des Appellationshofes, des Arbeitsgerichtshofes oder der Generalstaatsanwaltschaft einzureichen.

B.3.9. Durch seinen Entscheid Nr. 138/2015 vom 15. Oktober 2015 hat der Gerichtshof den vorerwähnten Artikel 37 für nichtig erklärt: einerseits, weil in dieser Bestimmung eine Beschwerde gegen die aufgrund von Artikel 100 des Gerichtsgesetzbuches getroffenen Entscheidungen, jedoch nicht gegen die aufgrund der Artikel 90, 151 und 153 desselben Gesetzbuches getroffenen Entscheidungen vorgesehen ist; andererseits, weil die Weise, auf die die Beschwerde derzeit durch den vorerwähnten Artikel 37 geregelt wird, nicht die Erfordernisse erfüllt, die vorgeschrieben sind, damit diese Beschwerde als eine gerichtliche Beschwerde eingestuft werden kann.

B.3.10. In seinem vorerwähnten Entscheid Nr. 138/2015 hat der Gerichtshof jedoch die Folgen des für nichtig erklärten Artikels 37 des Gesetzes vom 18. Februar 2014 bis zum Inkrafttreten der vom Gesetzgeber anzunehmenden neuen Bestimmungen und spätestens bis zum 31. August 2016 aufrechterhalten.

Folglich können bis zu diesem Datum die Magistrate, die Gegenstand einer Mobilitätsmaßnahme sind, auf die der vorerwähnte Artikel 37 Anwendung findet, die durch diese Bestimmung geregelte Beschwerde einreichen.

Nach diesem Datum müssen sie in den Vorteil der gerichtlichen Beschwerde gelangen, die der Gesetzgeber gemäß dem Entscheid Nr. 138/2015 zu organisieren hat.

B.4. Aus der Prüfung der Klagegründe und der angefochtenen Bestimmungen, insgesamt betrachtet, geht hervor, dass die klagenden Parteien die Verfassungsmäßigkeit folgender Aspekte der neuen Regelung bezüglich der Mobilität anfechten:

1. das Fehlen des erforderlichen Einverständnisses des Magistrats, dem eine Mobilitätsmaßnahme auferlegt wird, und die damit verbundenen Modalitäten;
2. die Vereinbarkeit der den Magistraten auferlegten größeren Mobilität mit dem Recht auf gerechte Arbeitsbedingungen und gerechte Entlohnung sowie mit dem Recht auf Achtung des Privatlebens;
3. die Mobilitätsregelung der Magistrate der Arbeitsgerichte und Handelsgerichte im Vergleich zu den anderen Magistraten, darunter diejenigen der Gerichte erster Instanz;
4. die Behandlungsunterschiede und -gleichheiten in der für Magistrate geltenden Mobilitätsregelung, je nach dem Datum ihrer Ernennung;
5. die Abschaffung des Gehaltszuschlags der früheren Komplementärmagistrate und ihre Mobilitätsregelung im Vergleich zu den anderen Magistraten;
6. die anderen beanstandeten Behandlungsunterschiede und -gleichheiten.

B.5.1. Gewisse klagende Parteien unterbreiten dem Gerichtshof Bestimmungen des Gesetzes vom 1. Dezember 2013, die einerseits nicht relevant sind hinsichtlich der angeführten Klagegründe und für die andererseits nicht die Vorschriften von Artikel 6 des Sondergesetzes vom 6. Januar 1989 erfüllt sind. Um den Erfordernissen nach dieser Bestimmung zu entsprechen, müssen die in der Klageschrift vorgebrachten Klagegründe nämlich angeben, welche Vorschriften, deren Einhaltung der Gerichtshof gewährleistet, verletzt wären und welche Bestimmungen gegen diese Vorschriften verstoßen würden, aber auch darlegen, in welcher Hinsicht diese Vorschriften durch die fraglichen Bestimmungen verletzt würden.

Dies ist der Fall für die Artikel 4, 16, 107 und 108, die an sich nicht die Mobilität der Magistrate regeln, sondern den territorialen Zuständigkeitsbereich der Gerichte beziehungsweise die Verteilung der Magistrate auf diese Gerichte und innerhalb derselben, so wie diese Angelegenheiten durch das angefochtene Gesetz geregelt sind.

In Bezug auf die vorerwähnten Artikel 6, 28, 30, 37, 63 und 149 hat der Gesetzgeber außerdem ausdrücklich vorgesehen, dass die von einer Mobilitätsmaßnahme betroffenen Magistrate der betreffenden Bestimmung oder Abordnung zustimmen müssen, so dass die klagenden Parteien nicht das für deren Nichtigerklärung erforderliche Interesse nachweisen.

B.5.2. Aus dem Vorstehenden geht hervor, dass der Gerichtshof nur über folgende Bestimmungen des Gesetzes vom 1. Dezember 2013 befinden muss: Artikel 3; Artikel 26 (in Bezug auf Artikel 90 Absatz 5 des Gerichtsgesetzbuches, den er ersetzt); Artikel 32; die Artikel 40 und 41 (in Bezug auf den Absatz, der durch diese Bestimmungen zu Artikel 151 beziehungsweise Artikel 153 desselben Gesetzbuches hinzugefügt wird); Artikel 136; Artikel 147; Artikel 150 und schließlich Artikel 152. Die Klagen sind im Übrigen nicht zulässig.

Diese Bestimmungen lauten:

«Art. 3. Artikel 59 desselben Gesetzbuches wird durch drei Absätze mit folgendem Wortlaut ergänzt:

’ Der in einem Kanton ernannte Titularfriedensrichter wird subsidiär in jedem Kanton des Gerichtsbezirks, in dem er aufgrund des Gesetzes vom 15. Juni 1935 über den Sprachengebrauch in Gerichtsangelegenheiten ernannt werden kann, ernannt.

Den Erfordernissen des Dienstes entsprechend bestimmt der Präsident der Friedensrichter und Richter am Polizeigericht, unter Einhaltung des Gesetzes vom 15. Juni 1935 über den Sprachengebrauch in Gerichtsangelegenheiten und nachdem er den betreffenden Magistrat angehört hat, einen oder mehrere Friedensrichter, um dieses Amt gleichzeitig in einem oder mehreren Kantonen des Gerichtsbezirks auszuüben.

In dem Bestimmungsbeschluss werden die Gründe für die Bestimmung angegeben und deren Modalitäten festgelegt. ’».

«Art. 26. Artikel 90 desselben Gesetzbuches, ersetzt durch das Gesetz vom 25. April 2007, wird wie folgt ersetzt:

’ Art. 90. Der Präsident ist mit der allgemeinen Leitung und der Organisation des Gerichts beauftragt.

In den durch das Gesetz zur Festlegung des Stellenplans der Gerichtshöfe und Gerichte bestimmten Fällen steht ein Abteilungspräsident dem Präsidenten bei der Leitung des Gerichts und seiner Abteilungen bei.

Der Präsident verteilt die Sachen gemäß der Regelung zur Verteilung der Sachen und gemäß der Geschäftsordnung des Gerichts. Wenn die Erfordernisse des Dienstes es rechtfertigen, kann er einen Teil der einer Kammer zugewiesenen Sachen unter die anderen Kammern der Abteilung aufteilen.

Unter Erfordernis des Dienstes versteht man die Verteilung der Arbeitslast, die Nichtverfügbarkeit eines Richters, eine erforderliche Sachkunde, die geordnete Rechtspflege oder sonstige vergleichbare objektive Gründe.

Der Präsident verteilt die Richter auf die Abteilungen. Wenn er einen Richter in eine andere Abteilung bestellt, hört er den betreffenden Richter an und versieht seine Entscheidung mit Gründen. ’».

«Art. 32. Artikel 100 desselben Gesetzbuches, abgeändert durch die Gesetze vom 15. Juli 1970 und 22. Dezember 1998, wird wie folgt ersetzt:

’ Art. 100. § 1. Die an einem Gericht Erster Instanz ernannten Richter sind unter Einhaltung des Gesetzes vom 15. Juni 1935 über den Sprachengebrauch in Gerichtsangelegenheiten subsidiär an den anderen Gerichten Erster Instanz des Appellationshofbereiches ernannt.

Die bei einer Staatsanwaltschaft des Prokurators des Königs ernannten Staatsanwälte sind unter Einhaltung des Gesetzes vom 15. Juni 1935 über den Sprachengebrauch in Gerichtsangelegenheiten subsidiär bei den anderen Staatsanwaltschaften des Prokurators des Königs des Bereichs ernannt.

§ 2. Die Bestimmung eines Magistrates außerhalb des Rechtsprechungsorgans oder der Staatsanwaltschaft, in dessen/deren Stellenplan er hauptberuflich ernannt ist, wird in gegenseitigem Einvernehmen zwischen den jeweiligen Korpschefs nach Anhörung des Betroffenen geregelt. Im gemeinsamen Beschluss werden die Modalitäten der Bestimmung angegeben.

Im Bestimmungsbeschluss werden die Gründe angegeben, warum ein Magistrat, der hauptberuflich im Stellenplan eines anderen Gerichts oder einer anderen Staatsanwaltschaft ernannt ist, hinzugezogen werden muss, und es werden darin die Modalitäten der Bestimmung festgelegt. Die Bestimmung gilt für einen erneuerbaren Zeitraum von höchstens einem Jahr.

Das Einverständnis des bestimmten Magistrates ist nicht erforderlich.

Bei Ablehnung durch die Korpschefs oder in Ermangelung einer Vereinbarung über die Bestimmungsmodalitäten entscheidet der Erste Präsident des Appellationshofes beziehungsweise der Generalprokurator beim Appellationshof auf der Grundlage einer mit Gründen versehenen Stellungnahme durch die von der Bestimmung betroffenen Korpschefs des Bereichs.

§ 3. Ein gemäß § 1 ernannter Magistrat wird nicht im Stellenplan der Rechtsprechungsorgane oder Staatsanwaltschaften ernannt, in denen er subsidiär ernannt ist.

§ 4. Die am französischsprachigen Gericht Erster Instanz von Brüssel ernannten Richter sind subsidiär am Gericht Erster Instanz von Wallonisch-Brabant ernannt und die am Gericht Erster Instanz von Wallonisch-Brabant ernannten Richter sind subsidiär am französischsprachigen Gericht Erster Instanz von Brüssel ernannt. Die am niederländischsprachigen Gericht Erster Instanz von Brüssel ernannten Richter sind subsidiär am Gericht Erster Instanz von Löwen ernannt und die am Gericht Erster Instanz von Löwen ernannten Richter sind subsidiär am niederländischsprachigen Gericht Erster Instanz von Brüssel ernannt.

Die bei der Staatsanwaltschaft des Prokurators des Königs von Brüssel ernannten Staatsanwälte, einschließlich der in Artikel 150 § 3 erwähnten Staatsanwälte, sind unter Einhaltung des Gesetzes vom 15. Juni 1935 über den Sprachengebrauch in Gerichtsangelegenheiten subsidiär entweder bei der Staatsanwaltschaft des Prokurators des Königs von Wallonisch-Brabant oder bei den Staatsanwaltschaften des Prokurators des Königs von Löwen und von Halle-Vilvoorde ernannt. Die in Wallonisch-Brabant ernannten Staatsanwälte sind subsidiär bei der Staatsanwaltschaft des Prokurators des Königs von Brüssel ernannt und die bei der Staatsanwaltschaft des Prokurators des Königs von Löwen oder bei der Staatsanwaltschaft des Prokurators des Königs von Halle-Vilvoorde ernannten Staatsanwälte sind subsidiär bei der Staatsanwaltschaft des Prokurators des Königs von Brüssel ernannt.

Die am französischsprachigen Handelsgericht von Brüssel ernannten Richter sind subsidiär am Handelsgericht von Wallonisch-Brabant ernannt und die am Handelsgericht von Wallonisch-Brabant ernannten Richter sind subsidiär am französischsprachigen Handelsgericht von Brüssel ernannt. Die am niederländischsprachigen Handelsgericht von Brüssel ernannten Richter sind subsidiär am Handelsgericht von Löwen ernannt und die am Handelsgericht von Löwen ernannten Richter sind subsidiär am niederländischsprachigen Handelsgericht von Brüssel ernannt.

Die am französischsprachigen Arbeitsgericht von Brüssel ernannten Richter sind subsidiär am Arbeitsgericht von Wallonisch-Brabant ernannt und die am Arbeitsgericht von Wallonisch-Brabant ernannten Richter sind subsidiär am französischsprachigen Arbeitsgericht von Brüssel ernannt. Die am niederländischsprachigen Arbeitsgericht von Brüssel ernannten Richter sind subsidiär am Arbeitsgericht von Löwen ernannt und die am Arbeitsgericht von Löwen ernannten Richter sind subsidiär am niederländischsprachigen Arbeitsgericht von Brüssel ernannt.

Die in Brüssel ernannten Staatsanwälte beim Arbeitsauditorat sind unter Einhaltung des Gesetzes vom 15. Juni 1935 über den Sprachengebrauch in Gerichtsangelegenheiten subsidiär beim Arbeitsauditorat von Wallonisch-Brabant oder bei den Arbeitsauditoraten von Löwen und Halle-Vilvoorde ernannt.

§ 5. Die Bestimmung eines in § 4 erwähnten Magistrats außerhalb des Rechtsprechungsorgans oder der Staatsanwaltschaft, in dessen/deren Stellenplan er hauptberuflich ernannt ist, wird gemäß § 2 geregelt.

§ 6. Ein gemäß § 4 ernannter Magistrat wird nicht im Stellenplan des Rechtsprechungsorgans oder der Staatsanwaltschaft ernannt, in dem/der er subsidiär ernannt ist. '».

«Art. 40. Artikel 151 desselben Gesetzbuches, zuletzt abgeändert durch das Gesetz vom 17. Mai 2006, wird wie folgt abgeändert:

1. In Absatz 1 werden die Wörter ' und ein oder mehrere gemäß Artikel 326 Absatz 1 abgeordnete Komplementärstaatsanwälte ' aufgehoben.

2. Absatz 3 wird durch folgenden Satz ergänzt: ' In den durch das Gesetz zur Festlegung des Stellenplans der Gerichtshöfe und Gerichte bestimmten Fällen steht ein Abteilungsprokurator dem Prokurator des Königs bei der Leitung der Staatsanwaltschaft und ihrer Abteilungen bei. '

3. Der Artikel wird durch einen Absatz mit folgendem Wortlaut ergänzt:

' Der Prokurator des Königs verteilt die Staatsanwälte auf die Abteilungen. Wenn der Prokurator des Königs einen Staatsanwalt in eine andere Abteilung bestellt, hört er den betreffenden Staatsanwalt an und versieht seine Entscheidung mit Gründen. '»

«Art. 41. Artikel 153 desselben Gesetzbuches, zuletzt abgeändert durch das Gesetz vom 12. April 2004, wird wie folgt abgeändert:

1. In Absatz 1 wird der zweite Satz aufgehoben.

2. Absatz 2 wird durch folgenden Satz ergänzt: ' In den durch das Gesetz zur Festlegung des Stellenplans der Gerichtshöfe und Gerichte bestimmten Fällen steht ein Abteilungsauditor dem Arbeitsauditor bei der Leitung der Staatsanwaltschaft und ihrer Abteilungen bei. '

3. Der Artikel wird durch einen Absatz mit folgendem Wortlaut ergänzt:

' Der Arbeitsauditor verteilt die Staatsanwälte auf die Abteilungen. Wenn der Arbeitsauditor einen Staatsanwalt in eine andere Abteilung bestellt, hört er den betreffenden Staatsanwalt an und versieht seine Entscheidung mit Gründen. '».

«Art. 136. Die Anwendung des vorliegenden Gesetzes kann die Gehälter, Gehaltserhöhungen, Gehaltszuschläge und Pensionen der Magistrate, der Chefgreffiers und der Chefsekretäre, der Greffiers und der Sekretäre sowie der Personalmitglieder der Kanzleien und der Sekretariate der Staatsanwaltschaft, die zum Zeitpunkt seines Inkrafttretens im Amt sind, nicht beeinträchtigen.

In Abweichung von Absatz 1 behalten die in Artikel 150 erwähnten Komplementärrichter und Komplementärstaatsanwälte den Gehaltszuschlag nicht».

«Art. 147. Magistrate, die zum Zeitpunkt des Inkrafttretens des vorliegenden Gesetzes an einem Gericht oder bei einer Staatsanwaltschaft eines Bezirks ernannt sind, der gemäß dem vorliegenden Gesetz einem neuen erweiterten Bezirk angehört, sind von Rechts wegen an dem neuen Gericht oder bei der neuen Staatsanwaltschaft ernannt, ohne Anwendung von Artikel 287*sexies* des Gerichtsgesetzbuches und ohne weitere Eidesleistung.

Magistrate, die am Arbeitsgericht, am Handelsgericht oder beim Arbeitsauditorat ernannt sind, die gemäß dem vorliegenden Gesetz bis zur Ebene des Appellationshofbereiches fusioniert werden, sind von Rechts wegen am Arbeitsgericht, am Handelsgericht oder beim Arbeitsauditorat des Appellationshofbereiches ernannt, ohne Anwendung von Artikel 287*sexies* des Gerichtsgesetzbuches und ohne weitere Eidesleistung.

Magistrate, die am Gericht Erster Instanz von Eupen ernannt sind, sind subsidiär am Handelsgericht und am Arbeitsgericht von Eupen ernannt. Magistrate, die am Handelsgericht oder am Arbeitsgericht von Eupen-Verviers ernannt sind und die Bedingung in Bezug auf die Kenntnis der deutschen Sprache erfüllen, sind gleichzeitig am Handelsgericht oder Arbeitsgericht von Eupen und subsidiär am Gericht Erster Instanz und, je nach Fall, am Arbeitsgericht oder Handelsgericht ernannt».

«Art. 150. § 1. Die in den Artikeln 80, 86*bis* und 259*sexies* des Gerichtsgesetzbuches erwähnten und an ein Gericht Erster Instanz abgeordneten Komplementärrichter, die vor Inkrafttreten des vorliegenden Gesetzes zum Komplementärrichter ernannt worden sind und deren Situation durch Artikel 63 des Gesetzes vom 19. Juli 2012 zur Reform des Gerichtsbezirks Brüssel nicht geregelt ist, werden von Amts wegen ohne Anwendung von Artikel 287*sexies* des Gerichtsgesetzbuches und ohne weitere Eidesleistung an einem Gericht Erster Instanz, an dem sie zum Zeitpunkt des Inkrafttretens des vorliegenden Gesetzes bestimmt waren, und subsidiär an allen anderen Gerichten Erster Instanz des Appellationshofbereiches ernannt.

§ 2. Die in den Artikeln 326 § 1 und 259*sexies* des Gerichtsgesetzbuches erwähnten Komplementärstaatsanwälte, die vor Inkrafttreten des vorliegenden Gesetzes ernannt worden sind und deren Situation durch Artikel 63 des Gesetzes vom 19. Juli 2012 zur Reform des Gerichtsbezirks Brüssel nicht geregelt ist, werden von Amts wegen unter Einhaltung des Gesetzes vom 15. Juni 1935 über den Sprachengebrauch in Gerichtsangelegenheiten, jedoch ohne Anwendung von Artikel 287*sexies* des Gerichtsgesetzbuches und ohne weitere Eidesleistung bei einer Staatsanwaltschaft des Prokurators des Königs beim Gericht Erster Instanz, an die sie abgeordnet waren, und subsidiär bei allen anderen Staatsanwaltschaften des Prokurators des Königs des Bereichs ernannt.

§ 3. Die an das Handelsgericht abgeordneten Komplementärrichter, die vor Inkrafttreten des vorliegenden Gesetzes zum Komplementärrichter ernannt worden sind, werden von Amts wegen ohne Anwendung von Artikel 287*sexies* des Gerichtsgesetzbuches und ohne weitere Eidesleistung am Handelsgericht des Appellationshofbereiches ernannt.

§ 4. Die an das Arbeitsgericht abgeordneten Komplementärrichter, die vor Inkrafttreten des vorliegenden Gesetzes zum Komplementärrichter ernannt worden sind und deren Situation durch Artikel 63 des Gesetzes vom 19. Juli 2012 zur Reform des Gerichtsbezirks Brüssel nicht geregelt ist, werden von Amts wegen ohne Anwendung von Artikel 287*sexies* des Gerichtsgesetzbuches und ohne weitere Eidesleistung am Arbeitsgericht des Arbeitsgerichtshofbereiches ernannt.

§ 5. Die vor Inkrafttreten des vorliegenden Gesetzes ernannten Komplementärstaatsanwälte beim Arbeitsauditorat werden von Amts wegen ohne Anwendung von Artikel 287*sexies* des Gerichtsgesetzbuches und ohne weitere Eidesleistung beim Arbeitsauditorat des Arbeitsgerichtshofbereiches ernannt».

«Art. 152. Magistrate, die zum Zeitpunkt des Inkrafttretens des vorliegenden Gesetzes in Anwendung von Artikel 100 des Gerichtsgesetzbuches an oder bei verschiedenen Gerichten Erster Instanz des Appellationshofbereiches ernannt sind und gemäß dem vorliegenden Gesetz verschiedenen Gerichten Erster Instanz dieses Bereichs angehören, sind von Rechts wegen ohne Anwendung von Artikel 287*sexies* desselben Gesetzbuches und ohne weitere Eidesleistung an den neuen Gerichten oder Staatsanwaltschaften ernannt».

In Bezug auf die Ziele des Gesetzes vom 1. Dezember 2013

B.6.1. Die allgemeinen Ziele des Gesetzgebers bei der Annahme des Gesetzes vom 1. Dezember 2013 und die Methoden, die er seines Erachtens anwenden musste, um diese Ziele zu erreichen, wurden in der Begründung wie folgt dargelegt:

«[...] Mit dieser Reform werden folgende Ziele angestrebt:

- Eine bessere Geschäftsführung und eine größere Effizienz:

Die Aufgaben und die Mittel der Richterschaft und der Staatsanwaltschaft sind zwischen einer zu hohen Zahl von Gerichten und Bereichen verzettelt. Die Mittel und der Personalbestand werden zentral von Brüssel aus geleitet und erfordern oft Gesetzesbestimmungen oder königliche Erlasse, was zu besonders komplizierten Verfahren führt. Aus diesem Grund sind die organisatorische Struktur und die tägliche materielle Leitung in den verschiedenen Bereichen oft problematisch.

- Die Beseitigung des Rückstands und eine schnellere Rechtsprechung:

[...]

- Eine qualitativ hochwertige Rechtsprechung, bessere Dienstleistungen und eine ausreichende Bürgernähe:

Der Bürger hat auch Anrecht auf eine qualitativ hochwertige Rechtsprechung. Die Sachkenntnis in bestimmten Rechtsbereichen ist zunehmend eine Notwendigkeit für eine reibungslose effiziente Behandlung der Rechtssachen. Die Sachkenntnis setzt ein ausreichendes Angebot an Rechtssachen voraus, um Erfahrung aufzubauen und zu behalten, sowie einen ausreichend großen Personalbestand, um eine Spezialisierung verwirklichen zu können.

Zur Verwirklichung dieser Ziele ist bei den Diskussionen der letzten Jahrzehnte ein weitgehender Konsens über die anzuwendenden Methoden zustande gekommen:

1. Vergrößerung des Maßstabs

In groben Zügen ist die territoriale Struktur der Gerichte immer noch die gleiche wie bei der Entstehung Belgiens im Jahr 1830, ausgehend von der Philosophie, dass der Hauptort von überall her innerhalb eines Tages erreichbar sein sollte (35 bis 50 km). Es besteht also ein sehr großer Spielraum für die Vergrößerung des Maßstabs. Die Vergrößerung des Maßstabs bietet die Gelegenheit, die Mittel und die strategischen Kompetenzen von der zentralen Ebene aus zu übertragen (Dezentralisierung), und soll dazu beitragen, der Verzettelung von Menschen und Mitteln ein Ende zu setzen.

Viele Gerichte haben eine geringe Größe. Einige Gerichte sind sogar äußerst klein. Die Hälfte aller Arbeits- und Handelsgerichte umfasst weniger als fünf Magistrate. Dies macht sie verletzlich in ihrer Organisation, insofern die Nichtverfügbarkeit von einem oder zwei Magistraten sich enorm auf die Bearbeitung der Rechtssachen und auf die Dienstleistung für die Rechtssuchenden auswirkt. Außerdem ist es unmöglich, eine ausreichende Spezialisierung für jede Angelegenheit in den kleinen Gerichten aufzubauen, weil sowohl der Personalbestand als auch das Angebot an Rechtssachen in bestimmten Angelegenheiten zu klein ist.

2. Mobilität und Spezialisierung

Durch die Schaffung größerer Gerichtsbezirke und den Ausbau der Möglichkeiten für die horizontale Mobilität können die Magistrate und das Gerichtspersonal besser entsprechend der Arbeitslast und Spezialisierung eingesetzt werden. Auf diese Weise kann das Personal von einem Ort, wo relativ wenig Tätigkeit besteht, zeitweilig anderswo eingesetzt werden, wo der Bedarf größer ist. Überdies ermöglicht die Vergrößerung des Maßstabs es in bestimmten sehr technischen Bereichen sowohl der Richterschaft als auch der Staatsanwaltschaft stärker spezialisierte Kompetenzzentren aufzubauen. Diese Mobilität wird entsprechend einer besseren Verwaltung der personellen Mittel entwickelt, ohne jedoch der örtlichen Dienstleistung für die Öffentlichkeit zu schaden.

3. Größere Autonomie bei der Geschäftsführung und im Management

[...]

4. Administrative Vereinfachung und ICT

[...]

5. Organisationskultur

[...]» (*Parl. Dok.*, Kammer, 2012-2013, DOC 53-2858/001, SS. 6 bis 9).

B.6.2. Im Übrigen wurden in denselben Vorarbeiten die geplanten Änderungen der territorialen Zuständigkeit der Gerichte wie folgt beschrieben:

«Durch diesen Gesetzentwurf werden 12 Bezirke durch eine Fusion der bestehenden 27 Bezirke geschaffen. Die neuen Bezirke decken sich mit den Provinzen, wobei es angesichts unserer Staatsstruktur einen getrennten Bezirk für Brüssel und Eupen gibt. Dadurch bleiben auch die Bezirke Löwen und Nivelles getrennt. Nivelles wird in Wallonisch-Brabant umbenannt».

«Die Gerichte und Staatsanwaltschaften erhalten auf provinzieller Ebene eine ausreichende Kapazität an personellen Mitteln, was Spielraum für eine größere Spezialisierung bietet».

«Die Arbeitsgerichte und die Handelsgerichte bleiben ebenfalls relativ klein auf Ebene der Provinz. Daher werden diese Gerichte auf Ebene des Appellationshofbereiches organisiert. Es wird also fünf Arbeitsgerichte und fünf Handelsgerichte geben. Die Stellenpläne des Bereichs sind also homogener».

«Die Gerichte und Staatsanwaltschaften werden auf Ebene der Provinz oder des Bereichs organisiert, doch die vorhandenen Sitzungsstandorte bleiben bestehen. Dies gewährleistet den Bürgern, dass sie immer ein ausreichend nahe gelegenes Gericht haben, um ebenfalls die materielle Zugänglichkeit zu wahren. Das Gericht organisiert sich in einzelnen Sitzungsstandorten oder Abteilungen. Außerdem wird dem Gericht eine größere Rolle, sowohl bei der Einteilung der Abteilungen als auch bei der Organisation der Rechtssachen zwischen den Abteilungen verliehen».

«Insbesondere wegen der hohen Zahl von Friedensgerichten gibt es in Belgien eine der höchsten Konzentrationen an geographischen Gerichtsstandorten pro 100 000 Einwohner, nämlich 2,7 geographische Standorte pro 100 000 Einwohner. In Deutschland gibt es 1,4 Standorte pro 100 000 Einwohner, in Frankreich 1, in England-Wales 1,1 und in den Niederlanden 0,4».

«Die Polizeigerichte werden geographisch im neuen Bezirk organisiert. Die Friedensgerichte werden weiterhin nach Kanton organisiert. Die Geschäftsführung der Polizeigerichte und der Friedensgerichte wird jedoch auf Bezirksebene langfristig durch einen eigenen Direktionsausschuss für die Friedensgerichte und die Polizeigerichte besorgt. In diesem Direktionsausschuss tagen der Präsident, der Vizepräsident, der immer eine andere Eigenschaft als der Präsident besitzt, und der Chefgreffier».

«In diesem Gesetzentwurf sind hingegen keine neuen Abteilungen für die Appellationshöfe vorgesehen. Vorher hat ein Antrag auf Schaffung einer Abteilung des Appellationshofes Antwerpen in Hasselt gezeigt, dass die Kosten nicht im Verhältnis zur Sachdienlichkeit stehen» (ebenda, SS. 9-11 und 15).

B.6.3. Schließlich wurde in Bezug auf die größere Mobilität der Magistrate dargelegt:

«Die Verringerung der Anzahl Gerichtsbezirke infolge des Gesetzentwurfs führt bereits zu einer größeren Mobilität, da die Magistrate künftig ebenfalls auf dem Gebiet von fusionierten Bezirken zuständig sein werden.

Es wird dem Korpschef obliegen, seinen neuen Personalbestand auf die am besten geeignete Weise zwischen den verschiedenen Kammern, Sektionen/Abteilungen oder Rechtsprechungsorgane zu verteilen, damit sämtliche Zuständigkeiten des Gerichts oder der Gerichte durch eine ausreichende Anzahl von Personen ausgeübt werden können.

Diese größere interne Mobilität erfordert grundsätzlich kein anderes gesetzgeberisches Auftreten als Übergangsbestimmungen, die hinsichtlich der Regelung der Situation der vor der Reform ernannten Magistrate zum Teil im Gesetzentwurf zur Änderung der Gerichtsbezirke enthalten sind.

[...]

Die Friedensrichter werden hauptberuflich als Friedensrichter in einem Kanton ernannt und subsidiär in den anderen Kantonen des Gerichtsbezirks, in dem der Präsident der Friedensrichter und der Richter am Polizeigericht oder in den Bezirken Brüssel und Eupen der Präsident des Gerichtes erster Instanz sie als Verstärkung in einem oder mehreren Kantonen benennen kann entsprechend der Entwicklung des Bedarfs der Friedensgerichte.

Abgesehen davon, dass dieses System das gleiche ist, wie es in Artikel 100 des Gerichtsgesetzbuches für die Gerichte erster Instanz vorgesehen ist, wird mit dieser Formel vorrangig ein Friedensrichter einem Kanton zugeordnet, in dem er sich beworben hat und in dem er hauptberuflich ernannt wurde.

Außerdem kann der Präsident der Friedensrichter und der Richter am Polizeigericht oder in den Bezirken Brüssel und Eupen der Präsident des Gerichtes erster Instanz entweder diesen Friedensrichter zur Verstärkung in einem anderen Friedensgericht benennen oder zeitweilig einen oder mehrere andere Friedensrichter benennen, um den im Kanton ernannten Friedensrichter zu unterstützen.

Die Richter am Polizeigericht werden innerhalb der im neuen Anhang zum Gerichtsgesetzbuch vorgesehenen territorialen Grenzen ernannt. Eine größere interne Mobilität wird sich aus dieser Vergrößerung des territorialen Zuständigkeitsbereichs ergeben.

Dort, wo diese Grenzen nicht mit den Grenzen des Gerichtsbezirks übereinstimmen, ist eine subsidiäre Ernennung in den einzelnen Polizeigerichten des Gerichtsbezirks vorgesehen.

Artikel 100 des Gerichtsgesetzbuches wird abgeändert. Die in Artikel 100 des Gerichtsgesetzbuches vorgesehene gleichzeitige Ernennung wird in den Gerichten erster Instanz und den Staatsanwaltschaften des Prokurators des Königs verstärkt.

In diesem Gesetzentwurf ist von Amts wegen unter Einhaltung der Gesetze über den Sprachgebrauch eine subsidiäre Ernennung der in einem Gericht erster Instanz ernannten Magistrate bei allen anderen Gerichten erster Instanz des Appellationshofbereiches vorgesehen. Die gleiche Regel gilt für die Magistrate, die in den Staatsanwaltschaften des Prokurators des Königs ernannt sind.

Der Text und die Terminologie werden angepasst, um hervorzuheben, dass die auf der Grundlage dieses Artikels ernannten Magistrate ihr Amt normalerweise in dem Gericht ausüben, in dessen Stellenplan sie ernannt werden, außer wenn zwischen den Korpschefs eine Einigung erzielt wird, damit sie ihre Ämter zeitweilig dort ausüben, wo sie subsidiär ernannt sind.

Da der Stellenplan der Handelsgerichte und der Arbeitsgerichte, mit Ausnahme von Eupen und vom Bereich des Appellationshofes und des Arbeitsgerichtshofes Brüssel, der gleiche für den Bereich ist, sind die Richter am Handelsgericht, die Richter am Arbeitsgericht und die Staatsanwälte beim Arbeitsauditorat von Artikel 100 des Gerichtsgesetzbuches ausgenommen.

Durch diesen Entwurf wird die Reform vom 19. Juli 2012 zur Reform des Gerichtsbezirks Brüssel nicht in Frage gestellt. Es werden spezifische Bestimmungen angenommen, um die Aufteilung der Staatsanwaltschaft und die Trennung der Rechtsprechungsorgane im Bezirk Brüssel zu berücksichtigen» (ebenda, SS. 16-18).

In Bezug auf die Beschwerdegründe

1. *In Bezug auf das Fehlen des erforderlichen Einverständnisses des Magistrats, dem eine Mobilitätsmaßnahme auferlegt wird, und in Bezug auf die damit verbundenen Modalitäten*

B.7.1. Es wird insbesondere bemängelt, dass in den Artikeln 3, 26, 32 und 147 des angefochtenen Gesetzes nicht das vorherige Einverständnis der Magistrate mit den Mobilitätsmaßnahmen, die durch diese Bestimmungen erlaubt seien, vorgeschrieben sei; somit verstießen diese Bestimmungen gegen die Artikel 10 und 11 der Verfassung, gegebenenfalls in Verbindung mit deren Artikel 152 und mit verschiedenen internationale Bestimmungen.

B.7.2. Artikel 152 der Verfassung bestimmt:

«Die Richter werden auf Lebenszeit ernannt. Sie werden in dem durch Gesetz bestimmten Alter in den Ruhestand versetzt und beziehen die durch Gesetz vorgesehene Pension.

Ein Richter darf nur durch ein Urteil suspendiert oder seines Amtes enthoben werden.

Die Versetzung eines Richters darf nur durch eine neue Ernennung und mit seinem Einverständnis erfolgen».

Das in Artikel 152 Absatz 3 vorgesehene Verbot der Versetzung eines Richters ohne dessen Einverständnis soll mit den anderen Bestimmungen desselben Artikels die Unabhängigkeit der Richter von den anderen Gewalten des Staates schützen; ein bei einem bestimmten Rechtsprechungsorgan ernannter Richter soll nicht befürchten, in ein anderes Rechtsprechungsorgan versetzt zu werden wegen der Weise, auf die er Recht spricht, oder aus irgendeinem anderen Grund.

Es kann jedoch nicht davon ausgegangen werden, wie der Staatsrat ebenfalls in seinem Gutachten zu dem Gesetzentwurf, der zu den angefochtenen Bestimmungen geführt hat, bemerkte (*Parl. Dok.*, Kammer, 2012-2013, DOC. 53-2858/001, SS. 105-106), dass diese Verfassungsbestimmung den Gesetzgeber daran hindern würde, Reformen durchzuführen, die eine bessere Rechtspflege bezwecken; das angefochtene Gesetz dient nämlich gemäß den vorerwähnten Vorarbeiten dazu, eine bessere Geschäftsführung und eine größere Effizienz des Gerichtsapparates zu gewährleisten, den Rückstand zu beseitigen und die Rechtspflege zu beschleunigen, sowie schließlich eine qualitativ hochwertige Rechtsprechung und eine bessere Dienstleistung zu fördern, wobei gleichzeitig eine ausreichende Bürgernähe aufrechterhalten wird; zu den Maßnahmen, mit denen diese Ziele erreicht werden sollten, gehört unter anderem eine größere Mobilität der Magistrate.

Im Übrigen empfiehlt das Ministerkomitee des Europarates als Abmilderung des Grundsatzes der Unabsetzbarkeit der Richter, dass «ein Richter ohne sein Einverständnis keine Neueinstellung oder keine anderen gerichtlichen Ämter erhalten dürfte, außer im Fall von Disziplinarsanktionen oder einer Reform der Organisation des Gerichtssystems» (Empfehlung CM/Rec (2010)12 an die Mitgliedstaaten für Richter: Unabhängigkeit, Leistungsfähigkeit und Verantwortlichkeit, Erwägung 52).

B.7.3. Da das Fehlen des Einverständnisses der betreffenden Magistrate im Kontext der durch das Gesetz vom 1. Dezember 2013 durchgeführten Reform nicht unvereinbar ist mit Artikel 152 Absatz 3 der Verfassung, kann nicht von einer Diskriminierung in der Inanspruchnahme der in dieser Verfassungsbestimmung enthaltenen Garantien die Rede sein.

Der Umstand, dass es ebenfalls Regeln in Bezug auf die Mobilität der Beamten gibt, beinhaltet im Gegensatz zu dem, was die klagenden Parteien anführen, nicht, dass der Gesetzgeber die Magistrate und die Beamten künftig auf gleiche Weise behandelt.

B.8.1. Obwohl der Gesetzgeber das Einverständnis der betreffenden Magistrate bei den in den Artikeln 3, 26, 32 und 147 des angefochtenen Gesetzes enthaltenen Maßnahmen nicht vorschreibt, hat er jedoch einerseits verschiedene Maßnahmen vorgesehen, um diese Magistrate möglichst in die gegebenenfalls in Bezug auf sie ins Auge gefassten Mobilitätsmaßnahmen einzubeziehen, und andererseits neue Rechtsmittel gegen die besagten Maßnahmen vorgesehen.

B.8.2. Der Gesetzgeber hat es Magistraten selbst – den Korpschefs – überlassen, die etwaigen beanstandeten Mobilitätsmaßnahmen zu ergreifen, und diese sollen «zeitweiligen Notwendigkeiten» entsprechen (*Parl. Dok.*, Kammer, 2012-2013, DOC 53-2858/007, S. 47). Der Gesetzgeber hat vorgesehen, dass der betreffende Magistrat vorher angehört werden muss und dass die Bestimmung mit Gründen versehen sein muss (Artikel 3, 26 und 32); er hat ebenfalls vorgesehen, dass je nach Fall im Bestimmungsbeschluss die Modalitäten der Bestimmung präzisiert sind (Artikel 3 und 32), dass er nur für einen begrenzten Zeitraum gilt (Artikel 32) und dass er im gegenseitigen Einvernehmen zwischen den betreffenden Korpschefs angenommen werden muss (Artikel 32).

In Bezug auf die Erfordernisse der Begründung und der vorherigen Anhörung des betreffenden Magistrats, heißt es in den Vorarbeiten – wobei diese Erfordernisse mit dem durch den neuen Artikel 413 § 5 des Gerichtsgesetzbuches vorgesehenen Rechtsmittel verbunden sind –, dass diese Erfordernisse dazu dienen, «die Magistrate vor einer missbräuchlichen Anwendung der Mobilität zu schützen» (*Parl. Dok.*, Kammer, 2012-2013, DOC 53-2858/001, S. 30). In Bezug auf die Begründung hebt der Ministerrat zu Recht hervor, dass die Begründung «es dem Adressaten der Maßnahme ermöglicht, die zugrunde liegenden faktischen und juristischen Gründe zu verstehen, deren Richtigkeit und Sachdienlichkeit zu prüfen sowie gegebenenfalls deren Grundlage anzufechten», dass «die gerichtliche Kontrolle der Begründung erweitert wird» und schließlich, dass «in der Entscheidung nicht nur die Erfordernisse des Dienstes, sondern ebenfalls die Gründe, aus denen die etwaigen Anmerkungen und Anfechtungen des betreffenden Magistrats nicht berücksichtigt werden können, begründet werden müssen». Der Staatsrat hatte bereits in seinem vorerwähnten Gutachten hervorgehoben, dass die Entscheidungen der Korpschefs über die Mobilität ihrer Magistrate «nur auf Erwägungen in Bezug auf die Erfordernisse des Dienstes beruhen [dürfen]» und, dass sie «keine verhüllten Disziplinarsanktionen beinhalten und [...] auch nicht mit einer anderen Form des Befugnismissbrauchs oder der Befugnisüberschreitung behaftet sein [dürfen]» (*Parl. Dok.*, Kammer, 2012-2013, DOC 53-2858/001, S. 107). Ebenso wurde während der Vorarbeiten präzisiert, dass «in der Begründung ebenfalls auf die durch den Magistrat bei der Anhörung geäußerten Elemente geantwortet werden muss» (*Parl. Dok.*, Senat, 2013-2014, Nr. 5-2212/4, S. 9).

B.8.3. Die Rechtsmittel, die ein Magistrat anwenden kann, der Gegenstand einer Mobilitätsmaßnahme ist, werden durch die vorerwähnten Gesetze vom 15. Juli 2013 und 18. Februar 2014 geregelt.

Im Wesentlichen ist im Gesetz vom 15. Juli 2013 vorgesehen, dass das Disziplinargericht insbesondere mit Beschwerden der Magistrate gegen eine als Ordnungsmaßnahme verdeckte Disziplinarmaßnahme befasst werden kann, deren Opfer sie ihrer Auffassung nach sind (neuer Artikel 413 § 5 des Gerichtsgesetzbuches). Während der Vorarbeiten wurde ausdrücklich bestätigt, dass unter den verkappten Disziplinarstrafen, über die das Disziplinargericht befinden kann, «auch die verhüllten Disziplinarmaßnahmen zu verstehen sind, die sich auf die Mobilität der Magistrate beziehen» (*Parl. Dok.*, Kammer, 2012-2013, DOC 53-2858/007, S. 83).

Im Übrigen bietet das Gesetz vom 18. Februar 2014 einem Magistrat, der beauftragt wird, sein Amt in einem anderen Bezirk als demjenigen, in dem er hauptberuflich ernannt oder bestimmt wurde, auszuüben, die Möglichkeit, eine Nichtigkeitsbeschwerde gegen diese Maßnahme bei dem für ihn zuständigen Direktionsausschuss einzulegen (neuer Artikel 330quinquies desselben Gesetzbuches). In den Vorarbeiten zu diesem Gesetz wurde darauf verwiesen, dass im Rahmen dieser Beschwerde die vernünftige Beschaffenheit der Mobilitätsentscheidung beurteilt werden könnte (*Parl. Dok.*, Kammer, 2013-2014, DOC 53-3068/004, S. 57). Im gleichen Sinne präzisiert der Ministerrat, dass die Gründe, die zur Untermauerung der Beschwerde im Sinne dieses Artikels 330quinquies angeführt werden könnten, umfangreicher seien als diejenigen, die im Rahmen des vorerwähnten Artikels 413 § 5 des Gerichtsgesetzbuches angeführt werden könnten; in diesem Rahmen «kann jede Kritik bezüglich der Rechtmäßigkeit und der Befugnisüberschreitung angeführt werden, einschließlich der Sachdienlichkeit und der Richtigkeit der Begründung, aber auch die Grundsätze der guten Verwaltung und der Verhältnismäßigkeit, was eine Abwägung der betreffenden Interessen beinhaltet»; im Übrigen bezweckt diese Beschwerde, «vor dem Direktionsausschuss, also einer kollegialen Instanz, die Gültigkeit und die vernünftige Beschaffenheit der Mobilitätsentscheidung zu beurteilen»; dieselbe Partei führt ebenfalls an, dass «diese hierarchische Beschwerde nicht nur den Magistraten des Gerichtes erster Instanz und der Staatsanwaltschaft vorbehalten wird, sondern für alle Magistrate, ohne Unterschied, möglich sein wird».

Schließlich wurde während der Vorarbeiten zum selben Gesetz vom 18. Februar 2014 ausdrücklich präzisiert, dass die beiden vorerwähnten Rechtsmittel einander nicht ausschließen (*Parl. Dok.*, Kammer, 2013-2014, DOC 53-3068/004, S. 27).

B.8.4. Folglich hat der Gesetzgeber, selbst wenn er die beanstandeten Mobilitätsmaßnahmen nicht vom Einverständnis des betreffenden Magistrats abhängig gemacht hat, dennoch Maßnahmen und Rechtsmittel vorgesehen, um sich zu vergewissern, dass die genannten Maßnahmen gerechtfertigt sind hinsichtlich der Ziele des angefochtenen Gesetzes, rechtlich begründet sind – insbesondere hinsichtlich der Erfordernisse des Dienstes – und schließlich verhältnismäßig sind.

B.8.5. Unter Berücksichtigung des vorerwähnten Entscheids des Gerichtshofes Nr. 138/2015 und wie in B.3.10 angeführt wurde, können die Magistrate, die Gegenstand einer Mobilitätsmaßnahme sind, auf die der vorerwähnte Artikel 330quinquies des Gerichtsgesetzbuches Anwendung findet, die durch diese Bestimmung geregelte Beschwerde bis zum Inkrafttreten der gerichtlichen Beschwerde ausüben, die der Gesetzgeber gemäß dem vorerwähnten Entscheid zu organisieren hat. Ab diesem Datum müssen sie in den Vorteil dieses neuen Rechtsmittels gelangen.

B.9. Aus dem Vorstehenden ergibt sich, dass, unter Berücksichtigung der Präzisierungen in B.8.2 und B.8.3, die Artikel 3, 26, 32 und 147 des angefochtenen Gesetzes, insofern sie das vorherige Einverständnis der Magistrate mit den durch die genannten Bestimmungen zugelassenen Mobilitätsmaßnahmen nicht erfordern, nicht gegen die Artikel 10 und 11 der Verfassung, gegebenenfalls in Verbindung mit deren Artikel 152, verstoßen.

Die Verbindung der Artikel 10 und 11 der Verfassung mit den geltend gemachten internationalen Bestimmungen führt nicht zu einer anderen Schlussfolgerung.

2. In Bezug auf das Recht auf gerechte Arbeitsbedingungen und gerechte Entlohnung sowie das Recht auf Achtung des Privatlebens

B.10. Die klagenden Parteien in der Rechtssache Nr. 5924 führen an, dass die Bestimmungen gegen die Artikel 10, 11, 22 und 23 Absatz 3 Nr. 1 der Verfassung, gegebenenfalls in Verbindung mit den Bestimmungen von Kapitel VI von Titel III der Verfassung, insbesondere Artikel 154, mit den Artikeln 2 und 4 der Europäischen Sozialcharta, mit Artikel 7 des Internationalen Paktes über wirtschaftliche, soziale und kulturelle Rechte, mit den Artikeln 6 und 8 der Europäischen Menschenrechtskonvention, mit Artikel 14 Absatz 1 des Internationalen Paktes über bürgerliche und politische Rechte und mit Artikel 47 Absatz 2 der Charta der Grundrechte der Europäischen Union, verstießen.

Im Wesentlichen würden die angefochtenen Bestimmungen die geographische Mobilität der Magistrate erweitern, ohne dass Maßnahmen ergriffen würden, um diese zusätzliche Belastung auszugleichen, obwohl diese größere Mobilität sich auf ihre Arbeitsbedingungen, auf ihr Privat- und Familienleben und – unter Berücksichtigung der Fahrtkosten – auf ihr Gehalt, das durch Gesetz festgelegt werden müsse, auswirke.

B.11.1. Das Recht auf Achtung des Privat- und Familienlebens, so wie es durch Artikel 22 der Verfassung und Artikel 8 der Europäischen Menschenrechtskonvention gewährleistet wird, dient im Wesentlichen dazu, die Personen gegen Einmischungen in ihr Privatleben und ihr Familienleben zu schützen.

Diese Bestimmungen schließen eine behördliche Einmischung in das Recht auf Achtung des Privatlebens nicht aus, verlangen jedoch, dass diese Einmischung durch eine ausreichend präzise Gesetzesbestimmung erlaubt wird, dass sie einem zwingenden gesellschaftlichen Bedarf entspricht, und dass sie im Verhältnis zu der damit angestrebten gesetzmäßigen Zielsetzung steht.

B.11.2.1. Artikel 23 der Verfassung bestimmt, dass die wirtschaftlichen, sozialen und kulturellen Rechte unter anderem «das Recht auf gerechte Arbeitsbedingungen und gerechte Entlohnung» umfassen, ohne zu präzisieren, was darunter zu verstehen ist. Es obliegt zwar gemäß derselben Bestimmung dem zuständigen Gesetzgeber, die Bedingungen für die Ausübung des Rechtes auf gerechte Arbeitsbedingungen und gerechte Entlohnung zu präzisieren, doch dieser darf keine Beschränkungen auferlegen, deren Folgen offensichtlich nicht im Verhältnis zum angestrebten Ziel stehen würden, und ebenfalls nicht ohne Notwendigkeit Beschränkungen in Bezug auf bestimmte Kategorien von Personen auferlegen.

B.11.2.2. Die Artikel 2 und 4 der Europäischen Sozialcharta bestimmen:

«Artikel 2. Um die wirksame Ausübung des Rechts auf gerechte Arbeitsbedingungen zu gewährleisten, verpflichten sich die Vertragsparteien:

1. für eine angemessene tägliche und wöchentliche Arbeitszeit zu sorgen und die Arbeitswoche schrittweise zu verkürzen, soweit die Produktivitätssteigerung und andere mitwirkende Faktoren dies gestatten;

[...]

Artikel 4. Um die wirksame Ausübung des Rechts auf ein gerechtes Arbeitsentgelt zu gewährleisten, verpflichten sich die Vertragsparteien:

1. das Recht der Arbeitnehmer auf ein Arbeitsentgelt anzuerkennen, welches ausreicht, um ihnen und ihren Familien einen angemessenen Lebensstandard zu sichern;

[...].»

Obwohl aus Artikel 2 Absatz 1 der Europäischen Sozialcharta und der revidierten Europäischen Sozialcharta hervorgeht, dass die durch diesen Vertrag gewährleisteten gerechten Arbeitsbedingungen «angemessene tägliche und wöchentliche Arbeitszeit» umfassen, obliegt es auch hier dem zuständigen Gesetzgeber, im Einzelnen den Inhalt dieser Verpflichtung festzulegen.

Artikel 7 des Internationalen Paktes über wirtschaftliche, soziale und kulturelle Rechte bestimmt:

«Die Vertragsstaaten erkennen das Recht eines jeden auf gerechte und günstige Arbeitsbedingungen an, durch die insbesondere gewährleistet wird

a) ein Arbeitsentgelt, das allen Arbeitnehmern mindestens sichert

i) angemessenen Lohn und gleiches Entgelt für gleichwertige Arbeit ohne Unterschied; insbesondere wird gewährleistet, dass Frauen keine ungünstigeren Arbeitsbedingungen als Männer haben und dass sie für gleiche Arbeit gleiches Entgelt erhalten,

ii) einen angemessenen Lebensunterhalt für sie und ihre Familien in Übereinstimmung mit diesem Pakt;

b) sichere und gesunde Arbeitsbedingungen;

c) gleiche Möglichkeiten für jedermann, in seiner beruflichen Tätigkeit entsprechend aufzusteigen, wobei keine anderen Gesichtspunkte als Beschäftigungsdauer und Befähigung ausschlaggebend sein dürfen;

d) Arbeitspausen, Freizeit, eine angemessene Begrenzung der Arbeitszeit, regelmäßiger bezahlter Urlaub sowie Vergütung gesetzlicher Feiertage».

Artikel 6 Absatz 1 der Europäischen Menschenrechtskonvention bestimmt:

«Jedermann hat Anspruch darauf, dass seine Sache in billiger Weise öffentlich und innerhalb einer angemessenen Frist gehört wird, und zwar von einem unabhängigen und unparteiischen, auf Gesetz beruhenden Gericht, das über zivilrechtliche Ansprüche und Verpflichtungen oder über die Stichhaltigkeit der gegen ihn erhobenen strafrechtlichen Anklage zu entscheiden hat. Das Urteil muss öffentlich verkündet werden, jedoch kann die Presse und die Öffentlichkeit während der gesamten Verhandlung oder eines Teils derselben im Interesse der Sittlichkeit, der öffentlichen Ordnung oder der nationalen Sicherheit in einem demokratischen Staat ausgeschlossen werden, oder wenn die Interessen von Jugendlichen oder der Schutz des Privatlebens der Prozessparteien es verlangen oder, und zwar unter besonderen Umständen, wenn die öffentliche Verhandlung die Interessen der Gerechtigkeit beeinträchtigen würde, in diesem Falle jedoch nur in dem nach Auffassung des Gerichts erforderlichen Umfang».

Artikel 14 Absatz 1 des Internationalen Paktes über bürgerliche und politische Rechte bestimmt:

«Alle Menschen sind vor Gericht gleich. Jedermann hat Anspruch darauf, dass über eine gegen ihn erhobene strafrechtliche Anklage oder seine zivilrechtlichen Ansprüche und Verpflichtungen durch ein zuständiges, unabhängiges, unparteiisches und auf Gesetz beruhendes Gericht in billiger Weise und öffentlich verhandelt wird. Aus Gründen der Sittlichkeit, der öffentlichen Ordnung (*ordre public*) oder der nationalen Sicherheit in einer demokratischen Gesellschaft oder wenn es im Interesse des Privatlebens der Parteien erforderlich ist oder – soweit dies nach Auffassung des Gerichts unbedingt erforderlich ist – unter besonderen Umständen, in denen die Öffentlichkeit des Verfahrens die Interessen der Gerechtigkeit beeinträchtigen würde, können Presse und Öffentlichkeit während der ganzen oder eines Teils der Verhandlung ausgeschlossen werden; jedes Urteil in einer Straf- oder Zivilsache ist jedoch öffentlich zu verkünden, sofern nicht die Interessen Jugendlicher dem entgegenstehen oder das Verfahren Ehestreitigkeiten oder die Vormundschaft über Kinder betrifft».

Artikel 47 der Charta der Grundrechte der Europäischen Union bestimmt:

«Recht auf einen wirksamen Rechtsbehelf und ein unparteiisches Gericht

Jede Person, deren durch das Recht der Union garantierte Rechte oder Freiheiten verletzt worden sind, hat das Recht, nach Maßgabe der in diesem Artikel vorgesehenen Bedingungen bei einem Gericht einen wirksamen Rechtsbehelf einzulegen.

Jede Person hat ein Recht darauf, dass ihre Sache von einem unabhängigen, unparteiischen und zuvor durch Gesetz errichteten Gericht in einem fairen Verfahren, öffentlich und innerhalb angemessener Frist verhandelt wird. Jede Person kann sich beraten, verteidigen und vertreten lassen.

[...].»

B.11.3. Artikel 154 der Verfassung schreibt vor, dass die Gehälter der Mitglieder des gerichtlichen Standes durch Gesetz festgelegt werden.

Durch diese Bestimmung sowie durch die Artikel 151, 152 und 155 werden in der Verfassung die wesentlichen Merkmale des Statuts der rechtsprechenden Gewalt festgelegt; diese verfassungsmäßige Verankerung bezweckt vor allem, die Unabhängigkeit der rechtsprechenden Gewalt zu gewährleisten, da diese Unabhängigkeit in einem System der Gewaltenteilung wesentlich ist.

B.12. Es obliegt dem Gerichtshof zu prüfen, ob die größere Mobilität der Magistrate infolge der angefochtenen Bestimmungen die in B.11 angeführten Bestimmungen verletzt, da nach Auffassung der klagenden Parteien diese größere Mobilität nicht durch irgendeinen Vorteil, weder *in natura* - wie die Berücksichtigung der Fahrtzeiten oder die Verringerung der Anzahl der zu behandelnden Akten -, noch finanziell, insbesondere in Form einer Erstattung der durch die größere Mobilität verursachten Kosten, ausgeglichen werde.

B.13.1. Das Gesetz vom 1. Dezember 2013 führt zu einer größeren geographischen Mobilität, und zwar auf mehreren Ebenen.

Ohne das Einverständnis der betreffenden Magistrate vorzuschreiben, erlauben die angefochtenen Artikel 3, 26, 40, 41, 147 und 150 die Mobilität der Magistrate der Richterschaft oder der Staatsanwaltschaft, je nach Fall, innerhalb der verschiedenen Abteilungen desselben Gerichts (Mobilität, die nachstehend mit dem Begriff «interne Mobilität» bezeichnet wird) oder zwischen den Rechtsprechungsorganen, die, je nach Fall zum selben Gerichtsbezirk oder zum selben Appellationshofbereich gehören (Mobilität, die nachstehend mit dem Begriff «externe Mobilität» bezeichnet wird).

B.13.2. Die größere Mobilität der Magistrate ist Bestandteil der Ziele des Gesetzgebers. Wie aus den in B.6 zitierten Vorarbeiten hervorgeht, bezweckt das angefochtene Gesetz nämlich eine bessere Geschäftsführung und eine größere Effizienz der Justiz, die Beseitigung des Rückstands und eine schnellere Rechtsprechung sowie eine Verbesserung der Qualität der Rechtsprechung, der Dienstleistung und der Bürgernähe; um diese drei Ziele zu erreichen, greift der Gesetzgeber auf fünf Methoden zurück, darunter eine Vergrößerung des Maßstabs, die Mobilität und die Spezialisierung.

B.13.3. Die beanstandeten Maßnahmen der internen und externen Mobilität sind sachdienlich in Bezug auf die somit durch den Gesetzgeber angestrebten rechtmäßigen Ziele.

Es ist jedoch zu prüfen, ob diese Maßnahmen vernünftig gerechtfertigt sind unter Berücksichtigung insbesondere ihrer Auswirkungen auf die Arbeitsbedingungen, die Entlohnung und das Privatleben der Magistrate, die gegebenenfalls den Mobilitätsmaßnahmen unterliegen.

B.14.1. In Bezug auf die finanziellen Kosten der beanstandeten Mobilitätsmaßnahmen wird in Artikel 363 des Gerichtsgesetzbuches, was die zum Gehalt hinzukommenden Zulagen, Entschädigungen und Vergütungen der Magistrate betrifft, auf diejenigen verwiesen, die den Beamten des administrativen Standes gewährt werden; diese werden nämlich «im gleichen Maße und unter den gleichen Bedingungen» den Magistraten des gerichtlichen Standes gewährt. Zu den somit auf die Magistrate für anwendbar erklärten Bestimmungen gehören insbesondere der königliche Erlass vom 18. Januar 1965 «zur Einführung einer allgemeinen Regelung über Fahrtkosten» und der königliche Erlass vom 3. Mai 2007 «in Bezug auf die Übernahme der Kosten der Mitglieder des föderalen Personals für die Nutzung öffentlicher Verkehrsmittel zwischen Wohnort und Arbeitsplatz durch den Staat und bestimmte föderale öffentliche Einrichtungen».

Indem somit ausdrücklich für die Gehaltszuschläge der Magistrate auf die für die Beamten geltenden Regeln verwiesen wird – darunter diejenigen in Bezug auf die vorerwähnten Reise- und Fahrtkosten –, erfüllt Artikel 363 des Gerichtsgesetzbuches die Vorschrift von Artikel 154 der Verfassung, insofern dieser Artikel das Eingreifen des Gesetzgebers erfordert; es kann folglich diesbezüglich nicht von einer Diskriminierung im Genuss der in dieser Bestimmung enthaltenen Garantie die Rede sein.

Insofern die klagenden Parteien einen Entwurf eines Rundschreibens erwähnen, das insbesondere auf die Magistrate anwendbar sei und «Richtlinien für die Vorlage und Erstattung der Reise-, Aufenthalts- und Fahrtkosten» enthalte, sowie die Frage nach der Vereinbarkeit dieses Textes mit Artikel 154 der Verfassung aufgreifen, entzieht sich diese Frage im Übrigen der Zuständigkeit des Gerichtshofes.

B.14.2. Wie vorstehend bemerkt wurde, ist in den vorerwähnten königlichen Erlassen vom 18. Januar 1965 und vom 3. Mai 2007 die Erstattung der Reise- und Fahrtkosten vorgesehen, einschließlich also derjenigen, die diesen Magistraten infolge der gegebenenfalls auf sie angewandten Mobilitätsmaßnahmen entstehen würden.

Der königliche Erlass vom 18. Januar 1965 deckt die Kosten im Zusammenhang mit «Reisen im Dienst des Staates» (Artikel 1); auch wenn vorgesehen ist, dass die Dienststreifen grundsätzlich mit dem Transportmittel durchgeführt werden müssen, das das preiswerteste ist (Artikel 3), kann jedoch die Benutzung eines persönlichen Transportmittels erlaubt werden (Artikel 4 und Kapitel II Abschnitt 3 desselben Erlasses).

Der königliche Erlass vom 3. Mai 2007 deckt die Fahrten zwischen Wohnort und Arbeitsplatz (Artikel 2); er ist ausdrücklich anwendbar auf die Mitglieder des Personals des gerichtlichen Standes (Artikel 1 Nr. 5). Sofern diese Fahrten mit öffentlichen Verkehrsmitteln durchgeführt werden, gewährleisten die Behörden deren kostenlose Nutzung unter den in Artikel 2 präzisierten Bedingungen. Die Nutzung persönlicher Transportmittel kann ebenfalls erlaubt werden unter den Bedingungen und gemäß den Modalitäten, die in Kapitel III desselben Erlasses festgelegt sind.

Unter den Bedingungen und gemäß den Modalitäten, die durch das Steuerrecht festgelegt sind, kann schließlich jeder Arbeitnehmer die notwendigen Fahrtkosten für den Erwerb oder den Erhalt seiner Berufseinkünfte als Werbungskosten abziehen.

Aus dem Vorstehenden ergibt sich, dass nicht behauptet werden kann, dass die Kosten der etwaigen zusätzlichen Fahrten infolge der beanstandeten Mobilitätsmaßnahmen – ungeachtet dessen, ob es sich um Fahrten zwischen Wohnort und Arbeitsplatz handelt, oder, im Fall von mehreren Arbeitsplätzen, zwischen diesen handelt – durch den betreffenden Magistrat selbst getragen werden müssten.

B.15. Bezüglich der Berücksichtigung der Dauer der etwaigen zusätzlichen Fahrten infolge der beanstandeten Mobilitätsmaßnahmen ist anzumerken, dass der Gesetzgeber den Korpschefs die Verantwortung für das Ergreifen dieser Maßnahmen anvertraut hat.

Obwohl der Gesetzgeber nicht das Einverständnis der betreffenden Magistrate vorschreibt, müssen diese angehört werden, so dass eine vorherige Konzertierung mit den Korpschefs gewährleistet ist. Im Rahmen der konkreten Umsetzung der Mobilitätsmaßnahmen müssen die Korpschefs darauf achten, dass die Arbeitslast und die Arbeitsdauer der betreffenden Magistrate vernünftig bleiben, wobei die Fahrten ebenfalls berücksichtigt werden müssen.

B.16. Andererseits kann ein Magistrat, der aufgrund der angefochtenen Bestimmungen einer Mobilitätsmaßnahme unterliegt, seine Rechte geltend machen, indem er die in den neuen Artikeln 330quinquies und 413 des Gerichtsgesetzbuches vorgesehenen Rechtsmittel nutzt, wobei Beschwerden dem Direktionsausschuss, dem der Magistrat untersteht, beziehungsweise dem Disziplinargericht unterbreitet werden können.

Im Rahmen dieser Rechtsmittel – die einander nicht ausschließen – kann ein Magistrat, der einer Mobilitätsmaßnahme unterliegt, nicht nur die etwaige Nichtbeachtung der vorerwähnten zwingenden Modalitäten geltend machen, sondern, entsprechend den jeweiligen Zuständigkeiten der vorerwähnten Instanzen, auch die Rechtswidrigkeit dieser Maßnahme – insbesondere, dass es sich um eine als Ordnungsmaßnahme verdeckte Disziplinarmaßnahme handele oder dass sie mit Befugnismissbrauch oder Befugnisüberschreitung behaftet sei. Der betreffende Magistrat kann auch geltend machen, dass diese Mobilitätsentscheidung nicht «vernünftig» sei (*Parl. Dok.*, Kammer, 2013-2014, DOC 53-3068/004, S. 57). Er kann also geltend machen, dass die Maßnahme, unter Berücksichtigung des Umfangs der Auswirkungen der ihm gegenüber ergriffenen Mobilitätsmaßnahme auf seine Arbeitsbedingungen oder sein Privat- oder Familienleben, nicht als vernünftig angesehen werden könne. Er kann ebenfalls das Fehlen einer Sachdienlichkeit oder Verhältnismäßigkeit der Mobilitätsmaßnahme hinsichtlich der Ziele des angefochtenen Gesetzes oder der Erfordernisse des Dienstes geltend machen, da je nach Fall der Umfang und die Dauer der Fahrten, die die genannte Maßnahme erfordert, die in der Arbeitsdauer des betreffenden Magistrats zu berücksichtigen seien, für die ordnungsgemäße Verwaltung seines Büros von Nachteil seien.

Gegebenenfalls kann der Direktionsausschuss (Artikel 330quinquies Absatz 1) oder das Disziplinargericht (Artikel 420 § 2 Absatz 4) die ihm unterbreitete Mobilitätsmaßnahme für nichtig erklären.

Wie bereits bemerkt wurde, soll die gerichtliche Beschwerde, die der Gesetzgeber gemäß dem Entscheid Nr. 138/2015 des Gerichtshofes zu organisieren hat, den betreffenden Magistraten einen angemessenen Rechtsschutz sichern.

B.17. Aus dem Vorstehenden ergibt sich, dass die angefochtenen Bestimmungen nicht auf ungerechtfertigte Weise das Recht auf gerechte Arbeitsbedingungen und gerechte Entlohnung sowie das Recht auf Achtung des Privatlebens verletzen.

Die aus einem Verstoß gegen die Artikel 10, 11, 22 und 23 Absatz 3 Nr. 1 der Verfassung, gegebenenfalls in Verbindung mit den angeführten Vertragsbestimmungen, abgeleiteten Klagegründe sind unbegründet.

3. *In Bezug auf die Mobilitätsregelung der Magistrate der Arbeitsgerichte und Handelsgerichte im Vergleich zu den anderen Magistraten, darunter diejenigen der Gerichte erster Instanz*

B.18.1. Mehrere klagende Parteien vergleichen hinsichtlich der beanstandeten Mobilitätsregelung die Lage der Magistrate – je nach Fall der Richterschaft, der Staatsanwaltschaft oder des Auditorats – der Arbeitsgerichte und der Handelsgerichte mit der Lage anderer Kategorien von Magistraten.

So werden die Magistrate der Arbeitsgerichte und Handelsgerichte verglichen:

- auf der Grundlage der Artikel 26, 32, 41 und 147 Absätze 1 und 2 des angefochtenen Gesetzes, mit den Magistraten des Gerichts erster Instanz;

- auf der Grundlage der Artikel 147 Absatz 2 und 153 desselben Gesetzes, mit den Sozialrichtern, den Handelsrichtern und den stellvertretenden Richtern.

B.18.2. Überdies wird die Situation der am Arbeitsgericht Arlon ernannten Magistrate mit derjenigen der an den anderen Arbeitsgerichten, insbesondere von Nivelles und von Brüssel, ernannten Magistrate verglichen.

B.19.1. Was die Mobilitätsregelung der Magistrate der Arbeitsgerichte und Handelsgerichte im Vergleich zu der für die Magistrate eines Gerichtes erster Instanz geltenden Regelung betrifft, bemängeln die klagenden Parteien im Wesentlichen den Umstand, dass, während die Letztgenannten einer auf den – gegebenenfalls durch das angefochtene Gesetz erweiterten – Gerichtsbezirk begrenzten Mobilität unterlägen, die Erstgenannten einer Mobilität unterlägen, die sich auf den Appellationshofbereich erstreckte, auf dessen Ebene fortan, abgesehen von Ausnahmen, die Arbeitsgerichte und Handelsgerichte organisiert würden.

B.19.2. Wie während der in B.6.1 und B.6.2 zitierten Vorarbeiten dargelegt wurde, hat der Gesetzgeber sich dafür entschieden, die Arbeitsgerichte und Handelsgerichte auf Ebene des Appellationshofbereiches zu organisieren, angesichts des oft begrenzten Umfangs dieser Gerichte. Diese Vergrößerung des Maßstabs soll einerseits eine bessere Mobilität der Magistrate der betreffenden Gerichte gewährleisten und insbesondere dem Volumen der zu behandelnden Rechtssachen sowie etwaiger Abwesenheiten Rechnung tragen, und andererseits eine etwaige Spezialisierung der betreffenden Magistrate ermöglichen. Im Lichte dieser Ziele ist diese Maßnahme sachdienlich, die darin besteht, die spezifische Situation der Arbeitsgerichte und der Handelsgerichte zu berücksichtigen, indem die Mobilität im Appellationshofbereich organisiert wird.

Unter Berücksichtigung der Erfordernisse der vorherigen Anhörung der betreffenden Magistrate und der verpflichtenden Begründung der geplanten Mobilitätsmaßnahmen sowie der in B.8 angeführten ihnen gebotenen Rechtsmittel entbehrt die größere Mobilität, der die Magistrate der Arbeitsgerichte und Handelsgerichte unterliegen können, nicht einer vernünftigen Rechtfertigung hinsichtlich der genannten Ziele.

B.19.3. Die gerichtliche Beschwerde, die derzeit durch Artikel 330quinquies des Gerichtsgesetzbuches geregelt wird und die der Gesetzgeber gemäß dem Entscheid Nr. 138/2015 des Gerichtshofes zu organisieren hat, soll den betreffenden Magistraten einen angemessenen Rechtsschutz gewährleisten.

B.20.1. Gewisse klagende Parteien bemängeln ebenfalls den Umstand, dass aufgrund des angefochtenen Artikels 147 Absatz 2 die Magistrate, die bereits an einem Handelsgericht oder Arbeitsgericht ernannt seien, nicht in den Genuss einer Übergangsregelung gelangten, die derjenigen gleichwertig sei, die aufgrund von Absatz 1 desselben Artikels den bereits am Gericht erster Instanz und bei der Staatsanwaltschaft ernannten Magistraten geboten werde; während nämlich die bereits an einem Gericht erster Instanz und bei einer Staatsanwaltschaft ernannten Magistrate – im Gegensatz zu ihren neu ernannten Kollegen desselben Gerichts – nicht einer etwaigen Mobilität auf Ebene des Appellationshofbereiches unterlägen, so wie sie durch den neuen Artikel 100 des Gerichtsgesetzbuches (Artikel 32 des angefochtenen Gesetzes) ermöglicht werde, seien die bereits an einem Arbeitsgericht oder einem Handelsgericht ernannten Magistrate aufgrund des angefochtenen Artikels 147 Absatz 2 von Rechts wegen mobil innerhalb der verschiedenen Abteilungen des Gerichts oder des Auditorats, dessen Bereich derjenige des Appellationshofes sei; sie würden daher nach Darlegung der klagenden Parteien in Wirklichkeit durch diese Übergangsbestimmung auf die gleiche Weise behandelt wie die neu ernannten Magistrate. Diese unterschiedliche beziehungsweise gleiche Behandlung sei nicht vernünftig gerechtfertigt.

Im Übrigen sind dieselben klagenden Parteien der Auffassung, dass der Gerichtshof, falls er die vorerwähnte unterschiedliche beziehungsweise gleiche Behandlung als diskriminierend erachten würde, dann ebenfalls beschließen müsste, dass die Paragraphen 3 bis 5 von Artikel 150 des angefochtenen Gesetzes auf übermäßige und diskriminierende Weise die Rechtssicherheit und das berechtigte Vertrauen der Komplementärstaatsanwälte, die an das Arbeitsgericht oder an das Handelsgericht abgeordnet würden, und der Komplementärstaatsanwälte beim Arbeitsauditorat beeinträchtigten.

Aufgrund der Artikel 16 und 108 des angefochtenen Gesetzes sind die Gerichte erster Instanz auf der Ebene der Gerichtsbezirke organisiert, während die Arbeitsgerichte und die Handelsgerichte auf der Ebene des Appellationshofbereiches organisiert sind; es trifft zwar zu, dass die sich daraus ergebende geographische Mobilität im letzteren Fall größer ist als im ersteren, doch sie ist in beiden Fällen als eine «interne» Mobilität zu verstehen, die innerhalb des betreffenden Gerichts und seiner Abteilungen gilt, und daraus werden im angefochtenen Artikel 147 auf eine vernünftig gerechtfertigte Weise die Schlussfolgerungen für die zwei verglichenen Kategorien von Magistraten gezogen.

B.20.2. Artikel 32 des Gesetzes vom 1. Dezember 2013, der Artikel 100 des Gerichtsgesetzbuches ersetzt, regelt hingegen in Paragraph 2 die externe Mobilität, die die subsidiäre Ernennung der Magistrate eines Gerichts erster Instanz bei einem anderen Gericht erster Instanz desselben Appellationshofbereiches betrifft.

Aus dem Umstand, dass in Artikel 147 Absatz 2 und Artikel 32 eine auf den Appellationshofbereich erweiterte Mobilität sowohl für bereits an den Arbeitsgerichten ernannte Magistrate im ersten Fall, als auch für neu ernannte Magistrate an dem Gericht erster Instanz im zweiten Fall vorgesehen ist, kann nicht abgeleitet werden, dass diese Gleichbehandlung gegen die Artikel 10 und 11 der Verfassung verstoßen würde; während es sich in dem einen Fall um eine externe Mobilität handelt, geht es im anderen Fall um eine interne Mobilität.

B.20.3. Da nicht gegen die Artikel 10 und 11 der Verfassung verstoßen wird, braucht der hilfsweise vorgebrachte Klagegrund nicht geprüft zu werden.

B.20.4.1. Die Kritik der klagenden Parteien betrifft ebenfalls die unterschiedlichen Modalitäten, mit denen die Mobilitätsmaßnahmen einhergehen, je nachdem, ob sie auf Artikel 32 des angefochtenen Gesetzes oder aber auf den Artikeln 26, 41 und 147 desselben Gesetzes beruhen.

Nachdem in Paragraph 1 von Artikel 100 des Gerichtsgesetzbuches vorgesehen wurde, dass die neu ernannten Magistrate hauptberuflich an einem Gericht, aber subsidiär an den anderen Gerichten erster Instanz des Appellationshofbereiches ernannt werden, werden durch Paragraph 2 dieses Artikels, ersetzt durch Artikel 32 der angefochtenen Gesetzes, für die Bestimmung solcher Magistrate außerhalb des Rechtsprechungsorgans oder der Staatsanwaltschaft, in dem beziehungsweise der sie hauptberuflich ernannt sind, gewisse Modalitäten auferlegt.

B.20.4.2. Unter diesen Modalitäten entsprechen einige der spezifischen Beschaffenheit der ins Auge gefassten Maßnahme der externen Mobilität, und insbesondere den Umstand, dass in diesem Fall zwei Gerichte betroffen sind; so muss die Bestimmung «im gegenseitigen Einvernehmen» zwischen den jeweiligen Korpschefs erfolgen, und im letzten Absatz von Artikel 100 § 2 ist auch der Fall einer Uneinigkeit oder einer Verweigerung vorgesehen, wobei in diesem Fall die Entscheidung dem Ersten Präsidenten des Appellationshofes oder dem Generalprokurator bei diesem Gerichtshof anvertraut wird.

B.20.4.3. Andere Modalitäten sind hingegen identisch oder vergleichbar mit denjenigen, die für die Maßnahmen der internen Mobilität gelten; dies trifft zu für den Umstand, dass das Einverständnis des betreffenden Magistrats nicht erforderlich ist, dass er jedoch vorher angehört werden muss und dass schließlich der Bestimmungsbeschluss mit Gründen versehen sein muss.

B.20.4.4. Im neuen Artikel 100 § 2 des Gerichtsgesetzbuches ist schließlich vorgesehen, dass im Bestimmungsbeschluss «die Modalitäten der Bestimmung festgelegt» werden und dass diese Bestimmung «für einen erneuerbaren Zeitraum von höchstens einem Jahr» gilt.

In Bezug auf die Modalitäten der Bestimmung kann aus dem Umstand, dass in dem angefochtenen Artikel 32 vorgesehen ist, dass diese präzisiert werden müssen, während die Artikel 26 und 41 dies nicht ausdrücklich vorsehen, nicht abgeleitet werden, dass der Korpschef des Magistrats, in Bezug auf den eine (interne) Mobilitätsmaßnahme ins Auge gefasst wird, davon befreit wäre, deren Modalitäten zu präzisieren. Das Erfordernis der Begründung – insbesondere hinsichtlich der Erfordernisse des Dienstes, denen diese Mobilität entsprechen muss – hat nämlich als logische Folge, dass in jedem Beschluss zur internen oder externen Mobilität ausdrücklich deren Modalitäten präzisiert sein müssen, da es andernfalls unmöglich wäre, insbesondere die Verhältnismäßigkeit der Maßnahme zu kontrollieren und gegebenenfalls Rechtsmittel auszuüben. In mehreren anderen Bestimmungen des angefochtenen Gesetzes – wie dessen Artikel 3, 6, 28, 30, 37, 63 und 149 – ist dasselbe Erfordernis vorgesehen, sodass die Artikel 26 und 41 in diesem Sinne auszulegen sind.

Insofern in neuen Artikel 100 § 2 des Gerichtsgesetzbuches vorgesehen ist, dass die Bestimmung für einen erneuerbaren Zeitraum von höchstens einem Jahr gilt, ist festzustellen, dass diese Modalität in den Artikeln 26 und 41 nicht erwähnt ist, und ebenfalls nicht irgendeine zeitliche Begrenzung der Dauer der Bestimmung. Es ist jedoch zu bemerken, dass gemäß den bereits erwähnten Vorarbeiten (*Parl. Dok.*, Kammer, 2012-2013, DOC 53-2858/007, S. 47) die durch das angefochtene Gesetz erlaubten Mobilitätsmaßnahmen dazu dienen, zeitweiligen Notwendigkeiten zu entsprechen.

Die ausdrückliche zeitliche Begrenzung der Maßnahmen der externen Mobilität, während diese Begrenzung für die Maßnahmen der internen Mobilität nicht vorgesehen ist, kann dadurch gerechtfertigt werden, dass die externe Mobilität eine subsidiäre Maßnahme ist, während die interne Mobilität im neuen System die Regel ist.

B.21.1. Wie in B.18 dargelegt wurde, bemängeln mehrere klagende Parteien ebenfalls den Behandlungsunterschied zwischen den Berufsmagistraten der Arbeitsgerichte und der Handelsgerichte einerseits und den Sozialrichtern, Handelsrichtern und stellvertretenden Richtern andererseits. Während die Erstgenannten «von Rechts wegen am Arbeitsgericht, am Handelsgericht oder beim Arbeitsauditorat des Appellationshofbereiches» ernannt würden (Artikel 147 Absatz 2), blieben die Letztgenannten, «die an einem Gericht eines Bezirks ernannt sind, der [...] einem neuen erweiterten Bereich angehört, [...] in der Abteilung ernannt, die den ursprünglichen Bezirk bildete» (Artikel 153).

Während der Vorarbeiten wurde Artikel 153 wie folgt erläutert:

«Die stellvertretenden Richter, die Sozialrichter und die Handelsrichter sind keine Berufsrichter. Es handelt sich um Laienrichter, die oft noch andere Berufstätigkeiten ausüben. Man kann von ihnen nicht das gleiche Maß an Mobilität verlangen. Daher bleiben sie bei der Abteilung ernannt und nicht im erweiterten Bezirk» (*Parl. Dok.*, Kammer, 2012-2013, DOC 53-2858/001, S. 56).

Unter Berücksichtigung des Umstandes, dass die Magistrate im Sinne von Artikel 147 Absatz 2 Berufsmagistrate sind und diejenigen im Sinne von Artikel 153 Richter sind, die dieses Amt ergänzend zu anderen Berufstätigkeiten ausüben, konnte der Gesetzgeber die Erstgenannten einer größeren Mobilität unterwerfen als diejenige, die er vernünftigerweise von den Letztgenannten verlangen konnte.

Artikel 153 des angefochtenen Gesetzes verstößt nicht gegen die Artikel 10 und 11 der Verfassung.

B.21.2. Vorbehaltlich der Auslegung in B.20.4.4 sind die Klagegründe unbegründet.

4. In Bezug auf die Mobilitätsregelung entsprechend dem Datum der Ernennung der Magistrate

B.22. Nach Auffassung der klagenden Parteien verstießen die Artikel 26, 32, 41, 147 und 152 des angefochtenen Gesetzes in mehrfacher Hinsicht gegen die Artikel 10 und 11 der Verfassung. Es wird somit behauptet,

- die vor dem Inkrafttreten des Gesetzes vom 1. Dezember 2013 ernannten Magistrate würden auf die gleiche Weise behandelt wie die nach diesem Inkrafttreten ernannten Magistrate (Artikel 26);

- die vor dem Inkrafttreten des früheren Artikels 100 des Gerichtsgesetzbuches (das heißt in seiner Fassung vor seiner Ersetzung durch Artikel 32 des angefochtenen Gesetzes) ernannten Magistrate würden auf die gleiche Weise behandelt wie die Magistrate, die auf der Grundlage des vorerwähnten früheren Artikels 100 ernannt worden seien (Artikel 26, 41 und 147 Absatz 1);

- die auf der Grundlage des vorerwähnten früheren Artikels 100 des Gerichtsgesetzbuches ernannten Magistrate im Sinne von Artikel 152 würden aufgrund dieser Bestimmung unterschiedlich behandelt, einerseits im Verhältnis zu denjenigen, auf die sich Artikel 147 beziehe, und andererseits im Verhältnis zu denjenigen, auf die sich der neue Artikel 100 des Gerichtsgesetzbuches, ersetzt durch den angefochtenen Artikel 32, beziehe.

B.23.1. Mit den neuen Artikeln 90, 151 und 153 des Gerichtsgesetzbuches, ersetzt durch die Artikel 26, 40 beziehungsweise 41 des angefochtenen Gesetzes, wird es gemäß ihrem letzten Absatz dem Präsidenten des Gerichts, dem Prokurator des Königs beziehungsweise dem Arbeitsauditor anheim gestellt, die ihnen unterstehenden Magistrate auf die Abteilungen zu verteilen. Wie bereits hervorgehoben wurde, muss ein Korpschef, wenn er einen Magistrat in einer anderen Abteilung benennen möchte, diesen vorher anhören, und muss er diese Benennung begründen. In den Vorarbeiten heißt es, «unter einer anderen Abteilung ist ein anderer Sitzungsstandort zu verstehen als derjenige, in dem der Magistrat vor dem Inkrafttreten dieses Gesetzes ernannt worden war, oder für denjenigen, der nach dem Inkrafttreten dieses Gesetzes ernannt wird, ein anderer Sitzungsstandort als derjenige, in dem er durch den Korpschef benannt worden ist» (*Parl. Dok.*, Kammer, 2012-2013, DOC 53-2858/001, S. 30).

Die neuen Artikel 90, 151 und 153 des Gerichtsgesetzbuches regeln folglich die interne Mobilität der Magistrate, ausgelegt als die Mobilität der Magistrate innerhalb eines bestimmten Rechtsprechungsorgans, selbst wenn die territoriale Befugnis dieses Rechtsprechungsorgans durch die beanstandete Reform erweitert wurde. Um insbesondere diesen Fall zu regeln, ist im angefochtenen Artikel 147 in Absatz 1 präzisiert, dass Magistrate, die bereits an einem Gericht oder bei einer Staatsanwaltschaft, dessen beziehungsweise deren Bereich erweitert wurde, ernannt sind, «von Rechts wegen an dem neuen Gericht oder bei der neuen Staatsanwaltschaft ernannt [sind], ohne Anwendung von Artikel 287*sexies* des Gerichtsgesetzbuches und ohne weitere Eidesleistung»; in den Vorarbeiten wurde präzisiert, dass «diese Ernennung ohne Veröffentlichung des Standortes und ohne Eidesleistung erfolgt» (ebenda, S. 54).

B.23.2. Es kann nicht bemängelt werden, dass die vorerwähnten Artikel 26, 40, 41 und 147 des angefochtenen Gesetzes ohne Unterschied auf sämtliche Magistrate der Richterschaft, der Staatsanwaltschaft und des Auditorats der betreffenden Rechtsprechungsorgane angewandt werden, ungeachtet des Zeitpunktes oder der rechtlichen Grundlage ihrer Ernennung bei diesem Rechtsprechungsorgan. Eine andere Entscheidung hätte nämlich die mit der beanstandeten Reform verfolgten Ziele gefährdet, insbesondere diejenigen, die auf eine größere Flexibilität in der Zuordnung der Magistrate der betreffenden Gerichte und auf eine etwaige Spezialisierung dieser Magistrate ausgerichtet sind. Im Übrigen gehen die Mobilitätsmaßnahmen, insbesondere diejenigen in Bezug auf die interne Mobilität, mit Modalitäten und Rechtsmitteln einher, die dazu dienen, die Rechtmäßigkeit und die Verhältnismäßigkeit dieser Maßnahmen zu gewährleisten.

Insofern in den in B.22 angeführten Klagegründen bemängelt wird, dass durch die Artikel 26, 40, 41 und 147 eine Gleichbehandlung eingeführt werde, die nicht vereinbar sei mit den Artikeln 10 und 11 der Verfassung, sind sie unbegründet.

B.24.1. In Bezug auf die Zuordnung der Magistrate zu den einzelnen Rechtsprechungsorganen in ihrer Konfiguration infolge der beanstandeten Reform enthält das Gesetz vom 1. Dezember 2013 mehrere Bestimmungen, in denen das persönliche Statut eines jeden Magistrats berücksichtigt wird, und insbesondere der Zeitpunkt seiner Ernennung, oder deren rechtliche Grundlage.

So ist in dem angefochtenen Artikel 152 präzisiert, dass die bereits ernannten Magistrate, die in Anwendung des früheren Artikels 100 des Gerichtsgesetzbuches an oder bei verschiedenen Gerichten erster Instanz des Appellationshofbereiches ernannt sind und verschiedenen Gerichten erster Instanz dieses Bereiches angehören, von Rechts wegen ohne Anwendung von Artikel 287*sexies* desselben Gesetzbuches und ohne weitere Eidesleistung an den neuen Gerichten oder Staatsanwaltschaften ernannt sind. Im vorerwähnten früheren Artikel 100 des Gerichtsgesetzbuches war nämlich vor seiner Ersetzung durch den angefochtenen Artikel 32 vorgesehen, dass «die Richter an den Gerichten Erster Instanz und die Staatsanwälte bei diesen Gerichten [...] je nach Fall gleichzeitig an oder bei verschiedenen Gerichten Erster Instanz des Appellationshofbereiches ernannt werden [können]»; diese Bestimmung galt ebenfalls in den Arbeitsgerichten für die Richter und die Staatsanwälte beim Arbeitsauditorat sowie in den Handelsgerichten für die Richter.

Im Übrigen bestimmt der neue Artikel 100 des Gerichtsgesetzbuches, ersetzt durch den angefochtenen Artikel 32, seinerseits, dass die neu ernannten Magistrate hauptberuflich an einem Gericht ernannt werden, jedoch subsidiär an den anderen Gerichten erster Instanz des Appellationshofbereiches. Wie ebenfalls bereits dargelegt wurde, werden durch Paragraph 2 dieses neuen Artikels 100 gewisse Modalitäten für die Bestimmung eines solchen Magistrats außerhalb des Rechtsprechungsorgans oder der Staatsanwaltschaft, in dem beziehungsweise der er hauptberuflich ernannt ist, auferlegt.

B.24.2. Insofern gewisse klagende Parteien bemängeln, dass durch den angefochtenen Artikel 152 die Magistrate, die auf der Grundlage des früheren Artikels 100 des Gerichtsgesetzbuches bereits ernannt seien, anders behandelt würden als diejenigen im Sinne von Artikel 147 desselben Gesetzes, beruht diese Kritik auf einer falschen Lesart dieser Bestimmungen. Während Artikel 147, insbesondere im Hinblick auf die Anwendung der Artikel 26, 40 und 41 des angefochtenen Gesetzes, darauf ausgerichtet ist, jeden Magistrat einem bestimmten Gericht zuzuordnen, ungeachtet der Erweiterung der territorialen Basis des Gerichts, an oder bei dem der Magistrat ursprünglich ernannt wurde, wird durch Artikel 152 die Verbindung zwischen den Magistraten, die von Anfang an bei mehreren Gerichten ernannt sind (früherer Artikel 100 des Gerichtsgesetzbuches), und den Gerichten, die infolge der beanstandeten Reform deren Nachfolger sind, aufrechterhalten. Diese Bestimmungen dienen also einem unterschiedlichen Ziel, können aber gegebenenfalls kombiniert werden; so würde hypothetisch ein Magistrat, der von Anfang an bei zwei Gerichten ernannt ist, die beide eine erweiterte territoriale Basis erhalten haben, der kombinierten Anwendung der Artikel 147 und 152 des angefochtenen Gesetzes unterliegen.

B.24.3. Insofern gewisse klagende Parteien bemängeln, dass Artikel 32 des angefochtenen Gesetzes die Magistrate, die bereits auf der Grundlage des früheren Artikels 100 des Gerichtsgesetzbuches ernannt seien, anders behandle als diejenigen im Sinne des neuen Artikels 100 des Gerichtsgesetzbuches, ersetzt durch den angefochtenen Artikel 32, kann dem Gesetzgeber im Rahmen einer Reform solchen Umfangs nicht vorgeworfen werden, die zuvor getroffenen Entscheidungen zu ändern, um neue Ziele zu verwirklichen, die er sich gesetzt hat.

B.24.4. Aus dem Vorstehenden ergibt sich, dass die in B.22 dargelegten Klagegründe unbegründet sind, insofern dadurch auf die Artikel 147 und 152 des angefochtenen Gesetzes Behandlungsunterschiede, die nicht mit den Artikeln 10 und 11 der Verfassung vereinbar seien, zurückgeführt werden.

5. In Bezug auf die Abschaffung des Gehaltszuschlags und die Mobilitätsregelung der vor dem Inkrafttreten des angefochtenen Gesetzes ernannten Komplementärrichter

B.25. Mehrere klagende Parteien vergleichen, hinsichtlich der beanstandeten Mobilitätsregelung, die Situation der vor dem Inkrafttreten des angefochtenen Gesetzes ernannten Komplementärmagistrate mit derjenigen anderer Magistrate.

Diese Parteien bemängeln in mehrfacher Hinsicht Gleichbehandlungen und Behandlungsunterschiede, die nicht vernünftig gerechtfertigt seien, da der Gesetzgeber den den Komplementärmagistraten gewährten Gehaltszuschlag abgeschafft habe (angefochtener Artikel 136 Absatz 2), während er ihre Mobilitätsregelung aufrechterhalten habe.

Die betreffenden Komplementärmagistrate werden somit verglichen:

- mit den auf der Grundlage des neuen Artikels 100 des Gerichtsgesetzbuches ernannten Magistraten (angefochtener Artikel 32). Indem die früheren Komplementärmagistrate, die an ein Gericht erster Instanz abgeordnet worden seien, den aufgrund des vorerwähnten neuen Artikels 100 ernannten Magistraten hinsichtlich der Mobilität gleichgestellt würden, würden durch Artikel 150 § 1 des angefochtenen Gesetzes die zwei Kategorien von Magistraten ohne vernünftige Rechtfertigung gleich behandelt;
- mit den auf der Grundlage des früheren Artikels 100 des Gerichtsgesetzbuches ernannten Magistraten im Sinne des angefochtenen Artikels 152. Durch den vorerwähnten Artikel 150 § 1 würden diese zwei Kategorien von Magistraten ohne vernünftige Rechtfertigung unterschiedlich behandelt;
- mit den vor dem Inkrafttreten des angefochtenen Gesetzes ernannten Magistraten im Sinne des angefochtenen Artikels 147 Absatz 1. Durch den vorerwähnten Artikel 150 § 1 würden diese zwei Kategorien von Magistrate ohne vernünftige Rechtfertigung unterschiedlich behandelt.

Die an die Arbeitsgerichte abgeordneten Komplementärmagistrate werden schließlich mit den Berufsmagistraten verglichen, die diesen selben Gerichten angehörten und auf die sich Artikel 147 Absatz 2 desselben Gesetzes beziehe. Durch Artikel 150 § 4 des angefochtenen Gesetzes würden diese zwei Kategorien von Magistraten ohne vernünftige Rechtfertigung auf die gleiche Weise behandelt, wobei nur die Erstgenannten bei ihrer ursprünglichen Ernennung einverstanden gewesen seien, ihr Amt in sämtlichen Bezirken des Arbeitsgerichtshofbereiches auszuüben, das heißt den Bezirken, über die das neue Arbeitsgericht seine Gerichtsbarkeit ausübe.

B.26.1. Vor seiner Aufhebung durch Artikel 23 des angefochtenen Gesetzes ermächtigte Artikel 86*bis* des Gerichtsgesetzbuches den König, «pro Appellationshofbereich oder Arbeitsgerichtshofbereich» Komplementärrichter zu ernennen, und regelte insbesondere ihre Zahl, ihr Amt und die Modalitäten ihres Auftretens. In Absatz 3 war insbesondere präzisiert, dass diese Komplementärrichter bestimmt wurden, um ihr Amt gemäß den Erfordernissen des Dienstes zeitweilig an einem oder mehreren Gerichten erster Instanz, Arbeitsgerichten oder Handelsgerichten je nach Fall im Appellationshofbereich oder im Arbeitsgerichtshofbereich auszuüben. Im Gegensatz zu den übrigen Richtern, die bei der Schaffung des Amtes eines Komplementärrichters grundsätzlich ihr Amt an einem einzigen Gericht ausübten, konnten diese ihr Amt an mehreren Gerichten ausüben. Durch Artikel 357 § 1 Nr. 6 des Gerichtsgesetzbuches wurde diesen Komplementärrichtern ein Gehaltszuschlag gewährt, dessen Betrag in dieser Bestimmung festgelegt war.

Artikel 86*bis* des Gerichtsgesetzbuches wurde aufgehoben durch Artikel 23 des Gesetzes vom 1. Dezember 2013. Der vorerwähnte Artikel 357 § 1 Nr. 6 wurde seinerseits durch Artikel 96 Nr. 1 des angefochtenen Gesetzes aufgehoben. Schließlich bestimmt dessen Artikel 136 Absatz 2, dass «in Abweichung von Absatz 1 [...] die in Artikel 150 erwähnten Komplementärrichter und Komplementärstaatsanwälte den Gehaltszuschlag nicht [behalten]».

B.26.2. Artikel 150 § 1 des angefochtenen Gesetzes bestimmt insbesondere, dass die an ein Gericht erster Instanz abgeordneten Komplementärrichter mit denselben vorerwähnten Befreiungen von Formalitäten «an einem Gericht Erster Instanz, an dem sie [...] bestimmt waren, und subsidiär an allen Gerichten Erster Instanz des Appellationshofbereiches» ernannt werden. Artikel 150 § 4 bestimmt, dass die an das Arbeitsgericht abgeordneten Komplementärrichter mit denselben vorerwähnten Befreiungen «am Arbeitsgericht des Arbeitsgerichtshofbereiches» ernannt werden.

B.26.3. Während der Vorarbeiten wurden die vorerwähnten Artikel 23, 136 und 150 wie folgt kommentiert:

«Art. 23. Die Ministerin erklärt, dass dieser Artikel zur Abänderung von Artikel 86*bis* des Gerichtsgesetzbuches bezweckt, die gesetzliche Grundlage für die Ernennung von Komplementärrichtern an den Gerichten erster Instanz, den Handelsgerichten und den Arbeitsgerichten aufzuheben. Einerseits hat die territoriale Erweiterung der Bezirke nämlich zur Folge, dass dasjenige, was derzeit Mobilitätsprobleme zwischen verschiedenen Bezirken verursacht, sich teilweise auf eine Frage der internen Organisation des Gerichts erster Instanz oder der Staatsanwaltschaft des Prokurators des Königs verringert.

Andererseits, da die Handelsgerichte, die Arbeitsgerichte und die Arbeitsauditorate, außerhalb der Sonderfälle von Eupen und dem Bereich von Brüssel, zu einem einzigen Handelsgericht oder Arbeitsgericht beziehungsweise einem einzigen Arbeitsauditorat pro Bereich verschmolzen werden, sind die Komplementärmagistrate auf dieser Ebene nicht mehr gerechtfertigt» (*Parl. Dok.*, Kammer, 2012-2013, DOC 53-2858/007, SS. 74-75).

«Art. 132. Diese Reform darf nicht die Besoldungs- und Pensionsrechte der Magistrate, Greffiers, Sekretäre und des anderen Gerichtspersonals in den Gerichten und Staatsanwaltschaften beeinträchtigen. Eine Ausnahme ist bezüglich der Prämie für die Komplementärrichter vorgesehen. Da diese Kategorie nicht mehr besteht und in die Stellenpläne aufgenommen wird, entfällt auch diese Prämie» (*Parl. Dok.*, Kammer, 2012-2013, DOC 53-2858/001, SS. 52-53).

«Art. 144. Die Ministerin erklärt, dass die Komplementärrichter am Gericht erster Instanz und die Komplementärstaatsanwälte des Prokurators des Königs aufgrund dieser Bestimmung in die Stellenpläne aufgenommen werden» (*Parl. Dok.*, Kammer, 2012-2013, DOC 53-2858/007, S. 169).

B.27.1. Wie aus den vorerwähnten Vorarbeiten hervorgeht, liegt die Abschaffung des Amtes eines Komplementärmagistrats darin begründet, dass die Erfordernisse, die die Schaffung dieses Amtes gerechtfertigt hatten – dem Fehlen von Magistraten wegen Krankheit oder einer Abordnung abzuwehren und die Arbeitslast zu bewältigen –, nunmehr durch die beanstandete Reform aufgefangen wurden, insbesondere durch die Erweiterung des Bereichs der Gerichte und die größere Mobilität infolge dieser Erweiterung der territorialen Zuständigkeit.

Da das Amt eines Komplementärmagistrats somit abgeschafft wurde, war ebenfalls für die Zukunft der damit verbundene Gehaltszuschlag abzuschaffen.

Der Gerichtshof muss prüfen, ob es für die bereits ernannten Komplementärmagistrate vernünftig gerechtfertigt ist, ihnen den zuvor mit ihrem Amt verbundenen Gehaltszuschlag zu streichen, selbst wenn diese Magistrate weiterhin der erweiterten Mobilitätsregelung unterliegen, die insbesondere durch den angefochtenen Artikel 150 §§ 1 und 4 festgelegt wird.

B.27.2.1. Wie aus den vorerwähnten Vorarbeiten hervorgeht, wurde mit der Einführung eines Gehaltszuschlags für die Komplementärmagistrate durch das Gesetz vom 28. März 2000 bezweckt, der fehlenden Attraktivität dieses Amtes abzuwehren:

«Man darf nämlich nicht übersehen, dass die Arbeit der Komplementärmagistrate ziemlich undankbar ist. Sie werden dort eingesetzt, wo es Probleme gibt, und sie erhalten nie die Gelegenheit, sich irgendwo einzuleben.

Außerdem beinhaltet das Inkrafttreten des Gesetzes über den Hohen Rat, dass die Komplementärmagistrate nicht in Frage kommen, um in einem beigeordneten Mandat benannt zu werden, dies im Gegensatz zu den ordentlichen Magistraten und Magistraten im Sinne von Artikel 100, was jedoch einen bedeutenden, wenn auch potenziellen finanziellen Verlust bedeutet. Diesen Nachteilen darf wohl ein finanzieller Ausgleich gegenübergestellt werden» (*Parl. Dok.*, Kammer, 1999-2000, DOC 50-0307/002, SS. 3-4).

Der betreffende Gehaltszuschlag diente also dazu, die Nachteile des Amtes eines Komplementärmagistrats auszugleichen.

B.27.2.2. Durch das angefochtene Gesetz vom 1. Dezember 2013 wird im Wesentlichen das Statut der vor seinem Inkrafttreten ernannten Komplementärmagistrate in Bezug auf die zuvor mit diesem Amt verbundenen Nachteile abgeändert.

Sie erhalten nunmehr eine endgültige Einstellung und werden in den Stellenplan eingegliedert (Artikel 150); infolge dieser Ernennung kommen sie ebenfalls in Frage für eine Benennung in ein beigeordnetes Mandat. In Artikel 151 des angefochtenen Gesetzes ist seinerseits vorgesehen, dass diese Magistrate das Dienstalter, das sie als Komplementärmagistrat erworben haben, behalten und den Rang eines Komplementärmagistrats ab dem Datum ihrer Ernennung einnehmen.

Daher ist es vernünftig gerechtfertigt, dass die Komplementärmagistrate, die aufgrund des vorerwähnten Artikels 86*bis* bereits «pro Appellationshofbereich oder Arbeitsgerichtshofbereich» ernannt worden waren, nicht mehr den Gehaltszuschlag erhalten, der dazu diente, die mit ihrem Amt verbundenen Nachteile auszugleichen, obwohl durch das angefochtene Gesetz eine gewisse Mobilität aufrechterhalten wird.

B.28.1. Die klagenden Parteien bemängeln die Gleichbehandlung der Komplementärmagistrate und der aufgrund des neuen Artikels 100 des Gerichtsgesetzbuches ernannten Magistrate (angefochtener Artikel 32); beide Kategorien seien aufgrund der angefochtenen Artikel 32 und 150 hauptberuflich an einem Gericht und subsidiär an den anderen Gerichten des Appellationshofbereiches ernannt.

B.28.2. Unter Berücksichtigung einerseits der ursprünglichen Ernennung der früheren Komplementärmagistrate «pro Appellationshofbereich oder Arbeitsgerichtshofbereich» und der Verbesserung ihres Statuts durch die beanstandete Reform und andererseits der in B.26.3 angeführten Gründe, die den Gesetzgeber veranlasst haben, den neuen Artikel 100 des Gerichtsgesetzbuches anzunehmen, ist es hinsichtlich der Ziele des angefochtenen Gesetzes vernünftig gerechtfertigt, dass die vor dem Inkrafttreten des angefochtenen Gesetzes ernannten Komplementärmagistrate und die nach dem Inkrafttreten des angefochtenen Gesetzes ernannten Magistrate gemäß den gleichen Modalitäten und mit den gleichen Garantien einer Mobilität, die sich auf den Appellationshofbereich erstrecken kann, unterliegen.

B.29.1. Was anschließend den Vergleich zwischen den vor dem Inkrafttreten des angefochtenen Gesetzes ernannten Komplementärmagistraten und den aufgrund des früheren Artikels 100 des Gerichtsgesetzbuches ernannten Magistraten betrifft, bemängeln die klagenden Parteien den Behandlungsunterschied zwischen diesen zwei Kategorien von Magistraten durch die angefochtenen Artikel 150 § 1 und 152. Die Erstgenannten würden nämlich hauptberuflich an einem Gericht und subsidiär an den anderen Gerichten des Appellationshofbereiches ernannt, während die aufgrund des früheren Artikels 100 des Gerichtsgesetzbuches an oder bei verschiedenen Gerichten erster Instanz des Appellationshofbereiches ernannten Magistrate, die aufgrund des angefochtenen Gesetzes verschiedenen Gerichten erster Instanz desselben Bereichs angehörten, von Rechts wegen in den neuen Gerichten oder Staatsanwaltschaften ernannt würden.

B.29.2. Wie bereits erwähnt wurde, sind die ehemaligen Komplementärrichter – was die Gerichte erster Instanz betrifft, um die es in dem vorerwähnten Vergleich geht – aufgrund des früheren Artikels 86*bis* des Gerichtsgesetzbuches «pro Appellationshofbereich» ernannt, und «an einem oder mehreren Gerichten Erster Instanz [...], die in diesem Bereich liegen» benannt worden. Im Übrigen war im früheren Artikel 100 des Gerichtsgesetzbuches in Bezug auf die auf der Grundlage dieser Bestimmung ernannten Richter vorgesehen, dass sie «gleichzeitig an [...] verschiedenen Gerichten Erster Instanz des Appellationshofbereiches ernannt werden» konnten.

Unter Berücksichtigung der ursprünglichen Modalitäten für die Benennung der früheren Komplementärrichter und der Richter, die aufgrund des früheren Artikels 100 des Gerichtsgesetzbuches ernannt wurden, wobei beide Kategorien an mehreren Gerichten erster Instanz des Appellationshofbereiches benannt werden konnten, gibt es keine Gründe, die es rechtfertigen, den Letzteren aufgrund von Artikel 152 des angefochtenen Gesetzes eine andere Regelung vorzubehalten als diejenige, die den Erstgenannten aufgrund von Artikel 150 § 1 desselben Gesetzes vorbehalten ist. Dieser Behandlungsunterschied erscheint umso weniger gerechtfertigt, als er zur Folge hat, dass für die auf der Grundlage des früheren Artikels 100 des Gerichtsgesetzbuches ernannten Richter nicht die Garantien gelten, die im neuen Artikel 100 § 2 des Gerichtsgesetzbuches vorgesehen sind und in deren Genuss – auf der gleichen Grundlage wie die kürzlich ernannten Richter im Sinne dieser Bestimmung – die früheren Komplementärrichter gelangen. Außerdem hätte die Aufrechterhaltung dieses Behandlungsunterschieds zur Folge, dass die Korpschefs, die befugt sind, eine Mobilitätsmaßnahme zu beschließen, mit einer unterschiedlichen Regelung konfrontiert wären, je nachdem, ob der betreffende Magistrat der Regelung der Artikel 32 und 150 oder derjenigen von Artikel 152 unterliegt, während für beide Kategorien gilt, dass sie auf Ebene des Appellationshofbereiches ernannt wurden und einer Mobilität in diesem gesamten Bereich unterliegen. Folglich ist Artikel 152 des Gesetzes vom 1. Dezember 2013 für nichtig zu erklären.

B.29.3. Im Bemühen um Rechtssicherheit, und um es dem Gesetzgeber zu ermöglichen, eine neue Regelung anzunehmen, sind jedoch in Anwendung von Artikel 8 Absatz 3 des Sondergesetzes vom 6. Januar 1989 über den Verfassungsgerichtshof die Auswirkungen der für nichtig erklärten Bestimmung bis zum Inkrafttreten dieser durch den Gesetzgeber anzunehmenden neuen Regelung aufrechtzuerhalten, und spätestens bis zum 31. August 2016.

B.30. Was im Übrigen den Behandlungsunterschied zwischen den früheren Komplementärmagistraten und den früheren Magistraten im Sinne des angefochtenen Artikels 147 Absatz 1 betrifft, ist daran zu erinnern, dass die letztgenannte Bestimmung – insbesondere im Hinblick auf die Anwendung der Artikel 26, 40 und 41 des angefochtenen Gesetzes – bezweckt, jeden Magistrat einem bestimmten Gericht zuzuordnen, ungeachtet der durch die beanstandete Reform vorgenommenen Erweiterung der territorialen Basis des Gerichts, an oder bei dem der Magistrat ursprünglich ernannt ist.

Es ist vernünftig gerechtfertigt, dass der Gesetzgeber diese Kategorie von Magistraten, die an oder bei einem bestimmten Gericht ernannt wurden, nicht auf die gleiche Weise behandelt wie die ehemaligen Komplementärmagistrate, die ursprünglich «pro Appellationshofbereich» ernannt und «an einem oder mehreren Gerichten Erster Instanz [...], die in diesem Bereich liegen» benannt wurden.

B.31. Die klagenden Parteien bemängeln schließlich die ihrer Auffassung nach ungerechtfertigte Gleichbehandlung der an die Arbeitsgerichte abgeordneten Komplementärmagistrate im Sinne von Artikel 150 § 4 des angefochtenen Gesetzes und der zu denselben Gerichten gehörenden «Berufsmagistrate» im Sinne von Artikel 147 Absatz 2 desselben Gesetzes, während nur die Ersteren einverstanden gewesen seien, ihr Amt in sämtlichen Bezirken des Arbeitsgerichtshofbereiches auszuüben, das heißt in den Bezirken, über die das neue Arbeitsgericht seine Gerichtsbarkeit ausübe.

Unter Berücksichtigung einerseits der ursprünglichen Modalitäten der Benennung der betreffenden früheren Komplementärmagistrate und andererseits der rechtmäßigen Gründe, aus denen durch das Gesetz vom 1. Dezember 2013 die territoriale Zuständigkeit der Arbeitsgerichte auf den Appellationshofbereich ausgedehnt wurde, entbehrt es nicht einer vernünftigen Rechtfertigung, dass die beiden vorerwähnten Kategorien hinsichtlich der Mobilität gleich behandelt werden, wobei der Appellationshofbereich oder der Arbeitsgerichtshofbereich als Rahmen für diese Mobilität festgelegt wird.

Eine andere Lösung hätte die Korpschefs, die befugt sind, eine Mobilitätsmaßnahme zu beschließen, gezwungen, die anwendbare Regelung zu differenzieren, je nachdem, ob der betreffende Magistrat ein früherer Komplementärmagistrat wäre oder nicht, während diese Komplementärmagistrate aufgrund der Verbesserung ihres Statuts nunmehr in den Stellenplan des betreffenden Arbeitsgerichts aufgenommen worden sind.

B.32. Aus dem Vorstehenden ergibt sich, dass die Beschwerdegründe unbegründet sind.

6. *In Bezug auf die anderen Beschwerdegründe*

B.33. Gewisse klagende Parteien bemängeln, dass durch das angefochtene Gesetz, insbesondere dessen Artikel 3, 26 und 32, die Richter ungünstiger behandelt würden als die Greffiers und die anderen Mitglieder des Gerichtspersonals hinsichtlich der für sie geltenden Mobilitätsregelung.

B.34.1. Laut Artikel 168 des Gerichtsgesetzbuches übt der Greffier ein gerichtliches Amt aus.

Im Übrigen steht laut Artikel 176 desselben Gesetzbuches der Sekretär dem Generalprokurator, dem Föderalprokurator, dem Prokurator des Königs oder dem Arbeitsauditor bei.

B.34.2. Obwohl das Gerichtspersonal und die Magistrate Ämter ausüben, die sich in verschiedenen Aspekten aneinander anlehnen, bestehen zwischen diesen zwei Ämtern wesentliche Unterschiede hinsichtlich der Beschaffenheit der Aufgaben, die ihnen jeweils auferlegt werden, und hinsichtlich der rechtlichen Beschaffenheit ihres Statuts.

Magistrate der Richterschaft haben eine rechtsprechende Befugnis; Magistrate der Staatsanwaltschaft erfüllen ihre Amtspflicht bei den Gerichtshöfen und Gerichten, um eine ordnungsmäßige Anwendung des Gesetzes zu fordern und um die Erfordernisse der öffentlichen Ordnung sowie die Interessen einer geordneten Rechtspflege zu verteidigen. Beide Kategorien genießen ein durch die Verfassung garantiertes Statut, das gekennzeichnet ist durch eine Unabhängigkeit, die jegliche Form der Aufsicht über die Ausübung ihrer Aufgaben - außer in den in der Verfassung festgelegten Fällen - ausschließt.

Der Greffier ist laut Artikel 168 des Gerichtsgesetzbuches mit den im Gesetz aufgezählten Aufgaben in der Kanzlei beauftragt und steht dem Magistrat in all seinen Amtshandlungen bei. Aufgrund von Artikel 173 desselben Gesetzbuches führt der Sekretär neben der Beistandsleistung an die vorerwähnten Magistrate die anderen Aufgaben - unter anderem - in Bezug auf die Unterzeichnung, Dokumentation, Archivierung und Aufbewahrung aus, die in dieser Bestimmung präzisiert werden.

Im Gegensatz zu dem, was für die Magistrate - und insbesondere für die Richter - gilt, enthält die Verfassung mit Ausnahme ihres Artikels 154 keine Bestimmungen über das Statut der Greffiers und der Sekretäre der Staatsanwaltschaft.

B.34.3. Der Behandlungsunterschied zwischen bestimmten Kategorien von Personen, der sich aus der Anwendung einer unterschiedlichen Mobilitätsregelung angesichts grundverschiedener Funktionen ergibt, beinhaltet an sich keine Diskriminierung. Eine Diskriminierung würde nur vorliegen, wenn der Behandlungsunterschied, der sich aus der Anwendung der Vorschriften, die diese Mobilität regeln, ergibt, eine unverhältnismäßige Einschränkung der Rechte der davon betroffenen Parteien nach sich ziehen würde.

B.35.1. In den Artikeln 43, 48, 88 und 89 des angefochtenen Gesetzes werden einerseits die territorialen Grenzen, innerhalb deren die Mitglieder der Kanzlei und des Sekretariats der Staatsanwaltschaft ernannt werden, und andererseits die Mobilitätsmaßnahmen, die ihnen auferlegt werden können, präzisiert. Für diese beiden Aspekte unterscheidet der Gesetzgeber zwischen dem Personal der Stufen A und B und demjenigen der Stufen C und D, da der territoriale Zuständigkeitsbereich der Ernennung und der Mobilitätsregelung für die Erstgenannten größer ist als für die Letztgenannten.

In den Vorarbeiten wird diese Entscheidung analog für die Mitglieder der Kanzlei beziehungsweise des Sekretariats der Staatsanwaltschaft wie folgt kommentiert:

«Durch diesen Artikel wird das Gebiet, in dem das Gerichtspersonal ernannt werden kann und somit tätig sein soll, begrenzt. Man kann nicht erwarten, dass das Gerichtspersonal, und insbesondere das Personal der Stufen C und D, sich auf die gleiche Weise einsetzt wie die Magistratur. Dies gilt insbesondere für das Arbeitsgericht und das Handelsgericht, die den Appellationshofbereich umfassen» (*Parl. Dok.*, Kammer, 2012-2013, DOC 53-2858/001, SS. 35-36).

«Die Abordnung eines Sekretärs kann in gleich welches Sekretariat der Staatsanwaltschaft des Appellationshofbereiches oder des Arbeitsgerichtshofbereiches erfolgen.

Die Abordnung eines Personalmitglieds der Sekretariate der Staatsanwaltschaft kann in einem anderen Sekretariat der Staatsanwaltschaft der Abteilung des Bezirks, in dem es ernannt ist, erfolgen» (ebenda, S. 45).

B.35.2. Aus dem Vorstehenden ergibt sich, dass den Mitgliedern des Gerichtspersonals ebenfalls Mobilitätsmaßnahmen auferlegt werden können, für die ihr Einverständnis nicht erforderlich ist, und dass im Übrigen der Umfang dieser Mobilität von ihrer hierarchischen Ebene innerhalb der Kanzlei beziehungsweise des Sekretariats der Staatsanwaltschaft abhängt; diese Ebene ist bei gleichem Dienstalter in der Regel ausschlaggebend sowohl für den Umfang der Verantwortungen als auch für die Entlohnung der betreffenden Personalmitglieder.

Dem Gesetzgeber kann nicht vorgeworfen werden, bei der Entscheidung für die auf die Magistrate anwendbare Mobilitätsregelung die Bedeutung ihrer Verantwortungen berücksichtigt zu haben, wie in B.34.2 angeführt wurde. Bei gewissen Magistraten konnte der Gesetzgeber ebenfalls den Grad der Spezialisierung berücksichtigen.

Aus dem Vorstehenden ergibt sich, dass der beanstandete Behandlungsunterschied nicht einer vernünftigen Rechtfertigung entbehrt.

B.36.1. Der Gerichtshof wird auch mit dem Behandlungsunterschied befasst, der durch Artikel 26 des angefochtenen Gesetzes hinsichtlich der Rechtsmittel eingeführt werde; indem keine Beschwerdemöglichkeit gegen die Entscheidung des Präsidenten zur Verteilung der Richter auf die Abteilungen des Gerichtsbezirks und zur Benennung eines Richters in einer anderen Abteilung als derjenigen seiner ursprünglichen Einstellung eingeführt werde, würden durch Artikel 26 auf ungerechtfertigte Weise die Magistrate, die Gegenstand einer solchen Benennung seien, anders behandelt als diejenigen, die beauftragt würden, ihr Amt in einem anderen Gerichtsbezirk als demjenigen ihrer hauptberuflichen Ernennung oder Bestimmung auszuüben und die wohl eine solche Beschwerdemöglichkeit auf der Grundlage des neuen Artikels 330quinquies des Gerichtsgesetzbuches hätten.

Dieser Behandlungsunterschied verstoße gegen die Artikel 10 und 11 der Verfassung, gegebenenfalls in Verbindung mit «den Grundsätzen des Rechtes der Verteidigung, der kontradiktorischen Beschaffenheit und des Rechtes auf gerichtliches Gehör» und mit den Artikeln 6 und 13 der Europäischen Menschenrechtskonvention.

B.36.2. Wie in B.8.3 dargelegt wurde, steht die Beschwerde vor dem Direktionsausschuss im Sinne des vorerwähnten Artikels 330*quinquies* allen Magistraten offen, da die Mobilitätsmaßnahme eine Einstellung eines Magistrats außerhalb des Gerichtsbezirks, in dem er ursprünglich oder hauptberuflich ernannt ist, beinhaltet.

Was die Magistrate der Arbeitsgerichte und der Handelsgerichte betrifft – deren Bereich sich auf denjenigen des Appellationshofes erstreckt –, und wie der Ministerrat bemerkt, ist in Artikel 4 des Anhangs zum Gerichtsgesetzbuch, eingefügt durch Artikel 108 des angefochtenen Gesetzes, in den Punkten 4.2, 4.7 beziehungsweise 4.11 präzisiert, dass die Arbeitsgerichte und Handelsgerichte von Antwerpen, von Gent und von Lüttich «ihre Gerichtsbarkeit in den Bezirken» ausüben, die je nach Fall zwei oder drei sind und die in den vorerwähnten Bestimmungen festgelegt sind. Folglich besitzt ein zu diesen Gerichten gehörender Magistrate die durch Artikel 330*quinquies* geregelte Beschwerdemöglichkeit ab dem Zeitpunkt seiner Bestimmung außerhalb des Bezirks seiner ursprünglichen Ernennung.

B.36.3. Durch seinen Entscheid Nr. 138/2015 vom 15. Oktober 2015 hat der Gerichtshof den vorerwähnten Artikel 37 für nichtig erklärt: einerseits, weil in dieser Bestimmung eine Beschwerde gegen die aufgrund von Artikel 100 des Gerichtsgesetzbuches getroffenen Entscheidungen vorgesehen ist, aber nicht gegen die aufgrund der Artikel 90, 151 und 153 desselben Gesetzbuches getroffenen Entscheidungen; andererseits, weil die Weise, auf die die Beschwerde derzeit durch den vorerwähnten Artikel 37 organisiert wird, nicht den Erfordernissen entspricht, damit diese Beschwerde als eine gerichtliche Beschwerde eingestuft werden kann.

B.36.4. Der in B.36.1 angeführte Behandlungsunterschied ergibt sich nicht aus Artikel 26 des angefochtenen Gesetzes, sondern aus dem Umstand, dass die durch Artikel 37 des Gesetzes vom 18. Februar 2014 vorgesehene Beschwerde unter anderem nicht auf die Mobilitätsmaßnahmen Anwendung findet, die auf der Grundlage von Artikel 90 des Gerichtsgesetzbuches, den dieser Artikel 26 ersetzt, gefasst werden.

B.36.3. Die Beschwerdegründe sind unbegründet.

B.37.1. Schließlich wird der Behandlungsunterschied bemängelt, der durch die Artikel 26 und 147 des angefochtenen Gesetzes zum Nachteil der Magistrate im Sinne dieser Bestimmungen vorgenommen wurde; diese könnten Gegenstand von Mobilitätsmaßnahmen sein, ohne dass ihr Einverständnis erforderlich sei, während dieses Einverständnis hingegen durch andere Bestimmungen dieses Gesetzes vorgeschrieben sei.

Es trifft zwar zu, dass mehrere Bestimmungen des angefochtenen Gesetzes das vorherige Einverständnis des betreffenden Magistrats mit der Mobilitätsmaßnahme, die jeweils in diesen Bestimmungen geregelt wird, vorschreibt, doch diese betreffen im Wesentlichen Fälle der Mobilität zwischen verschiedenen Rechtsprechungsorganen hinsichtlich ihrer materiellen Befugnis oder zwischen Rechtsprechungsorganen unterschiedlicher Ebene, Instanz und Berufung (Artikel 6 Absatz 1, 28, 30 und 57).

Überdies regelt Artikel 63 auch den besonderen Fall der Inhaber von sehr spezifischen Mandaten, wie beispielsweise die Untersuchungsrichter oder die Pfändungsrichter, für die man den Standpunkt vertrat:

«Die Aufrechterhaltung einer Ernennung in einen Stellenplan entspricht Artikel 259*septies* des Gerichtsgesetzbuches, in dem vorgesehen ist, dass ein anderes beigeordnetes Mandat oder spezifisches Mandat als diejenigen des Richters und des Staatsanwalts im Strafvollstreckungsgericht nur in dem Rechtsprechungsorgan ausgeübt werden kann, deren Stellenplan der Magistrate zugeordnet wird.

Jedes Gericht erster Instanz muss über eigene Inhaber des spezifischen Mandats verfügen. Insofern könnte es sachdienlich sein, dass provisorisch und aus besonderen Gründen ein Inhaber eines besonderen Mandats vorläufig ein anderes Gericht verstärken könnte» (*Parl. Dok.*, Kammer, 2012-2013, DOC 53-2858/001, S. 42).

Artikel 149 des angefochtenen Gesetzes ergibt sich aus dem Abänderungsantrag Nr. 161 der Regierung, der wie folgt begründet wurde:

«In diesem Entwurf ist nicht vorgesehen, dass die Friedensrichter und die Komplementärfriedensrichter erneut in ihrem Kanton und gleichzeitig in anderen Kantonen des Bereichs ernannt werden.

Daher muss ein Mechanismus vorgesehen werden, der es ermöglicht, die Friedensrichter und die Komplementärfriedensrichter, die vor dem Inkrafttreten dieses Gesetzes ernannt wurden, abzuordnen» (*Parl. Dok.*, Kammer, 2012-2013, DOC 53-2858/005, S. 32).

Unter Berücksichtigung dieser spezifischen Elemente entbehrt es nicht einer vernünftigen Rechtfertigung, dass der Gesetzgeber das vorherige Einverständnis der betreffenden Magistrate in den vorerwähnten Fällen vorgeschrieben hat, es jedoch nicht in den angefochtenen Artikeln 26 und 147 vorgesehen hat; die letztgenannten Bestimmungen regeln nämlich einen Fall von interner Mobilität, das heißt diejenige, bei der ins Auge gefasst wird, einen Magistrate einer anderen Abteilung desselben Gerichts, in dem er ursprünglich ernannt worden ist, zuzuordnen, selbst wenn der territoriale Zuständigkeitsbereich dieses Gerichts erweitert wurde.

B.37.2. Der Beschwerdegrund ist unbegründet.

Aus diesen Gründen:

Der Gerichtshof

- erklärt Artikel 152 des Gesetzes vom 1. Dezember 2013 zur Reform der Gerichtsbezirke und zur Abänderung des Gerichtsgesetzbuches im Hinblick auf eine größere Mobilität der Mitglieder des gerichtlichen Standes für nichtig;

- erhält die Folgen der für nichtig erklärten Bestimmung bis zum Inkrafttreten der vom Gesetzgeber anzunehmenden neuen Regelung und spätestens bis zum 31. August 2016 aufrecht;

- weist die Klagen vorbehaltlich der in B.20.4.4 erwähnten Auslegung im Übrigen zurück.

Erlassen in französischer, niederländischer und deutscher Sprache, gemäß Artikel 65 des Sondergesetzes vom 6. Januar 1989 über den Verfassungsgeschichtshof, am 15. Oktober 2015.

Der Kanzler,

F. Meersschant

Der Präsident,

J. Spreutels